

**ENTENTE INTERNATIONALE
CONCERNANT LA TAXE
SUR LES CARBURANTS ET
MANUEL DES PROCÉDURES**

978-2-550-92359-6 (PDF)

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2022

NOTE

Pour alléger le texte, nous employons le masculin pour désigner aussi bien les femmes que les hommes.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction

Note sur le texte	9
-------------------------	---

Entente internationale concernant la taxe sur les carburants 10

Chapitre I.....10

R100	Principe de l'Entente	10
R110	Titre	10
R120	Documents principaux	10
R130	But	10
R140	Administration coopérative.....	11
R150	Un permis et une juridiction d'attache	11
	Commentaires sur le chapitre I	11

Chapitre II.....12

R200	Définitions	12
	Commentaires sur le chapitre II	15

Chapitre III.....19

R300	Demande et renouvellement	19
R305	Exigences concernant la demande de permis	19
R310	Certificat de voyage occasionnel	19
R315	Demande de permis	19
R320	Désignation du titulaire de permis	19
R325	Détermination de la juridiction d'attache	19
R330	Traitement de la demande	20
R335	Non-délivrance du permis	20
R340	Exigences concernant la sûreté	20
R345	Renouvellement de permis	20
R350	Avis transmis aux juridictions membres	21
R355	Droits	21
R360	Communication de l'information aux titulaires de permis	21
R365	Effet des modifications de l'Entente	21
R370	Droit du titulaire de permis d'interjeter appel	21
	Commentaires sur le chapitre III	22

Chapitre IV.....25

R400	Annulation, révocation et suspension	25
R410	Annulation du permis	25
R420	Suspension ou révocation du permis	25
R430	Remise en vigueur du permis	25
	Commentaires sur le chapitre IV	26

Chapitre V		27
R500	Locataires, locateurs et déménageurs	27
R510	Locations à court terme et locations à long terme	27
R520	Déménageurs	27
R530	Entrepreneurs indépendants	27
R540	Production des contrats de location	28
	Commentaires sur le chapitre V	28
Chapitre VI		29
R600	Identification du véhicule	29
R605	Exigences concernant l'identification	29
R610	Période couverte par le permis	29
R615	Forme et contenu	29
R620	Possession du permis	29
R625	Affichage des vignettes	29
R630	Affichage des pièces justificatives renouvelées	29
R635	Affichage de nombreuses pièces justificatives	30
R640	Transfert de vignettes	30
R650	Autorisations temporaires	30
R655	Délai de grâce	30
R660	Non-conformité	30
	Commentaires sur le chapitre VI	30
Chapitre VII		33
R700	Exigences concernant les registres	33
	Commentaires sur le chapitre VII	33
Chapitre VIII		34
R800	Taxation des carburants	34
R810	Véhicules motorisés admissibles	34
R820	Utilisation de carburant taxable	34
R830	Utilisation de carburant exonéré de taxe	34
R840	Déclaration des parcours effectués à l'intérieur d'une seule juridiction	34
	Commentaires sur le chapitre VIII	34
Chapitre IX		37
R900	Déclarations	37
R910	Exigences concernant les déclarations	37
R920	Production auprès de la juridiction d'attache	37
R930	Période de déclaration de taxe	37
R940	Présentation de la déclaration de taxe	37
R950	Information requise	38
R960	Date de production	38
R970	Production en retard	38
	Commentaires sur le chapitre IX	39

Chapitre X	41
* R1000 Achats incluant la taxe	41
R1010 Achats de carburant au détail	41
R1020 Achats de carburant en vrac	41
Commentaires sur le chapitre X	42
Chapitre XI	43
R1100 Crédits et remboursements	43
R1110 Remboursements en espèces	43
R1120 Application des montants crédités	43
R1130 Autorisation de retenir des remboursements	43
R1140 Conditions pour verser les remboursements	43
R1150 Intérêts sur les remboursements	44
Commentaires sur le chapitre XI	44
Chapitre XII	45
R1200 Cotisation et perception	45
R1210 Cotisation	45
R1220 Pénalités	45
R1230 Intérêts	46
R1240 Procédures de perception	47
R1250 Responsabilités dans les procédures de faillite	47
R1260 Renonciation aux pénalités et aux intérêts	47
R1270 Révocation de permis	48
Commentaires sur le chapitre XII	48
Chapitre XIII	51
R1300 Vérifications	51
R1310 Vérifications auprès des titulaires de permis	51
R1320 Exigences de la vérification	51
R1330 Manuel de vérification	51
R1340 Examen et révision des exigences de la vérification	51
R1350 Vérifications conjointes	51
R1360 Nouvelle vérification et nouvel examen	52
R1370 Rapports de vérification	52
R1380 Résultats de vérification	52
R1390 Appels	53
Commentaires sur le chapitre XIII	54
Chapitre XIV	55
R1400 Procédures d'appel	55
R1410 Demande d'audition	55
R1420 Avis concernant l'audition	55
R1430 Procédures d'audition	55
R1440 Avis concernant les conclusions	55
R1450 Demandes d'appel ultérieures	56
Commentaires sur le chapitre XIV	56

Chapitre XV	57
R1500 Adhésion	57
R1505 Demande d'adhésion	57
R1510 Conditions d'adhésion	57
R1515 Résolution d'adoption	57
R1520 Approbation de la résolution d'adoption	57
R1525 Entrée en vigueur de l'adhésion	57
R1530 Date d'entrée en vigueur de l'Entente	58
R1535 Demande de permis dans la nouvelle juridiction	58
R1540 Omission de respecter la date prévue pour l'entrée en vigueur de l'Entente	58
R1545 Statut de membre actif	58
R1546 Droit de vote	58
R1550 Annulation de l'adhésion	58
R1555 Respect de l'Entente	59
Commentaires sur le chapitre XV	60
Chapitre XVI	63
* R1600 Modifications	63
R1605 Soumission des propositions pour commentaires	63
R1610 Soumission des propositions sans commentaires préliminaires	63
R1615 Discussion lors d'une réunion	63
R1620 Vote selon la procédure rapide	63
R1625 Procédures de vote rapides de 30 jours	64
R1630 Procédures de vote longues	64
R1635 Propositions selon la procédure rapide annulées	64
R1640 Modifications à un projet de vote préliminaire	64
R1645 Exigences relatives aux projets de vote finaux	65
R1650 Approbation des modifications	65
R1655 Date d'entrée en vigueur des modifications	65
R1660 Retrait des propositions de modification	65
Commentaires sur le chapitre XVI	66
Chapitre XVII	67
* R1700 Documents sur les litiges et interprétation du conseil	67
R1710 Documents sur les litiges	67
R1720 Interprétations du conseil	67
Commentaires sur le chapitre XVII	67
Chapitre XVIII	68
R1800 Administration	68
R1810 International Fuel Tax Association, Inc.	68
R1820 Secrétariat général	69
Commentaires sur le chapitre XVIII	70

Chapitre XIX		71
R1900	Coopération relativement à l'entente régionale concernant la taxe sur les carburants	71
	Commentaires sur le chapitre XIX	71
Chapitre XX		71
R2000	Adoption de la recodification des manuels relatifs à l'Entente internationale concernant la taxe sur les carburants	71
R2010	Adoption	71
	Commentaires sur le chapitre XX	71
Chapitre XXI		72
* R2100	Centre d'échange d'information d'IFTA Inc.	72
R2110	Centre d'échange d'information d'IFTA Inc.	72
R2120	Échange requis des données démographiques du titulaire de permis, des données relatives à la transmission des fonds et des rapports de vérification	72
	Commentaires sur le chapitre XXI	73

Manuel des procédures	74
------------------------------	-----------

P100	Contenu de la demande de permis	74
	Commentaires sur la section P100	75
P200	Identification du compte	76
P210	Numéros d'identification de l'employeur fédéral	76
P220	Numéros de sécurité sociale	76
P230	Numéros d'identification canadiens	76
P240	Numéros attribués par la juridiction d'attache	76
	Commentaires sur la section P200	76
P300	Dessin du permis et des vignettes	77
P310	Permis	77
P320	Vignettes	77
	Commentaires sur la section P300	77
P400	Versement d'une sùreté	78
P410	Montant de la sùreté	78
P420	Assurance sùreté	78
P430	Substitut à l'assurance sùreté	78
	Commentaires sur la section P400	79
P500	Tenue des registres	79
P510	Conservation et disponibilité des registres	79
P520	Fardeau de la preuve	80
P530	Registres adéquats	80
P540	Registres des distances	81
P550	Registres des carburants	81
P560	Sommaires	83
P570	Registres non conformes	83
	Commentaires sur la section P500	84

P600		85
P700	Déclaration de taxe standard	85
	P710 Directives générales	85
	P720 Information requise	85
	P730 Taux et mesures de conversion	86
	Commentaires sur la section P700	87
P800	Traitement des déclarations de taxe	88
P900	Conservation des registres dans la juridiction d'attache	89
	P910 Registres des titulaires de permis	89
	P920 Conservation des registres	89
	Commentaires sur la section P900	89
P1000	Comptabilité de la juridiction d'attache	90
	P1010 Système de numérotation uniforme	90
	P1020 Taux de change	90
	P1030 Transferts de fonds américains et canadiens	90
	P1040 Transmissions mensuelles	91
	P1050 Numérotation des transmissions mensuelles	91
	P1060 Répartition de la taxe	92
	P1070 Crédit pour les achats à l'égard desquels la taxe a été payée	92
	Commentaires sur la section P1000	93
P1100	Rapport de la juridiction d'attache	95
	P1110 Rapport annuel	95
	P1120 Charte de taux	96
	P1130 Diffusion d'autres renseignements	96
	Commentaires sur la section P1100	97
P1200	Vérification de conformité au programme	97
	P1210 Exigences concernant la vérification	97
	P1220 Guide sur la vérification de la conformité au programme de l'Entente	97
	P1230 Participation requise	98
	Commentaires sur la section P1200	98
P1300	Unités de mesure	98
	P1310 Mesures américaines ou métriques	98
	P1320 Équivalences pour le gaz naturel liquéfié	98
	Commentaires sur la section P1300	98

INTRODUCTION

Cette publication présente les articles de l'*Entente internationale concernant la taxe sur les carburants* (International Fuel Tax Agreement [IFTA]) et du *Manuel des procédures* à jour au 1^{er} janvier 2022. Elle tient compte des modifications et des changements de présentation apportés à la version anglaise avant cette date.

La version française de l'*Entente internationale concernant la taxe sur les carburants* et du *Manuel des procédures* est fournie uniquement à titre d'information. Les textes qu'elle contient ne remplacent pas les lois, les règlements et les documents administratifs applicables ni les modifications proposées à ces lois et règlements. Cette publication ne peut engager d'aucune façon la responsabilité de l'International Fuel Tax Association (IFTA Inc.).

Pour toute question se rapportant au contenu de cette publication, il est recommandé de s'adresser au bureau de Revenu Québec dont l'adresse figure à la dernière page de cette publication.

NOTE SUR LE TEXTE

Les articles de l'*Entente internationale concernant la taxe sur les carburants* (International Fuel Tax Agreement [IFTA]) et ceux du *Manuel des procédures* ont fait l'objet de modifications, conformément au chapitre XVI de l'Entente. La présente publication contient, sous forme de commentaires, des précisions concernant les articles modifiés.

Le commentaire officiel adopté par les membres est présenté en italique. Il comprend les litiges soumis par les membres, les interprétations du Conseil ainsi que toutes les modifications à l'Entente adoptées par les membres.

Un numéro d'article accompagné d'un astérisque signifie qu'un commentaire existe sur cet article à la fin du chapitre (Entente) ou de la section (*Manuel des procédures*).

Certains articles de l'Entente et du *Manuel des procédures* ne s'appliquent pas tels quels au Québec. Les règles qui s'appliquent alors sont présentées en encadré dans les articles visés. De plus, les articles qui ne s'appliquent pas au Québec sont mis en évidence par une trame de couleur verte.



ENTENTE INTERNATIONALE CONCERNANT LA TAXE SUR LES CARBURANTS

CHAPITRE I

R100 Principe de l'Entente

R110 Titre

Cette entente internationale, ci-après appelée l'*Entente*, doit être citée et connue comme étant l'*Entente internationale concernant la taxe sur les carburants*.

* R120 Documents principaux

Le *Manuel de vérification* et le *Manuel des procédures* sanctionnés par l'Entente sont également significatifs et constituent une preuve manifeste que cette entente est internationale. Les dispositions de ces trois documents doivent être considérées comme ayant une importance égale pour les juridictions membres et les titulaires de permis.

* R130 But

Cette entente favorise l'utilisation la plus complète et la plus efficace possible du réseau routier, du fait qu'elle uniformise l'administration des lois fiscales sur les carburants utilisés à l'égard des véhicules motorisés ayant à circuler dans différentes juridictions qui ont adhéré à l'Entente.

- .100 Pour atteindre ce but, l'Entente applique trois dispositions de base qui constituent, entre les États des États-Unis, une convention interétatique approuvée par le Congrès dans l'*Intermodal Surface Transportation Efficiency Act of 1991* (ISTEA). Ces dispositions de base, introduites par l'ISTEA, sont les suivantes :
 - .005 le concept de juridiction d'attache, qui permet à un titulaire de permis de déclarer et de payer la taxe sur les carburants à une juridiction d'attache qui la remet ensuite aux autres juridictions membres dans lesquelles le titulaire de permis a voyagé et contracté l'obligation d'acquitter la taxe sur les carburants;
 - .010 le maintien du pouvoir souverain de chacune des juridictions de fixer les taux de taxation, de déterminer les exemptions et d'exercer d'autres pouvoirs formels en matière de taxation;
 - .015 une définition uniforme des véhicules auxquels l'Entente s'applique.
- .200 Pour permettre la participation à l'Entente et compléter les dispositions de base, le lien entre les juridictions membres est également précisé dans les documents suivants :
 - .005 les textes législatifs de réciprocité adoptés par les juridictions membres qui autorisent la participation à l'Entente;
 - .010 les dispositions de l'Entente qui décrivent une entente administrative de réciprocité concernant l'administration du programme de l'Entente. Ces dispositions administratives peuvent être modifiées et interprétées, selon les modalités de l'Entente.



*** R140 Administration coopérative**

L'Entente permet aux juridictions qui y adhèrent d'agir de manière concertée et de s'apporter une aide mutuelle dans l'administration et la perception de la taxe sur les carburants. En signant une demande de permis ou une demande de renouvellement de permis, accompagnée d'une attestation décrite à l'article P160, le demandeur (ou l'exploitant) reconnaît qu'il est lié, en vertu d'un tel permis, par les fonctions et les obligations des titulaires de permis, décrites dans l'Entente actuelle et qui peut, de temps à autre, être modifiée. La juridiction d'attache doit faire respecter ces fonctions et obligations sur son territoire. Les juridictions membres peuvent également les faire respecter sur leur propre territoire. Le titulaire du permis reconnaît qu'en plus de ses fonctions et obligations prévues dans l'Entente, il peut être soumis aux lois, aux règles et aux règlements de toutes les juridictions dans lesquelles il exerce ses activités.

*** R150 Un permis et une juridiction d'attache**

L'Entente établit et maintient le principe selon lequel le titulaire de permis doit avoir un seul permis, en ce qui a trait au carburant utilisé, et une seule juridiction d'attache de qui il doit relever. Elle précise, en outre, que l'administration de l'Entente et l'exécution de ses dispositions relativement aux titulaires de permis incombent au premier chef à la juridiction d'attache desdits titulaires de permis.

Commentaires sur le chapitre I

- R120 À la suite du vote 2-1996, l'article R120 a été ajouté à l'Entente pour préciser que les principaux documents relatifs à l'Entente doivent être considérés comme ayant une importance égale pour les juridictions membres et les titulaires de permis. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1998.*
- R130 À la suite des votes 90-267-1 et 90-267-2, qui se sont tenus en mars 1991, les nombreuses références aux unités de mesure en vigueur aux États-Unis ont été modifiées, par exemple les milles et les gallons, ainsi que le libellé de l'Entente et du Manuel des procédures pour permettre aux provinces canadiennes d'adhérer à l'Entente.*
- Les paragraphes et articles de l'Entente qui ont été modifiés à la suite de ces votes sont les suivants : l'article R130, l'article R212, l'article R224, l'article R245, l'article R263, l'article R325, le paragraphe .100 de l'article R510, l'article R830, l'article R840, le paragraphe .200 de l'article R930, le paragraphe .100 de l'article R960, l'article R1150 et l'article R1230.*
- R130 À la suite du vote 1-2001, l'article R130 de l'Entente a été modifié pour y intégrer les principes de base définis dans le Final Report of the State Legislation and Constitutional Provisions Project, dirigé par le NCSL (National Conference of State Legislatures). La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2003.*
- R140 À la suite du vote 1-2001, l'article R140 de l'Entente a été modifié pour y intégrer les principes de base définis dans le Final Report of the State Legislation and Constitutional Provisions Project, dirigé par le NCSL (National Conference of State Legislatures). La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2003.*
- R150 À la suite du vote 1-2001, l'article R150 de l'Entente a été modifié pour y intégrer les principes de base définis dans le Final Report of the State Legislation and Constitutional Provisions Project, dirigé par le NCSL (National Conference of State Legislatures). La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2003.*



CHAPITRE II

R200 Définitions

* R203

On entend par *période de déclaration de taxe annuelle* la période qui s'étend du 1^{er} janvier au 31 décembre.

R206

On entend par *demandeur* la personne au nom de laquelle une demande de permis est présentée à une juridiction d'attache, afin que cette personne produise les déclarations de taxe sur les carburants requises selon les dispositions de l'Entente.

* R209

On entend par *vérification* :

- .100 l'examen matériel détaillé, ou à partir d'un échantillon représentatif, des documents sources sur les activités du titulaire de permis;
- .200 l'évaluation des contrôles internes du système et des opérations comptables du titulaire de permis;
- .300 l'accumulation d'éléments probants jugés suffisants pour constituer un fondement raisonnable et permettre aux vérificateurs de déterminer s'il existe des écarts importants entre les activités réelles et les activités déclarées dans chacune des juridictions visées, conformément aux dispositions de l'Entente et de toutes les lois fiscales sur l'utilisation du carburant en vigueur dans les juridictions visées.

* R212

On entend par *juridiction d'attache* une juridiction ayant adhéré à l'Entente, dans laquelle se trouvent des véhicules motorisés admissibles aux fins de l'immatriculation,

- .100 où s'exerce le contrôle opérationnel et sont conservés ou peuvent être consultés les registres d'exploitation relatifs aux véhicules motorisés admissibles du titulaire d'un permis;
- .200 et où les véhicules motorisés admissibles d'un même parc effectuent une partie de leurs déplacements. Les commissaires de deux ou de plus de deux juridictions concernées peuvent s'entendre afin de permettre à une personne de regrouper plusieurs parcs qui se trouveraient autrement dans deux ou plus de deux juridictions.

* R215

On entend par *annulation* la résiliation d'un permis par la juridiction qui a délivré le permis, conformément à l'article R410.

R218

On entend par *commissaire* l'autorité désignée par la juridiction comme responsable de l'administration de l'Entente.

R220

On entend par *juridiction membre admissible* toute juridiction remplissant les critères suivants :

- .100 Elle a un statut de membre actif.
- .200 Son droit de vote n'a pas été révoqué en vertu du processus de règlement des litiges.
- .300 Elle a désigné un commissaire ou un délégué ayant le droit de vote.



R221

On entend par *parc* un ou plus d'un véhicule.

*** R222**

On entend par *gallon de gaz naturel comprimé* un volume de gaz naturel comprimé égal à 126,67 pieds cubes de gaz naturel à une température de 60 degrés Fahrenheit et à une pression de 1 atmosphère, ou encore un volume de gaz naturel comprimé de 5,66 livres.

*** R224**

On entend par *distance parcourue à l'intérieur d'une juridiction* le nombre total de milles ou de kilomètres parcourus à l'intérieur d'une juridiction par les véhicules motorisés admissibles du titulaire d'un permis, y compris les milles ou les kilomètres parcourus avec une autorisation temporaire. Les milles ou kilomètres parcourus à l'intérieur d'une juridiction n'englobent pas ceux qui ont été parcourus avec un certificat de voyage occasionnel ou qui ont été exonérés de la taxe sur les carburants par une juridiction.

*** R227**

On entend par *juridiction* un État des États-Unis, le district fédéral de Columbia, une province ou un territoire du Canada ou un État des États-Unis du Mexique.

*** R230**

On entend par *locataire* la partie qui obtient d'une autre l'autorisation d'utiliser du matériel, avec ou sans conducteur.

*** R233**

On entend par *locateur* la partie qui accorde à une autre l'autorisation d'utiliser du matériel, avec ou sans conducteur.

R236

On entend par *titulaire d'un permis* la personne à qui un permis valide aux termes de l'Entente a été délivré par la juridiction d'attache.

*** R237**

On entend par *litre de gaz naturel comprimé* un volume de gaz naturel comprimé égal à 1 mètre cube de gaz naturel à une température de 15 degrés Celsius et à une pression de 1 atmosphère, ou encore un volume de gaz naturel comprimé de 0,678 kilogramme.

*** R239**

On entend par *carburant* tous les carburants contenus dans le réservoir des véhicules motorisés admissibles.

R242

On entend par *personne* un particulier, une société, une société de personnes, une association, une fiducie ou toute autre entité.



*** R245**

On entend par *véhicule motorisé admissible* un véhicule à moteur utilisé, conçu ou entretenu aux fins du transport de personnes ou de biens qui, selon le cas,

- .100 possède deux essieux et dont le poids brut ou le poids brut enregistré est supérieur à 26 000 livres, ou 11 797 kilogrammes;
- .200 possède trois essieux ou plus, quel que soit son poids;
- .300 ou est utilisé combiné à un autre véhicule, à la condition que le poids des véhicules combinés soit supérieur à 26 000 livres, ou 11 797 kilogrammes, compte tenu du poids brut du véhicule ou du poids brut enregistré du véhicule. Les véhicules motorisés admissibles ne comprennent pas les véhicules de plaisance.

*** R247**

On entend par *registres* les renseignements créés, reçus et tenus par un organisme ou par une personne dans le cadre de la conduite de ses affaires ou de l'exécution de ses obligations légales, et ce, quel que soit leur support.

R248

On entend par *véhicule de plaisance* les véhicules comme les autocaravanes, les camionnettes avec une remorque de camping et les autobus utilisés exclusivement à des fins récréatives par des particuliers. Pour être classé dans la catégorie de véhicule de plaisance, un véhicule ne doit pas servir à des fins commerciales.

R251

On entend par *immatriculation* l'action d'inscrire sur un registre public des véhicules motorisés. Cette action est généralement accompagnée du versement anticipé des droits nécessaires à l'obtention d'un permis qui donne le privilège d'utiliser le réseau routier, et à la délivrance de la plaque et de la fiche d'immatriculation ou du certificat d'immatriculation temporaire sur lesquels figurent des renseignements sur le véhicule et son propriétaire.

*** R254**

On entend par *période de déclaration de taxe trimestrielle* une période qui correspond aux trimestres du calendrier, soit du 1^{er} janvier au 31 mars, du 1^{er} avril au 30 juin, du 1^{er} juillet au 30 septembre, et du 1^{er} octobre au 31 décembre.

R257

On entend par *révocation* le retrait d'un permis par la juridiction qui l'a délivré.

*** R258**

On entend par *contrôle routier* toute action nécessaire prise par les personnes qui, dans une juridiction, ont la responsabilité de mener des inspections ou des vérifications de la conformité des véhicules admissibles exploités dans la juridiction. En fait partie toute activité effectuée par le personnel autorisé à un poste de pesage ou d'inspection, permanent ou temporaire, ou tout autre endroit jugé approprié par la juridiction.

R260

On entend par *suspension* la suppression temporaire des privilèges accordés au titulaire d'un permis par la juridiction qui l'a délivré.



* R263

On entend par *autorisation temporaire* une autorisation, tenant lieu de vignettes, accordée par la juridiction d'attache, ou par son représentant, qui doit se trouver dans un véhicule admissible en remplacement de l'affichage des vignettes annuelles. Une autorisation temporaire est valide pendant 30 jours afin de donner au transporteur une période suffisante pour installer des vignettes annuelles.

* R266

On entend par *distance totale* tous les milles ou kilomètres parcourus pendant une période de déclaration de taxe par tous les véhicules admissibles du parc du titulaire d'un permis, que les milles ou les kilomètres soient considérés comme taxables ou non par une juridiction donnée.

R269

On entend par *poids* le poids maximal d'un véhicule chargé, ou de véhicules combinés, pendant la période couverte par l'immatriculation.

Commentaires sur le chapitre II

R203 *À la suite du vote 9-1994, le chapitre II et le paragraphe .200 de l'article R930 de l'Entente ont été modifiés pour définir l'expression période de déclaration annuelle et exiger que les juridictions avisent les autres juridictions membres dans lesquelles un titulaire de permis a circulé pendant une période prescrite que celui-ci a fait une demande pour produire une déclaration annuelle. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1996.*

R203 *À la suite du vote 15-2004, les articles de l'Entente ont été modifiés pour y ajouter des éclaircissements et rendre le libellé plus conforme à tous les documents qui régissent l'Entente. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2006.*

R209 *À la suite du vote 4-2002, l'article R209 de l'Entente a été modifié pour expliciter la définition d'une vérification. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2004.*

[NOTE DE L'ÉDITEUR : Le vote 15-2004 visait à modifier l'article R209 de l'Entente. Toutefois, le vote 4-2002 avait déjà modifié le même libellé, et la décision arrêtée à la suite de ce vote était entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2004.]

R212 *Voyez le commentaire sur l'article R130 de l'Entente concernant les modifications apportées pour tenir compte des juridictions en dehors des États-Unis.*

R212 *En juillet 1991, les membres ont convenu à l'unanimité d'inclure l'interprétation du conseil portant sur le litige 4 en texte explicatif de l'article R212 et du paragraphe .200 de l'article R510 de l'Entente.*

LITIGE : *Un entrepreneur indépendant dont l'établissement se trouve dans une juridiction membre, mais qui loue en permanence ses services à un transporteur qui relève d'une juridiction n'ayant pas adhéré à l'Entente, doit-il être titulaire d'un permis conforme à l'Entente si le contrat de location entre le locateur et le locataire (transporteur dont l'établissement se trouve dans une juridiction qui n'a pas adhéré à l'Entente) prévoit que ce dernier est responsable de déclarer et de remettre la taxe à l'égard du carburant utilisé?*

Dans la situation énoncée dans ce litige, les locateurs sont établis dans l'Indiana, tandis que les locataires se trouvent dans une juridiction n'ayant pas adhéré à l'Entente. Le contrat de location précise expressément que ce sont les locataires qui doivent déclarer et payer la taxe à l'égard du carburant. Les locataires ne pourraient pas obtenir de permis conforme à l'Entente parce qu'ils ne répondent pas aux exigences énoncées dans la définition de l'expression juridiction d'attache à l'article R212.

L'Indiana a appris que des contraventions étaient données dans d'autres juridictions aux conducteurs des véhicules des locateurs, parce qu'ils n'affichaient pas la vignette ou la carte de véhicule prévues par l'Entente. Cependant, si les locateurs étaient titulaires d'un permis conforme à l'Entente dans l'Indiana, ils ne feraient une demande de permis que pour produire des déclarations trimestrielles dans lesquelles ils n'indiqueraient aucune activité, étant donné que les locataires déclareraient et paieraient la taxe à l'Indiana à l'égard du carburant, conformément au permis annuel

qui leur est délivré à titre de transporteurs. Il semble que les locateurs reçoivent des contraventions même s'ils ont sur eux des copies de leurs contrats de location qui indiquent clairement qu'il appartient aux transporteurs qui relèvent d'une juridiction n'ayant pas adhéré à l'Entente de déclarer et de payer la taxe à l'égard du carburant. En outre, les locataires ont fait une demande de permis comme transporteurs routiers dans l'autre juridiction afin de produire leurs déclarations et de remettre leurs paiements de taxe à l'égard du carburant; des pièces justificatives à cet égard se trouvent à bord du véhicule. Il semble évident que les locateurs n'ont pas à faire une demande de permis comme transporteurs assujettis à l'Entente parce qu'ils louent leurs services à des transporteurs qui ne le sont pas. De l'avis de l'Indiana, les locateurs n'ont pas à être titulaires d'un permis conforme à l'Entente.

Interprétation du conseil

Le conseil adopte à l'unanimité l'interprétation de l'Indiana.

R212 En juillet 1991, les membres ont à l'unanimité convenu d'inclure l'interprétation du conseil portant sur le litige 6 en texte explicatif des articles R212, R224, R245, R800, R820 et R1000 de l'Entente.

LITIGE : L'État de l'Indiana peut-il accorder une exonération de taxe aux autobus? Dans l'affirmative, tous les achats de carburant effectués dans l'Indiana par ces autobus sont-ils entièrement remboursables?

Interprétation du conseil

Le conseil a convenu qu'une juridiction peut accorder ses propres exonérations à certains types de véhicules. Elle doit cependant percevoir les taxes et exiger une déclaration de taxe à l'égard du carburant, selon les lois en vigueur dans les autres juridictions où les véhicules sont assujettis à la taxe. Le conseil convient que dans le cas d'une déclaration produite là où un véhicule est exonéré, le transporteur devra présenter une déclaration dans laquelle il indiquera les milles parcourus dans le total des milles parcourus, qu'il n'inclura pas ces milles dans ceux assujettis à la taxe, et qu'il recevra un crédit à l'égard des achats qu'il aura pu faire. Le conseil accepte aussi d'envoyer aux membres, aux fins d'examen, différents exemples illustrant comment tenir compte des exonérations accordées dans d'autres juridictions.

R215 À la suite du vote 4-2004, l'article R215 de l'Entente a été modifié pour redéfinir l'annulation. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2006. Voyez aussi le commentaire sur l'article R410.

R220 À la suite du vote 1-2020, l'Entente a été modifiée pour ajouter une définition de juridiction membre admissible. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2022.

R222 À la suite du vote 3-2013, l'Entente a été modifiée pour ajouter une définition de gallon de gaz naturel comprimé. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2015.

R224 À la suite du vote 1-92, l'article R224 de l'Entente a été modifié pour que soient inclus les milles parcourus avec une autorisation temporaire. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1993.

R224 Voyez le commentaire sur l'article R130 de l'Entente concernant les modifications apportées pour tenir compte des juridictions en dehors des États-Unis.

R224 En juillet 1991, la majorité des membres ont convenu d'inclure le commentaire sur les milles parcourus avec un certificat de voyage occasionnel en texte explicatif des articles R224 et R263 de l'Entente. La citation est la suivante :

Les milles parcourus avec un certificat de voyage occasionnel seraient inclus dans le total des milles parcourus et seraient également déclarés dans le total des milles parcourus dans la juridiction visée. Ces milles ne seraient cependant pas inclus comme milles parcourus taxables dans cette juridiction. Le carburant acheté pendant des parcours effectués avec un certificat de voyage occasionnel serait inclus dans le total du carburant consommé et devrait aussi figurer dans la colonne des achats à l'égard desquels la taxe a été payée (si des taxes avaient été payées au moment de l'achat du carburant) à la juridiction visée.

R224 Voyez le commentaire sur l'article R212 de l'Entente concernant les exemptions pour les véhicules.

R224 En juillet 2000, les membres ont convenu d'inclure l'interprétation du conseil portant sur le litige 56-99 en texte explicatif de l'article R224 et du paragraphe .100 de l'article R830.

LITIGE : Une juridiction membre n'a-t-elle pas la responsabilité d'accepter la demande de remboursement des milles ou des kilomètres exonérés de taxe de l'un des transporteurs établis dans sa juridiction lorsque ce dernier demande le remboursement de milles ou de kilomètres exonérés de taxe d'une juridiction membre, si cette exemption est clairement énoncée dans le code de taxe sur les carburants de la juridiction membre et le rapport annuel de l'IFTA?



Interprétation du conseil

Les milles ou les kilomètres exonérés de taxe dans n'importe quelle juridiction peuvent faire l'objet d'une demande de remboursement dans la déclaration de taxe d'un titulaire de permis qu'il soumet à sa juridiction d'attache. Les milles ou les kilomètres exonérés peuvent être déduits du nombre total de milles ou de kilomètres taxables de cette juridiction, si la loi de la juridiction visée par la demande l'autorise.

R227 À la suite du vote 12-2001, l'article R227 de l'Entente a été modifié pour ajouter un État des États-Unis du Mexique à la définition de juridiction. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2003.

R230 Le vote 2-1993 visait à mieux définir les parties qui doivent remplir une déclaration concernant la taxe sur les carburants et acquitter cette taxe dans le cas de locations à court terme. Le vote a entraîné l'ajout des articles R230 et R233 dans l'Entente pour y inclure les définitions des termes locateur et locataire. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1995. Voyez le commentaire sur l'article R510 de l'Entente concernant la partie responsable en vertu des ententes de location.

R233 Voyez le commentaire sur l'article R230 de l'Entente.

R237 À la suite du vote 3-2013, l'Entente a été modifiée pour y ajouter une définition de litre de gaz naturel comprimé. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2015.

R239 À la suite du vote 1-2001, l'article R239 de l'Entente a été modifié pour y intégrer les principes de base définis dans le Final Report of the State Legislation and Constitutional Provisions Project, dirigé par le NCSL (National Conference of State Legislatures). La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2003.

R245 Voyez le commentaire sur l'article R130 de l'Entente concernant les modifications apportées pour tenir compte des juridictions en dehors des États-Unis.

R245 Voyez le commentaire sur l'article R212 de l'Entente concernant les exemptions pour les véhicules.

R245 À la suite du vote 19-91, l'article R245 de l'Entente a été modifié afin de clarifier la définition de l'expression véhicule motorisé admissible. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 15 décembre 1992.

R245 En juillet 1992, les membres ont convenu d'inclure l'interprétation du conseil portant sur le litige 12 en texte explicatif de l'article R245 de l'Entente.

LITIGE : La Caroline du Nord remet en question une partie de la définition de l'expression véhicule motorisé admissible. De l'avis de la Caroline du Nord, les essieux des semi-remorques ne s'appliquent pas à la définition, et la partie de celle-ci qui traite du nombre d'essieux ne s'applique qu'aux essieux du tracteur, quelle que soit la semi-remorque. Si un transporteur possède un tracteur à deux essieux, qui pèse moins de 26 000 livres, mais qui tire une semi-remorque, et que le poids des véhicules combinés équivaut à moins de 26 000 livres, le véhicule peut-il être considéré comme un véhicule admissible?



Interprétation du conseil

Le conseil est d'avis que les essieux d'une semi-remorque ne s'appliquent pas à la définition. La partie de la définition qui traite du nombre d'essieux s'applique uniquement aux essieux du tracteur, quelle que soit la semi-remorque. Le conseil convient qu'un tracteur à deux essieux, qui tire une semi-remorque, et dont le poids brut combiné ou enregistré est de 26 000 livres ou moins, ne constitue pas un véhicule admissible. La première et la deuxième parties de la définition d'un véhicule motorisé admissible ne s'appliquent qu'au tracteur. La troisième partie porte sur le tracteur et la semi-remorque combinés.

- R245 À la suite du vote 4-1993, l'article R245 de l'Entente a été modifié pour que soit indiquée avec plus de précision la mention des kilogrammes. En juillet 1992, le Comité de vérification s'était vu confier le mandat d'examiner la question. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1994.*
- R247 À la suite du vote 3-2014, l'Entente a été modifiée pour y ajouter une définition de registres. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2017.*
- R254 À la suite du vote 15-2004, les articles de l'Entente ont été modifiés pour y ajouter des éclaircissements et rendre le libellé plus conforme à tous les documents qui régissent l'Entente. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2006.*
- R258 À la suite du vote 14-2005, l'Entente a été modifiée pour y ajouter une définition du contrôle routier. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2007.*
- R263 Voyez le commentaire sur l'article R130 de l'Entente concernant les modifications apportées pour tenir compte des juridictions en dehors des États-Unis.*
- R263 Voyez le commentaire sur l'article R224 de l'Entente concernant les milles parcourus avec une autorisation temporaire.*
- R263 À la suite du vote 1-92, l'article R263 de l'Entente a été modifié pour que soient inclus les milles parcourus avec une autorisation temporaire. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1993. Voyez aussi le commentaire sur l'article R650.*
- R263 Voyez le commentaire sur l'article R650 de l'Entente concernant la délivrance d'autorisations temporaires à la place de vignettes seulement.*
- R263 À la suite du vote 14-2004, l'article R263 de l'Entente a été modifié pour y ajouter des éclaircissements et indiquer que l'autorisation temporaire tient lieu de vignettes. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2006. Voyez aussi le commentaire sur l'article R650.*
- R266 À la suite du vote 15-2004, les articles de l'Entente ont été modifiés pour y ajouter des éclaircissements et rendre le libellé plus conforme à tous les documents qui régissent l'Entente. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2006.*



CHAPITRE III

R300 Demande et renouvellement

* R305 Exigences concernant la demande de permis

Toute personne établie dans une juridiction membre, qui exploite un ou des véhicules motorisés admissibles dans deux ou plus de deux juridictions membres, est tenue de faire une demande de permis, conformément aux dispositions de l'Entente, sauf si les exceptions prévues à l'article R310 et au chapitre V de l'Entente s'appliquent.

Si une juridiction détermine qu'une personne tenue de faire une demande de permis selon les dispositions de l'Entente a négligé de le faire, la juridiction est expressément autorisée à établir une cotisation à l'égard de cette personne et à percevoir tous les montants de taxe sur les carburants dus par cette personne, et ce, pour toutes les juridictions membres, conformément aux chapitres XI et XII de l'Entente.

R310 Certificat de voyage occasionnel

Au lieu de faire une demande de permis conformément aux dispositions de l'Entente, une personne peut choisir de s'acquitter à chaque voyage de ses obligations concernant la taxe sur les carburants.

R315 Demande de permis

Une personne doit produire une demande de permis à sa juridiction d'attache. La demande de permis en ce qui a trait à la taxe sur les carburants doit contenir les renseignements précisés aux articles P100 à P160 du *Manuel des procédures*.

* R320 Désignation du titulaire de permis

Le permis délivré aux termes de l'Entente est établi au nom de son titulaire. Le chapitre V de l'Entente désigne la partie responsable de déclarer et de payer les taxes sur les carburants dans le cas des locateurs ou des locataires, des entrepreneurs indépendants et des agents ou des représentants de services.

* R325 Détermination de la juridiction d'attache

Un demandeur qui n'est pas établi dans une juridiction qui a adhéré à l'Entente peut présenter sa demande de permis dans toute juridiction membre où il exerce ses activités. La juridiction qui reçoit une telle demande peut l'accepter ou la rejeter. Si la demande est acceptée aux termes du présent article, le demandeur devra consentir à mettre ses registres d'exploitation à la disposition des vérificateurs de la juridiction d'attache, ou payer une indemnité quotidienne et rembourser des frais de déplacement raisonnables pour que les vérificateurs puissent vérifier ses registres à un endroit situé à l'extérieur de sa juridiction d'attache, à la discrétion de cette dernière. Un titulaire de permis aux termes du présent article doit immédiatement présenter une demande dans la juridiction où il se trouve si cette dernière adhère à l'Entente. Le permis entrera en vigueur l'année suivante.



*** R330 Traitement de la demande**

Lorsqu'elle reçoit une nouvelle demande de permis relativement à la taxe sur les carburants, la juridiction d'attache doit vérifier si toutes les données inscrites sur la demande sont complètes. Si la juridiction d'attache estime qu'il faut davantage de renseignements, elle doit communiquer immédiatement avec le demandeur pour obtenir l'information requise. Une fois convaincue que la demande est bien remplie et que le demandeur se conforme à toutes les lois de la juridiction d'attache, la juridiction d'attache doit délivrer les vignettes et le permis requis, en ce qui a trait à la taxe sur les carburants, pour le parc du demandeur.

R335 Non-délivrance du permis

Le permis ne sera pas délivré si le demandeur a déjà été titulaire d'un permis selon les dispositions de l'Entente et que son permis est toujours sous le coup d'une révocation dans une juridiction membre, ou que la demande contient une fausse déclaration ou une déclaration inexacte, ou encore qu'il y manque des informations requises.

*** R340 Exigences concernant la sûreté**

La juridiction d'attache peut, à bon droit, exiger du titulaire d'un permis qu'il verse une sûreté, dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

- .100** il y a eu défaut de produire des déclarations de taxe ou d'acquitter la taxe, à temps;
- .200** une vérification met au jour des problèmes assez graves pour que le commissaire use de son pouvoir discrétionnaire et exige une sûreté pour protéger les intérêts des juridictions membres;
- .300** lors de la délivrance d'un permis, le demandeur veut obtenir un permis selon les modalités de l'article R325.

Les exigences concernant le versement des sûretés sont précisées aux articles P400 à P430 du *Manuel des procédures*.

*** R345 Renouvellement de permis**

- .100** Un renouvellement de permis et de vignettes pour l'année civile suivante sera accordé sur présentation d'une demande si le permis n'a pas été révoqué, suspendu ou annulé, si toutes les déclarations de taxe ont été produites et que tous les montants de taxe sur les carburants, toutes les pénalités et tous les intérêts dus ont été payés, et si le demandeur se conforme aux lois de la juridiction d'attache.
- .200** Au lieu d'exiger des titulaires de permis qu'ils remplissent une demande de renouvellement, les juridictions peuvent aviser les personnes qui satisfont aux exigences du paragraphe .100 de l'article R345 que leur permis sera automatiquement renouvelé pour l'année civile suivante.
- .300** Une juridiction peut annuler ou refuser le renouvellement d'un permis à un transporteur si pendant trois (3) trimestres consécutifs ou plus, celui-ci ne quitte pas les limites territoriales de sa juridiction d'attache et ne déclare aucune distance ou déclare uniquement des distances parcourues à l'intérieur de sa juridiction d'attache. La juridiction d'attache a le droit d'exiger une preuve des déplacements à l'extérieur de la juridiction avant de renouveler pour un transporteur le permis exigé par l'Entente. Cette preuve peut prendre la forme d'un certificat de voyage occasionnel ou de déclarations de la taxe amendées indiquant les distances réelles parcourues pendant un trimestre déjà déclaré, ou les deux, ou encore pour des motifs qui, de l'avis de la juridiction d'attache, nécessitent la délivrance d'un nouveau permis, y compris, mais sans s'y limiter, la liste donnée à R345.100.



*** R350 Avis transmis aux juridictions membres**

La juridiction d'attache doit envoyer à chaque juridiction membre une liste des nouveaux demandeurs et des numéros de permis qui leur ont été attribués. L'information concernant les nouveaux demandeurs sera communiquée à chaque juridiction membre, tous les trimestres.

R355 Droits

La juridiction d'attache peut percevoir les droits que des mesures législatives l'autorisent à percevoir pour la délivrance des permis et des vignettes auprès des titulaires de permis qui relèvent de sa compétence.

R360 Communication de l'information aux titulaires de permis

Chaque juridiction doit fournir aux titulaires de permis, ou aux titulaires de permis éventuels, toute l'information nécessaire pour qu'ils puissent se conformer à toutes les dispositions de l'Entente. Lorsque les pièces justificatives sont délivrées à un nouveau titulaire de permis, l'information qu'on lui remet doit comprendre une description complète des exigences de l'Entente. Cette information comprendra, sans toutefois s'y restreindre,

- .100** des directives sur l'affichage du permis ou de la carte de véhicule et des vignettes;
- .200** les exigences relatives à l'octroi du permis et les dispositions sur l'annulation de ce dernier;
- .300** les exigences relatives aux déclarations de taxe et à la tenue des registres;
- .400** de l'information concernant la vérification;
- .500** des détails lui permettant de déterminer sa juridiction d'attache.

À mesure que les articles de l'Entente, du *Manuel des procédures* et du *Manuel de vérification* sont mis à jour, il appartient à chaque juridiction d'attache d'informer les titulaires de permis qui relèvent de sa compétence des exigences courantes.

*** R365 Effet des modifications de l'Entente**

- .100** Si un titulaire de permis refuse une modification apportée à l'Entente, décrite dans un avis prévu à l'article R360, il doit informer par écrit la juridiction d'attache qu'il annule son permis. Le transporteur doit détruire son permis et retirer toutes les vignettes et copies du permis de ses véhicules motorisés admissibles. Il doit joindre à son avis envoyé à la juridiction d'attache, une déclaration dans laquelle il atteste qu'il s'est bien acquitté de ces obligations.
- .200** Un titulaire de permis qui informe une juridiction d'attache conformément au paragraphe .100 de l'article R365, mais qui omet de détruire son permis et d'enlever toutes les vignettes, est sujet aux pénalités imposées par une juridiction.

*** R370 Droit du titulaire de permis d'interjeter appel**

Un demandeur à qui on a refusé un permis, ou un demandeur dont le permis a été révoqué, peut interjeter appel, conformément au chapitre XIV de l'Entente.



Commentaires sur le chapitre III

R305 En juillet 1993, les membres ont convenu d'inclure l'interprétation du conseil portant sur le litige 31 en texte explicatif de l'article R305 de l'Entente.

LITIGE : Un transporteur dont les véhicules se trouvent dans plusieurs juridictions (ayant adhéré ou non à l'Entente) peut-il être autorisé à faire une demande de permis et à déclarer tous ses véhicules par l'entremise d'une juridiction qui n'a pas adhéré à l'Entente?

Interprétation du conseil

Le conseil est d'avis que l'article R310 donne le choix d'utiliser un certificat de voyage occasionnel. Le chapitre V prévoit diverses exigences pour les locateurs, les locataires, les entrepreneurs indépendants et les déménageurs.

En présumant qu'il n'a droit à aucune de ces exemptions, qu'il possède des véhicules admissibles dans une juridiction membre et qu'il exploite ses véhicules dans deux ou plus de deux juridictions membres, le transporteur est tenu de faire une demande de permis conformément à l'Entente. L'expression juridiction d'attache est définie à l'article R212.

R305 À la suite du vote 9-1995, l'article R305 de l'Entente a été modifié pour étendre l'exigence d'attribution d'un permis à une personne qui exploite un véhicule motorisé admissible dans une juridiction membre de l'Entente internationale et dans une juridiction membre de l'Entente régionale. La décision arrêtée à la suite du vote 9-1995 est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1997. Voyez aussi le commentaire sur le chapitre XIX de l'Entente à l'égard de l'accord relatif à l'Entente internationale concernant la taxe sur les carburants et à l'Entente régionale concernant la taxe sur les carburants.

R305 À la suite du vote 10-2001, l'article R305 de l'Entente a été modifié pour y supprimer le libellé explicatif sur l'exploitation dans une juridiction membre et dans une juridiction membre de l'Entente régionale concernant la taxe sur les carburants, ajouté à la suite de la décision arrêtée à la suite du vote 9-1995. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2002.

R305 À la suite du vote 3-2014, les articles de l'Entente ont été modifiés pour autoriser les juridictions à établir une cotisation et à percevoir les montants de taxe sur les carburants du transporteur qui a négligé de faire une demande de permis alors qu'il y est tenu. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2017.

R320 À la suite du vote 15-2004, les articles de l'Entente ont été modifiés pour y ajouter des éclaircissements et rendre le libellé plus conforme à tous les documents qui régissent l'Entente. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2006.

R325 Voyez le commentaire sur l'article R130 de l'Entente concernant les modifications apportées pour tenir compte des juridictions en dehors des États-Unis.

R325 À la suite du vote 7-2004, l'article R325 de l'Entente a été modifié pour clarifier qu'une juridiction membre peut accorder un permis à un transporteur établi dans une juridiction qui n'a pas adhéré à l'Entente et que ce transporteur doit soit payer les frais de vérification, soit mettre ses registres à la disposition de la juridiction d'attache, à la discrétion de cette dernière. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2006. Voyez aussi le commentaire sur l'article R960.

LITIGE : Le Department of Revenue de l'État de l'Indiana pose deux (2) questions à IFTA Inc. :

- 1. En vertu de l'Entente, une personne ou un titulaire de permis peut-il détenir plus d'un (1) permis dans plusieurs juridictions différentes, ou doit-il détenir un (1) seul permis dans sa juridiction d'attache?*
- 2. En vertu de l'Entente, une personne ou un titulaire de permis peut-il détenir plus d'un (1) permis dans sa juridiction d'attache?*



Interprétation du conseil

Le conseil s'est entendu sur la résolution suivante en réponse à la demande d'interprétation :

1. *L'Entente n'empêche pas une personne ou un titulaire de permis de détenir plusieurs permis dans des juridictions différentes.*
2. *L'Entente n'empêche pas une personne ou un titulaire de permis de détenir plusieurs permis dans une même juridiction.*

R330 À la suite du vote 1-2006, l'article R330 a été modifié pour donner aux juridictions plus de latitude relativement au processus de demande et à la délivrance des vignettes et des permis requis. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 5 décembre 2006.

R340 À la suite du vote 8-2004 et du vote 15-2005, l'article R340 de l'Entente a été modifié pour qu'une juridiction membre puisse exiger une sûreté lorsqu'elle accorde un permis à un demandeur aux termes de l'article R325, et pour rendre le libellé plus conforme à tous les documents qui régissent l'Entente. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2006. Voyez aussi le commentaire sur l'article R910.

R345.100 À la suite du vote 2-2006, l'article R345 de l'Entente a été modifié pour permettre qu'une juridiction renouvelle un permis délivré aux termes de l'Entente, s'il n'est pas révoqué ni annulé, si toutes les déclarations de taxe ont été produites et que tous les montants de taxe sur les carburants, toutes les pénalités et tous les intérêts dus ont été payés et si le demandeur se conforme aux lois de la juridiction d'attache. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 5 décembre 2006.

R345.100 À la suite du vote 3-2009, l'article R345 de l'Entente a été modifié pour indiquer qu'un permis suspendu ne peut être renouvelé.

R345.200 À la suite du vote 9-1996, le paragraphe .200 de l'article R345 de l'Entente a été ajouté pour prévoir que les permis relatifs à l'Entente puissent être automatiquement renouvelés par les juridictions membres sous certaines conditions. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1998.

R345 [NOTE DE L'ÉDITEUR : Depuis que la décision arrêtée à la suite du vote 9-1996 est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1998, le commentaire découlant de la ratification du litige 9 n'est plus valide, puisqu'il est contraire au libellé du vote 91996. Le commentaire concernant le litige 9 est donné à titre de référence seulement.]

En juillet 1992, les membres ont convenu d'inclure l'interprétation du conseil portant sur le litige 9 en texte explicatif de l'article R345 de l'Entente.

LITIGE : L'État de l'Utah peut-il renouveler automatiquement ses permis, sans demander qu'un formulaire de renouvellement soit rempli?

Interprétation du conseil

L'article R345 de l'Entente prévoit ceci :

Un renouvellement de permis et de vignettes pour l'année civile suivante sera accordé sur présentation d'une demande, si le permis n'a pas été révoqué ni annulé, si toutes les déclarations ont été produites et que toutes les taxes sur les carburants, toutes les pénalités et tous les intérêts dus ont été payés.

L'Utah satisfait à toutes ces conditions, sauf qu'il n'oblige pas les transporteurs à présenter une demande. À notre avis, cette façon de procéder va à l'encontre de l'Entente. « Un renouvellement de permis [...] sera accordé sur présentation d'une demande [...]. » Le conseil croit aussi que l'Utah doit modifier sa procédure et obliger les transporteurs à présenter des demandes. Nous nous empressons d'ajouter que cette demande de renouvellement pourrait être aussi simple que les fiches que l'Utah envoie déjà pour mettre à jour les besoins en vignettes et les changements d'adresse. De nombreux autres États agissent de cette manière et considèrent, à juste titre, qu'il s'agit là d'une demande de renouvellement.

Le conseil est d'avis qu'il ne convient pas de réécrire en ce moment certains articles de l'Entente en vue de permettre que les renouvellements de permis se fassent automatiquement, sans qu'une demande soit présentée. Même si ce changement peut paraître secondaire, il attaquerait nos fondements d'uniformité. Plus les États sont nombreux à déroger aux interprétations de l'Entente, plus notre organisation perd de sa viabilité.



- R345 À la suite du vote 15-2004, les articles de l'Entente ont été modifiés pour y ajouter des éclaircissements et rendre le libellé plus conforme à tous les documents qui régissent l'Entente. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2006.*
- R345.300 À la suite du vote 6-2007, le paragraphe .300 de l'article R345 de l'Entente a été ajouté pour permettre à une juridiction d'attache de refuser le renouvellement d'un permis à un transporteur qui n'a pas déclaré de distances ou qui a déclaré seulement des distances parcourues à l'intérieur de sa juridiction d'attache pendant trois (3) trimestres consécutifs ou plus. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2008.*
- R350 En juillet 2001, les membres ont convenu d'inclure l'interprétation du conseil portant sur le litige 58-01 en texte explicatif de l'article R350 et dont il est fait mention au paragraphe .300 de l'article R410, au paragraphe .300 de l'article R420 et au paragraphe .300 de l'article R430.*
- LITIGE : Le commentaire qui se trouve actuellement à l'article R350 et dont il est fait mention au paragraphe .300 de l'article R410, au paragraphe .300 de l'article R420 et au paragraphe .300 de l'article R430 entre-t-il en contradiction avec les dispositions de ces articles?*

Interprétation du conseil

Conformément à l'article R350 et au paragraphe .300 de l'article R410, les renseignements sur un nouveau demandeur, y compris le numéro de permis qui lui a été attribué, et sur les permis annulés, doivent être envoyés par chaque juridiction à toutes les autres juridictions membres, tous les trimestres.

Conformément au paragraphe .300 de l'article R420 et au paragraphe .300 de l'article R430, les rapports sur les suspensions, les révocations et le rétablissement de permis doivent être envoyés par chaque juridiction à toutes les autres juridictions membres dans les 10 jours de la suspension, de la révocation ou du rétablissement du permis. Il n'est pas exigé que ces renseignements fassent partie du rapport trimestriel.

Le commentaire précédent de l'article R350 est aboli.

[NOTE DE L'ÉDITEUR : Le commentaire de l'article R350 découlant du litige 20-92 et aboli par le litige 58.01 est donné à titre de référence seulement.]

- R350 En juillet 1992, les membres ont convenu d'inclure l'interprétation du conseil portant sur le litige 20-92 en texte explicatif de l'article R350, du paragraphe .300 de l'article R410, du paragraphe .300 de l'article R420 et du paragraphe .300 de l'article R430 de l'Entente.*

LITIGE : Quel genre d'avis faut-il envoyer à chaque juridiction et de quelle manière?

EXEMPLE L'information relative aux nouveaux permis devrait être communiquée dans un rapport trimestriel. Ce rapport s'appliquerait-il dans ce cas seulement au trimestre en question ou serait-il cumulatif?

Dans les cas de révocation, d'annulation ou de suspension du permis, le rapport est envoyé dans les 10 jours et il est inclus dans le rapport trimestriel cumulatif. Ce rapport trimestriel est-il nécessaire?

L'information relative aux cas d'annulation est produite chaque trimestre. S'agit-il d'un rapport trimestriel cumulatif?

Interprétation du conseil

Le conseil a convenu que le rapport doit être envoyé chaque trimestre et que l'information n'est pas cumulative. D'après l'Entente, on s'attend à ce que les juridictions se conforment à cette exigence.

On s'attend aussi à ce que les juridictions communiquent dans les 10 jours l'information concernant les révocations, les remises en vigueur, les annulations ou les suspensions. Cette information devient partie intégrante du rapport trimestriel.

- R365 À la suite du vote 1-2001, l'article R365 de l'Entente a été ajouté pour intégrer les principes de base définis dans le Final Report of the State Legislation and Constitutional Provisions Project, dirigé par le NCSL (National Conference of State Legislatures). La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2003.*

- R370 À la suite du vote 1-2001, l'article R365 de l'Entente a été ajouté pour intégrer les principes de base définis dans le Final Report of the State Legislation and Constitutional Provisions Project, dirigé par le NCSL (National Conference of State Legislatures). La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2003. De plus, l'ancien article R365 devient l'article R370.*



CHAPITRE IV

R400 Annulation, révocation et suspension

* R410 Annulation du permis

- .100 Une juridiction d'attache peut, à la demande d'un titulaire d'un permis ou de sa propre initiative, annuler un permis si le titulaire a respecté toutes les dispositions applicables de l'Entente, y compris toutes les obligations relatives aux taxes sur l'utilisation du carburant pour des véhicules motorisés pendant la durée du permis. La juridiction d'attache doit informer les titulaires de permis qu'ils doivent détruire, au moment de l'annulation, le permis original délivré aux termes de l'Entente, toutes les copies du permis et toutes les vignettes.
- .200 Les permis devront être annulés conformément aux procédures administratives de la juridiction d'attache.
- .300 Les juridictions membres ayant accès en lecture seule au centre d'échange d'information doivent aviser trimestriellement toutes les juridictions membres ayant accès au centre d'échange d'information de toutes les annulations de comptes.

* R420 Suspension ou révocation du permis

- .100 Le défaut de se conformer à toutes les dispositions de l'Entente constituera un motif de suspension ou de révocation du permis délivré aux termes de l'Entente.
- .200 Les permis devront être suspendus ou révoqués conformément aux procédures administratives de la juridiction d'attache.
- .300 Les juridictions membres ayant accès en lecture seule au centre d'échange d'information doivent aviser, dans un délai de 10 jours, toutes les juridictions membres ayant accès au centre d'échange d'information de toutes les suspensions et les révocations.

* R430 Remise en vigueur du permis

- .100 L'ancien titulaire d'un permis qui a été révoqué peut demander que ce permis soit remis en vigueur. Avant de le faire, la juridiction d'attache peut exiger des frais de remise en vigueur, conformément aux lois qui s'appliquent.
- .200 La juridiction d'attache peut aussi exiger que le titulaire du permis qui a été remis en vigueur fournisse une sûreté relative à la taxe sur les carburants, dont le montant sera suffisant pour acquitter toute dette éventuelle qu'il pourrait avoir dans toutes les juridictions membres.
- .300 Les juridictions membres ayant accès en lecture seule au centre d'échange d'information doivent aviser, dans un délai de 10 jours, toutes les juridictions membres ayant accès au centre d'échange d'information de toutes les remises en vigueur.



Commentaires sur le chapitre IV

R410.100 À la suite du vote 4-2004, l'article R410 de l'Entente a été modifié pour redéfinir l'annulation. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2006. Voyez aussi le commentaire sur l'article R215.

R410.200

R420.200 En juillet 1998, les membres ont convenu à l'unanimité d'inclure l'interprétation du conseil portant sur le litige 54-98 en texte explicatif du paragraphe .200 de l'article R410 et du paragraphe .200 de l'article R420 de l'Entente.

LITIGE : Quand un titulaire de permis omet de produire sa déclaration de taxe sur les carburants trimestrielle et néglige par la suite de répondre à l'Avis d'omission de produire et à la cotisation établie d'après les meilleurs renseignements disponibles, ou omet de donner suite à une cotisation concernant la taxe additionnelle, les intérêts ou la pénalité à l'intérieur du délai prescrit de 30 jours, est-ce que la juridiction d'attache :

- 1) délivre un avis de révocation qui accorde un délai de 30 jours pour faire appel (article R1410 de l'Entente);*
- 2) suit ses propres procédures administratives (paragraphe .200 de l'article R410 et paragraphe .200 de l'article R420 de l'Entente);*
- 3) ou délivre une révocation immédiate (article R1260 de l'Entente)?*

Interprétation du conseil

La juridiction d'attache devrait suivre ses propres procédures administratives concernant la révocation ou la suspension d'un permis et le recours en appel de cette action. Le paragraphe .200 de l'article R410 et le paragraphe .200 de l'article R420 s'imposent concernant la révocation ou la suspension d'un permis parce qu'ils visent des circonstances particulières et donnent un plan d'action précis. Le délai de 30 jours prescrit à l'article R1410 de l'Entente s'appliquerait si la juridiction d'attache n'avait pas de dispositions dans ses propres procédures administratives concernant la révocation ou la suspension d'un permis et le recours en appel de telles actions.

R410.300

R420.300

R430.300 Voyez le commentaire sur l'article R350 de l'Entente concernant l'avis qui doit être transmis aux juridictions membres pour signaler le changement de statut des titulaires de permis.

R400 À la suite du vote 4-2015, les articles R410, R420 et R430 de l'Entente ont été modifiés pour y préciser que les rapports d'annulation, de révocation, de suspension et de remise en vigueur doivent être envoyés par les juridictions membres ayant accès en lecture seule au centre d'échange d'information.



CHAPITRE V

R500 Locataires, locateurs et déménageurs

* R510 Locations à court terme et locations à long terme

- .100 Locations à court terme.** Si des locations à court terme de véhicules motorisés sont effectuées par un locateur qui loue régulièrement des véhicules sans conducteur à des titulaires de permis ou à d'autres locataires pour 29 jours ou moins, il appartient au locateur de déclarer et de payer la taxe sur les carburants, sauf si les deux conditions suivantes s'appliquent :
- .005** le locateur possède un contrat de location écrit qui désigne le locataire comme partie responsable de la déclaration et du paiement de la taxe sur les carburants;
 - .010** le locateur possède une copie du permis du locataire, valide pendant toute la durée de la location.
- .200 Locations à long terme.** Si un locateur loue régulièrement des véhicules motorisés sans conducteur à des titulaires de permis ou à d'autres locataires, il peut être réputé titulaire d'un permis et obtenir un tel permis, s'il a présenté une demande en bonne et due forme, approuvée par sa juridiction d'attache.

* R520 Déménageurs

Si un déménageur fait appel à des entrepreneurs indépendants, à des agents ou à des représentants de services, dans le cadre de contrats de location ponctuels, la partie responsable du paiement de la taxe sur les carburants sera

- .100** le locataire (transporteur), si le véhicule motorisé admissible est exploité dans la juridiction du locataire. La juridiction d'attache sera, pour l'application de l'Entente, la juridiction d'attache du locataire (transporteur), et ce, quel que soit l'endroit où le véhicule motorisé admissible aura été immatriculé par le locateur ou le locataire;
- .200** le locateur (entrepreneur indépendant, agent ou représentant de services), si le véhicule motorisé admissible est exploité dans la juridiction du locateur. La juridiction d'attache sera, pour l'application de l'Entente, la juridiction d'attache du locateur, et ce, quel que soit l'endroit où le véhicule motorisé admissible aura été immatriculé.

* R530 Entrepreneurs indépendants

- .100 Locations à court terme.** Dans le cas d'un transporteur qui fait appel à des entrepreneurs indépendants pour des locations à court terme de 29 jours ou moins, le locateur devra déclarer et payer tous les montants de taxe sur les carburants.
- .200 Locations à long terme.** Si un transporteur fait appel à des entrepreneurs indépendants avec lesquels il est lié par un contrat à long terme (30 jours ou plus), le locateur et le locataire auront le choix de désigner la partie qui devra déclarer et payer la taxe sur les carburants. En l'absence d'un accord écrit ou d'un contrat, ou s'il n'est pas fait mention dans le document de qui a la responsabilité de déclarer et de payer la taxe sur les carburants, c'est le locataire qui devra assumer cette tâche. Si le locataire (le transporteur) assume la responsabilité de déclarer et de payer la taxe sur les carburants parce que cela est spécifié dans l'accord écrit ou le contrat, la juridiction d'attache sera, pour l'application de l'Entente, la juridiction d'attache du locataire, et ce, quel que soit l'endroit où le véhicule motorisé admissible aura été immatriculé par le locateur.



R540 Production des contrats de location

Une juridiction membre ne peut exiger la production des contrats de location, mais ces derniers doivent pouvoir être consultés par toute juridiction membre qui en fera la demande (voyez l'article P520 du *Manuel des procédures*).

Commentaires sur le chapitre V

R510.100

R510.200 Le vote 2-1993 visait à mieux définir les parties qui doivent remplir une déclaration concernant la taxe sur les carburants et acquitter cette taxe dans le cas des locations à court terme. Ce vote détermine que le locateur est la partie responsable, à une exception près. L'exception est définie au paragraphe .100 de l'article R510 de l'Entente et exige que deux conditions soient remplies. L'exception ne s'applique qu'aux locateurs qui louent régulièrement, à court terme ou à long terme, des véhicules sans conducteur et seulement quand LES DEUX conditions sont remplies. À la suite du vote 2-1993, le paragraphe .100 de l'article R510 de l'Entente a été modifié. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1995.

R510.100 Voyez le commentaire sur les articles R230 et R233 de l'Entente concernant les définitions des termes locateur et locataire.

R510.100 Voyez le commentaire sur l'article R130 de l'Entente concernant les modifications apportées pour tenir compte des juridictions en dehors des États-Unis.

R510.200 Voyez le commentaire sur l'article R212 de l'Entente concernant l'octroi de permis aux locateurs et aux locataires.

R520 En juillet 1990, un comité spécial a été formé pour examiner la question des déménageurs en raison des situations propres à ce groupe, par exemple en ce qui concerne les contrats ponctuels. À la suite du vote 90-225-4, l'article R520 de l'Entente a été modifié, changeant par le fait même l'application de l'Entente en ce qui concerne les déménageurs et les entrepreneurs indépendants.

R530.200 À la suite du vote 7-1994, le paragraphe .200 de l'article R530 de l'Entente a été modifié pour mieux définir les parties qui doivent remplir une déclaration de taxe sur les carburants et acquitter cette taxe dans le cas des locations à long terme. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1996.

R530.200 À la suite du vote 4-1996, le paragraphe .200 de l'article R530 de l'Entente a été modifié pour inclure un contrat de 30 jours dans la disposition relative aux contrats de location à long terme. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 10 octobre 1996.



CHAPITRE VI

R600 Identification du véhicule

* R605 Exigences concernant l'identification

La juridiction d'attache doit délivrer un permis et deux vignettes par véhicule. Le permis et les vignettes permettent au titulaire du permis d'exercer ses activités dans toutes les juridictions membres, sans avoir à demander d'autres permis ni à remplir d'autres obligations relatives à l'identification à l'égard de la taxe sur les carburants.

R610 Période couverte par le permis

Le permis est valide pour l'année civile en cours, qui se termine le 31 décembre. Le titulaire du permis devra le reproduire et en placer une copie à bord de chacun des véhicules motorisés admissibles de son parc. Le code d'identification (numéro IFTA) du titulaire du permis demeurera inchangé d'une année à l'autre, jusqu'à ce que le permis soit annulé ou révoqué. Les vignettes doivent être délivrées annuellement.

R615 Forme et contenu

La forme et le contenu du permis et de la vignette sont précisés dans le *Manuel des procédures*. La vignette ne doit pas contenir les caractéristiques du véhicule.

* R620 Possession du permis

Une carte de véhicule ou un permis doit être délivré, sur papier ou sous forme d'une image électronique, à chaque titulaire de permis. Ce dernier est tenu de faire des copies lisibles du permis, sur papier ou sous forme d'une image électronique, et d'en conserver l'original ainsi qu'une copie dans chacun de ses véhicules. Les juridictions membres doivent accepter les originaux ou les copies sur papier ainsi que les images électroniques de permis présentés par le titulaire, peu importe sous quel format le permis a été délivré par la juridiction d'attache. Un véhicule ne sera pas considéré comme exploité en vertu de la présente entente, à moins qu'il n'y ait une copie du permis dans le véhicule ou qu'une image électronique ne soit présentée sur demande.

* R625 Affichage des vignettes

Chaque titulaire d'un permis se verra remettre au moins deux vignettes pour chaque véhicule motorisé admissible de son parc. Ces vignettes doivent être placées à l'extérieur, de chaque côté de la cabine. Dans le cas des transporteurs, des fabricants, des marchands, ou des personnes utilisant un véhicule en vue d'en effectuer la vente ou la livraison, ou encore dans le cas de la location d'un véhicule à court terme (29 jours ou moins) où le locateur est responsable de la déclaration et du paiement de la taxe sur les carburants en vertu de l'article R510, il n'est pas nécessaire d'apposer les vignettes de manière permanente; elles peuvent être affichées temporairement d'une manière visible des deux côtés de la cabine.

R630 Affichage des pièces justificatives renouvelées

Les transporteurs qui renouvellent leurs pièces justificatives peuvent exercer leurs activités avec les vignettes et le permis deux mois avant la date d'entrée en vigueur indiquée sur ces pièces. Toutefois, ces transporteurs doivent produire une déclaration pour le quatrième trimestre de l'année qui précède la date d'entrée en vigueur des nouvelles pièces justificatives, en tenant compte de l'ensemble de leurs activités au cours du trimestre en question.



*** R635 Affichage de nombreuses pièces justificatives**

Les véhicules motorisés admissibles qui sont exploités par plus d'un titulaire de permis pendant une année civile peuvent être munis des vignettes de tous les titulaires de permis actifs.

R640 Transfert de vignettes

Les vignettes ne doivent pas être transférées d'un véhicule motorisé à un autre sans l'autorisation de la juridiction d'attache.

*** R650 Autorisations temporaires**

La juridiction d'attache peut délivrer au titulaire d'un permis en règle une autorisation temporaire tenant lieu de vignettes pour 30 jours, pour remplacer l'affichage des vignettes annuelles. La juridiction d'attache peut imposer des frais pour rembourser les coûts relatifs à la délivrance de cette autorisation. Celle-ci ne vaut que pour un véhicule donné, et il doit y être précisé une date d'échéance. Il n'est pas nécessaire d'afficher l'autorisation temporaire, mais elle doit se trouver à bord du véhicule, sur papier ou sous forme d'une image électronique.

*** R655 Délai de grâce**

- .100** Les transporteurs des nouvelles juridictions membres se verront accorder un délai de grâce de deux mois, à compter de la date de mise en application de l'Entente dans leur juridiction, pour afficher leur permis et leurs vignettes. Toutefois, les transporteurs doivent maintenir leurs autres pièces justificatives pour se déplacer dans les juridictions membres jusqu'à ce qu'ils affichent le permis et les vignettes valides.
- .200** Les transporteurs qui renouvellent leur permis et leurs vignettes se verront accorder un délai de grâce de deux mois (janvier et février) pour afficher leur permis et leurs vignettes renouvelés. Pour circuler dans les juridictions membres pendant la période de grâce, les transporteurs doivent afficher leur permis et les vignettes valides de l'année en cours ou de l'année précédente de la juridiction où ils exerçaient leurs activités ou un certificat de voyage occasionnel de la juridiction où ils exercent leurs activités.

*** R660 Non-conformité**

- .100** S'il n'a pas sa copie du permis dans son véhicule, le conducteur du véhicule peut se voir forcé de se procurer un certificat de voyage occasionnel, recevoir une citation ou les deux.
- .200** Si le conducteur n'affiche pas les vignettes aux endroits requis ou s'il n'a pas dans son véhicule une autorisation temporaire, il peut se voir forcé de se procurer un certificat de voyage occasionnel, de recevoir une citation ou les deux.
- .300** L'usage incorrect du permis ou des vignettes par le titulaire du permis peut constituer un motif de révocation du permis.

Commentaires sur le chapitre VI

- R605** *En octobre 1990, des États où la circulation des camions est lourde se sont interrogés sur la nécessité de délivrer aux transporteurs deux vignettes plutôt qu'une. Toutefois, certains étaient d'avis que deux vignettes (une de chaque côté du véhicule) convenaient mieux à cause de l'emplacement du personnel dans les postes de pesée et aux points d'entrée. On espérait qu'une meilleure visibilité des vignettes améliorerait le débit de circulation des camions. À la suite du vote 16-91, les articles R605 et R625 de l'Entente ont été modifiés, de façon à exiger la délivrance de deux vignettes au lieu d'une seule. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 16 mars 1993.*
- R620** *Voyez le commentaire sur l'article R650 de l'Entente concernant la délivrance d'autorisations temporaires à la place de vignettes seulement.*



- R620 À la suite du vote 5-2017, l'Entente a été modifiée afin de permettre l'utilisation d'images électroniques de permis, au choix du titulaire. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2019.
- R625 Voyez le commentaire sur l'article R605 de l'Entente concernant la délivrance de deux vignettes.
- R625 À la suite du vote 1-2017, l'Entente a été modifiée afin d'ajouter des précisions concernant l'utilisation d'un véhicule en vue d'en effectuer la vente ou la livraison ainsi que les locations de 29 jours ou moins.
- R630 À la suite du vote 2-2016, l'Entente a été modifiée afin que les pièces justificatives renouvelées puissent être affichées deux mois avant la date d'entrée en vigueur plutôt qu'un. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 10 février 2017.
- R635 À la suite du vote 90-255-4, l'article R635 de l'Entente a été modifié pour tenir compte des véhicules exploités par plusieurs titulaires de permis.
- R635 À la suite du vote 1-2017, l'article R635 de l'Entente a été modifié afin d'ajouter des précisions concernant les locations à court terme. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2019.
- R650 En juillet 1991, le Sous-comité de la délivrance des autorisations temporaires a proposé d'autoriser les juridictions à délivrer des autorisations temporaires de 30 jours, afin de permettre à des véhicules qui font partie d'un parc d'entrer en service immédiatement. À la suite du vote 1-92, l'article R650 de l'Entente a été modifié, permettant ainsi aux juridictions de délivrer des autorisations temporaires de 30 jours. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1993.
- R650 À la suite du vote 2-92, des articles de l'Entente ont été modifiés pour permettre de délivrer une autorisation temporaire de 30 jours, afin de donner la possibilité de mettre en service immédiatement les véhicules qui font partie d'un parc. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1993.
- R650 En juillet 1998, les membres ont convenu à l'unanimité d'inclure l'interprétation du conseil portant sur le litige 55-98 en texte explicatif de l'article R650 de l'Entente.
- LITIGE : Est-ce qu'une autorisation temporaire, telle qu'elle est définie à l'article R263 de l'Entente, peut être délivrée à la place des vignettes et des permis?

Interprétation du conseil

L'article R650 de l'Entente ne permet pas qu'une autorisation temporaire soit délivrée à la place d'un permis. L'autorisation temporaire doit être délivrée à la place des vignettes seulement. L'Entente ne permettant pas qu'une autorisation temporaire soit délivrée à la place d'un permis, toute juridiction membre qui passe outre à cette interdiction expose ses titulaires de permis à recevoir des citations ou les contraint à acheter des certificats de voyage occasionnel dans d'autres juridictions membres.

- R650 À la suite du vote 14-2004, l'article R650 de l'Entente a été modifié pour y ajouter des éclaircissements et indiquer que l'autorisation temporaire est une vignette temporaire. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2006. Voyez aussi le commentaire sur l'article R263.
- R650 À la suite du vote 5-2017, l'Entente a été modifiée afin de permettre l'utilisation d'images électroniques de permis, au choix du titulaire. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2019.
- R655 En juillet 1991, les membres ont convenu à l'unanimité d'inclure l'interprétation du conseil portant sur le litige 3 en texte explicatif de l'article R655.
- LITIGE : Quelle est la politique relative au délai de grâce concernant l'affichage du permis et des vignettes dans le cas des transporteurs de juridictions nouvellement membres et des transporteurs de juridictions déjà membres?



Interprétation du conseil

Les membres ont convenu, en ce qui concerne ce litige, que le délai de grâce s'applique à la fois au permis et à l'affichage des pièces justificatives. Il a été admis que le libellé actuel de l'Entente peut porter à confusion. Toutefois, d'après les discussions tenues à Indianapolis, le délai de grâce concernant le permis et l'affichage des vignettes sera respecté cette année, puisque des modifications seront probablement apportées à l'Entente avant le début de 1992.

R655 À la suite du vote 4-92, l'article R655 de l'Entente a été modifié pour que soient apportées des précisions sur le délai de grâce. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1993.

R655 À la suite du vote 5-92, l'article R655 de l'Entente a été modifié pour préciser le délai de grâce. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} décembre 1992.

R655 En juillet 1992, les membres ont convenu d'inclure l'interprétation du conseil portant sur le litige 11 en texte explicatif de l'article R655 de l'Entente.

LITIGE : En vertu de l'Entente, les vignettes peuvent être affichées un mois avant leur date d'entrée en vigueur et les transporteurs de juridictions nouvellement membres se verront accorder un délai de grâce de 60 jours à compter de la date de mise en application de l'Entente dans la nouvelle juridiction membre. Constatant que cette question a déjà été posée, la Caroline du Nord aimerait avoir des éclaircissements sur les points suivants. Si le transporteur se déplace le 1^{er} décembre 1991 vers une juridiction ayant adhéré à l'Entente, avec une vignette conforme à l'Entente provenant de la Caroline du Nord, cette vignette sera-t-elle acceptée?

Et ce qui importe encore davantage, la juridiction veut savoir, en ce qui concerne le transporteur de la Caroline du Nord qui n'a pas de vignette de 1992 conforme à l'Entente, si l'État reconnaîtra sa vignette de 1991, la vignette de la Caroline du Nord de 1991 ou la plaque d'immatriculation de la Caroline du Nord. Si le transporteur devient un transporteur de la Caroline du Nord en 1992, mais que certains de ses véhicules sont immatriculés dans une autre juridiction, sa vignette de 1991 de la Caroline du Nord sera-t-elle acceptée?

Interprétation du conseil

Les juridictions n'accepteront pas de pièce justificative conforme à l'Entente provenant de la Caroline du Nord, de l'Arkansas ou du Kansas en décembre 1991, puisque la mise en application de l'Entente dans ces juridictions n'aura lieu qu'en janvier 1992.

Les transporteurs routiers de la Caroline du Nord, de l'Arkansas et du Kansas doivent afficher l'un des éléments suivants lorsqu'ils exercent leurs activités en décembre 1991 dans un autre État partie à l'Entente :

- 1. une vignette de 1991 valide et le permis relatif à la taxe sur les carburants (le cas échéant) délivré par le ou les États où ils exercent leurs activités;*
- 2. une vignette de 1991 conforme à l'Entente et le permis relatif à la taxe sur les carburants délivré par un État qui était membre en 1991;*
- 3. une autorisation temporaire ou un certificat de voyage occasionnel pour l'État où ils exercent leurs activités.*

Pendant les mois de janvier et de février 1992, lorsque les transporteurs exerceront leurs activités dans un autre État partie à l'Entente, un des éléments énumérés précédemment devra être affiché, ou une vignette et un permis de 1992 conformes à l'Entente de la Caroline du Nord, de l'Arkansas ou du Kansas.

R655 À la suite du vote 11-2001, l'article R655 de l'Entente a été modifié pour y ajouter les paragraphes .100 et .200 afin de décrire avec plus de précisions la période de grâce autorisée et les exigences liées à l'affichage des pièces justificatives pendant cette période. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2003.

R660 À la suite du vote 17-91, l'article R660 de l'Entente a été modifié pour préciser l'interprétation concernant l'identification des vignettes. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 16 mars 1993. La disposition concernant l'application de cet article donne aux agents chargés de faire exécuter la loi dans les juridictions membres toute latitude concernant la délivrance d'une citation et l'obligation d'avoir un certificat de voyage occasionnel si les deux vignettes ne sont pas affichées sur un véhicule admissible.



CHAPITRE VII

*** R700 Exigences concernant les registres**

Chaque titulaire de permis doit tenir des registres à l'appui de l'information fournie dans sa déclaration de taxe trimestrielle ou annuelle. Les registres des opérations doivent être disponibles ou rendus disponibles pour vérification dans la juridiction d'attache. Les exigences relatives à la conservation des registres sont précisées dans le *Manuel des procédures*.

Commentaires sur le chapitre VII

R700 À la suite du vote 15-2004, les articles de l'Entente ont été modifiés pour y ajouter des éclaircissements et rendre le libellé plus conforme à tous les documents qui régissent l'Entente. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2006.



CHAPITRE VIII

* R800 Taxation des carburants

Les procédures décrites dans l'Entente visent la taxe sur les carburants imposée par chaque juridiction sur la consommation du carburant utilisé dans des véhicules motorisés admissibles.

* R810 Véhicules motorisés admissibles

- .100 La déclaration de taxe à produire relativement au carburant utilisé s'applique aux véhicules motorisés admissibles, tels qu'ils sont définis dans l'Entente.
- .200 Une juridiction membre ne peut exiger la production d'une déclaration de taxe sur les carburants, ou un certificat de voyage occasionnel, à l'égard de véhicules provenant d'une autre juridiction membre, autres que des véhicules motorisés admissibles tels qu'ils sont définis à l'article R245 de l'Entente.

* R820 Utilisation de carburant taxable

Tout le carburant acquis qui est habituellement assujéti à une taxe à la consommation est taxable, à moins que le titulaire d'un permis ne puisse prouver le contraire. Le titulaire du permis doit déclarer comme taxable, dans sa déclaration de taxe, tout carburant versé dans le réservoir d'un véhicule motorisé admissible.

* R830 Utilisation de carburant exonéré de taxe

- .100 Une juridiction membre peut exonérer de la taxe n'importe quelle utilisation de carburant dans sa juridiction.
- .200 Le carburant considéré comme exonéré de taxe par une juridiction donnée doit être déclaré en vertu de l'Entente. Pour la déclaration des milles ou des kilomètres exonérés de taxe, le titulaire d'un permis doit obtenir des juridictions ayant adhéré à l'Entente la description des activités qui donnent droit à une exemption de la taxe.
- .300 Les titulaires de permis doivent présenter directement à la juridiction concernée les demandes de remboursement pour la taxe payée sur le carburant exonéré de taxe (voyez les articles R1000 et R1100 de l'Entente).

* R840 Déclaration des parcours effectués à l'intérieur d'une seule juridiction

Le titulaire d'un permis peut inclure les achats de carburant et les parcours effectués par des véhicules motorisés admissibles exploités exclusivement à l'intérieur d'une juridiction donnée en se procurant des vignettes pour les véhicules dont les parcours sont limités à l'intérieur d'une seule juridiction. Une fois ces véhicules dotés de vignettes, le titulaire d'un permis doit continuer à les déclarer jusqu'à la date d'échéance de la vignette ou jusqu'à ce que les véhicules cessent de faire partie de son parc.

Commentaires sur le chapitre VIII

R800 Voyez le commentaire sur l'article R212 de l'Entente concernant les achats de carburant pour utilisation dans des véhicules exonérés de taxe.

R800 À la suite du vote 1-2001, le chapitre VIII de l'Entente a été modifié pour y intégrer les principes de base définis dans le Final Report of the State Legislation and Constitutional Provisions Project, dirigé par le NCSL (National Conference of State Legislatures). La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2003.



- R810 À la suite du vote 15-2004, l'Entente a été modifiée pour y ajouter des éclaircissements et rendre le libellé plus conforme à tous les documents qui la régissent. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2006.*
- R820 En août 2020, les membres ont convenu d'inclure l'interprétation du conseil portant sur le litige 1-2019 en texte explicatif des articles R820 et R950 de l'Entente et des articles P710 et P720 du Manuel des procédures.*
- LITIGE : Des transporteurs et fournisseurs de services ont avisé le Comité consultatif de l'industrie (CCI) que certaines juridictions membres n'ont pas validé des déclarations de taxe sur les carburants ou encore que certains formulaires prescrits ne permettent pas aux titulaires de déclarer tout le carburant versé dans le réservoir d'un véhicule motorisé admissible. C'est le cas si un titulaire doit déclarer du carburant pour lequel aucune facture n'existe ou du carburant qui n'est assujéti à aucune taxe (par exemple, des achats de carburant exempté sur une réserve indienne).*
- Le CCI demande en tout respect au conseil d'administration de se pencher sur la question pour donner son interprétation des points suivants :*
- En vertu de l'article R820, les titulaires de permis sont-ils tenus de déclarer le carburant pour lequel aucune facture n'existe et le carburant qui n'est assujéti à aucune taxe (par exemple, le carburant exempté acheté sur une réserve indienne)?*
 - En vertu de l'article R950 de l'Entente ainsi que de l'article P720 du Manuel des procédures, en particulier le paragraphe .300, les juridictions membres sont-elles tenues de prévoir dans leurs formulaires un espace ou un champ où indiquer tout le carburant versé dans le réservoir d'un véhicule motorisé admissible, et ce, peu importe si une facture pour le carburant existe ou que le carburant est taxable ou non?*
 - Comment les transporteurs doivent-ils déclarer la taxe payable à la juridiction d'attache ainsi qu'aux autres juridictions concernées si la juridiction d'attache ne met pas à leur disposition une déclaration convenable selon l'article P720 du Manuel des procédures?*

Interprétation du conseil

En réponse à la demande d'interprétation, le conseil a convenu de la résolution suivante :

L'Entente et le Manuel des procédures précisent que tout carburant versé dans le réservoir d'un véhicule admissible doit être déclaré aux fins du calcul de la consommation de carburant ainsi que des taxes applicables, et ce, qu'il soit appuyé ou non par une facture et qu'il soit taxable ou non.

Chaque juridiction doit prévoir des déclarations de taxes permettant de calculer la consommation de carburant et les taxes applicables. Comme le précisent l'Entente et le Manuel des procédures, les titulaires de permis sont tenus de déclarer tout carburant taxable. À cette fin, les juridictions doivent s'assurer que les titulaires de permis sont en mesure de déclarer la totalité du carburant versé dans le réservoir d'un véhicule admissible.

- R830 Voyez le commentaire sur l'article R130 de l'Entente concernant les modifications apportées pour tenir compte des juridictions en dehors des États-Unis.*
- R830.100 Voyez le commentaire sur l'article R224 de l'Entente concernant la déclaration des milles ou des kilomètres exonérés de taxe dans une déclaration de taxe.*
- R830.100 À la suite du vote 1-2001, le paragraphe .100 de l'article R830 de l'Entente a été ajouté pour intégrer les principes de base définis dans le Final Report of the State Legislation and Constitutional Provisions Project, dirigé par le NCSL (National Conference of State Legislatures). La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2003. De plus, les paragraphes .100 et .200 précédents de l'article R830 ont respectivement été renu-mérotés .200 et .300.*
- R830.200 À la suite du vote 7-92, le paragraphe .200 de l'article R830 de l'Entente a été ajouté. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1994.*
- R840 En juillet 1992, les membres ont convenu à l'unanimité d'inclure l'interprétation du conseil portant sur le litige 13 en texte explicatif de l'article R840 de l'Entente.*
- LITIGE : Pour déterminer la moyenne des milles au gallon dans une déclaration de taxe, faut-il utiliser les chiffres relatifs à toutes les activités? La Caroline du Nord est d'avis que les véhicules qui sont utilisés dans un État seulement (et non dans des États différents), quel que soit l'État et au cours d'une période visée par une déclaration, peuvent être exclus de la colonne « partout/toutes activités ». Que convient-il de faire?*



Interprétation du conseil

Aux termes de l'Entente, un transporteur peut inclure les milles effectués dans un seul État par des véhicules admissibles et déclarer les activités réalisées dans un seul État, au moyen de la déclaration établie selon les termes de l'Entente ou de la déclaration en vigueur dans l'État du transporteur. S'il choisit de produire la première, l'État intéressé devra alors s'assurer, lors de la vérification, que le montant des taxes perçues et distribuées est le bon.

Si le transporteur ou le titulaire d'un permis déclare les milles parcourus par des véhicules admissibles à l'intérieur d'un seul État dans la déclaration qu'il produit aux termes de l'Entente, il doit tenir compte de ces milles ainsi que du carburant consommé dans le calcul des milles au gallon effectués aux termes de l'Entente. Si le transporteur ou le titulaire d'un permis ne déclare pas les milles parcourus ou le carburant consommé à l'intérieur d'un seul État, il ne peut pas les inclure dans le calcul des milles au gallon.

R840 Voyez le commentaire sur l'article R130 de l'Entente concernant les modifications apportées pour tenir compte des juridictions en dehors des États-Unis.

R840 À la suite du vote 5-2000, l'article R840 de l'Entente a été modifié pour y préciser les détails de l'obtention de vignettes pour les véhicules dont les parcours sont limités à l'intérieur d'une seule juridiction. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2002.

R840 Correction : Le vote 5-2000 a modifié le titre de cette section. Le titre Déclaration des parcours effectués à l'intérieur d'un seul État a été remplacé par Déclaration des parcours effectués à l'intérieur d'une seule juridiction.



CHAPITRE IX

R900 Déclarations

* R910 Exigences concernant les déclarations

Le titulaire d'un permis doit produire auprès de sa juridiction d'attache une déclaration de taxe selon la période de déclaration attribuée. De plus, il doit acquitter la taxe due à toutes les juridictions membres par un paiement qu'il doit faire à la juridiction d'attache à la date d'échéance. Les juridictions peuvent exiger un paiement par fonds garantis dans les mêmes situations que celles où le titulaire du permis peut être tenu de déposer une sûreté aux termes de l'article R340.

* R920 Production auprès de la juridiction d'attache

Le titulaire d'un permis qui produit à temps sa déclaration de taxe auprès de sa juridiction d'attache, en y joignant le paiement de la taxe due à toutes les juridictions membres, est déchargé de la responsabilité de produire une déclaration et de payer la taxe individuellement à chaque juridiction membre.

* R930 Période de déclaration de taxe

.100 Déclarations de taxe trimestrielles

La déclaration de taxe s'applique au trimestre qui précède celui en cours. Une déclaration doit être produite même si aucune activité n'a eu lieu ou qu'aucun carburant taxable n'a été utilisé pendant la période visée par la déclaration de taxe.

.200 Déclarations de taxe annuelles

Malgré les exigences concernant les déclarations de taxe trimestrielles, un titulaire de permis dont les activités totalisent moins de 5 000 milles ou 8 000 kilomètres (d'après l'historique des déclarations) dans toutes les juridictions membres autres que sa juridiction d'attache pendant 12 mois consécutifs peut demander de produire ses déclarations sur une base annuelle. Si un titulaire de permis désire produire ses déclarations sur une base annuelle, il doit obtenir l'approbation de sa juridiction d'attache.

* R940 Présentation de la déclaration de taxe

.100 Formulaires

Des déclarations de taxe seront remises sans frais à chaque titulaire de permis au moins 30 jours avant la date où la déclaration devra être produite. Tous les taux de taxation indiqués sur la déclaration devront correspondre au taux en vigueur dans chacune des juridictions, sous réserve de la diffusion d'un avis de changement des taux de taxation dans les délais prévus par l'article P1120 du *Manuel des procédures*. Le fait de ne pas recevoir le formulaire de déclaration ne relève pas le titulaire du permis de l'obligation de présenter une déclaration de taxe.

.200 Déclaration écrite

Une juridiction peut autoriser un titulaire de permis relevant de sa compétence à présenter une déclaration de taxe écrite ou produite par ordinateur plutôt qu'une déclaration de taxe standard, si elle renferme toute l'information requise et qu'elle est présentée de façon à ce que la juridiction d'attache puisse la traiter.

.300 Déclaration soumise électroniquement

Une juridiction peut autoriser un titulaire de permis relevant de sa compétence à soumettre électroniquement une déclaration de taxe plutôt qu'une déclaration de taxe standard, si elle renferme toute l'information requise par l'Entente et qu'elle est présentée de façon à ce que la juridiction d'attache puisse la traiter.

R950 Information requise

Chaque juridiction doit utiliser une déclaration de taxe standard contenant tous les éléments spécifiés à l'article P720 du *Manuel des procédures*, sans toutefois s'y restreindre.

*** R960 Date de production**

- .100** Le titulaire d'un permis doit produire sa déclaration de taxe, accompagnée du paiement complet de toute taxe due, le dernier jour du mois qui suit la fin de la période visée par sa déclaration de taxe. Si un titulaire a obtenu l'autorisation de soumettre une déclaration annuelle, cette dernière doit être produite le 31 janvier, à la suite de la fin de la période visée par la déclaration de taxe annuelle. Si le dernier jour du mois est un samedi, un dimanche ou un jour férié, le prochain jour ouvrable sera considéré comme la date limite de production.
- .200 Livraison par le service postal national ou un service de livraison par courrier national**
- .005** La déclaration de taxe sera considérée comme ayant été produite et déposée à la date indiquée par le cachet d'oblitération du service postal national du Canada, des États-Unis du Mexique ou des États-Unis d'Amérique (ou de tout autre service de livraison de courrier national) qui sera apposé sur l'enveloppe, contenant la déclaration de taxe ou à la date de son expédition, si une preuve satisfaisant la juridiction d'attache est donnée pour confirmer cette date d'expédition. Pour être admissible aux termes de la présente disposition, l'enveloppe doit être correctement adressée au service désigné par la juridiction d'attache pour recevoir les déclarations de taxe sur les carburants et être dûment affranchie.
- .010** Le paiement de la taxe sera considéré comme ayant été reçu à la date indiquée par le cachet d'oblitération du service postal national du Canada, des États-Unis du Mexique ou des États-Unis d'Amérique (ou de tout autre service de livraison du courrier national) qui sera apposé sur l'enveloppe contenant le paiement de la taxe ou à la date de son expédition, si une preuve satisfaisant la juridiction d'attache est donnée pour confirmer cette date d'expédition. Pour être admissible aux termes de la présente disposition, l'enveloppe doit être correctement adressée au service désigné par la juridiction d'attache pour recevoir les paiements de taxe sur les carburants et être dûment affranchie.
- .015** Si une déclaration de taxe est présentée en mains propres, la déclaration sera considérée comme ayant été produite et déposée à la date où elle aura été remise à un employé du service désigné par la juridiction d'attache pour recevoir les déclarations de taxe.
- .020** Si un paiement de taxe est présenté en mains propres, le paiement sera considéré comme ayant été reçu à la date où il aura été remis à un employé du service désigné par la juridiction d'attache pour recevoir les paiements de taxe sur les carburants.
- .300 Livraison par voie électronique**
- .005** Les déclarations de taxe transmises électroniquement doivent être considérées comme ayant été reçues et produites à la date déterminée par les lois en vigueur dans la juridiction.
- .010** Les paiements de taxe peuvent être faits par n'importe quelle méthode de transfert électronique approuvée par la juridiction d'attache.
- .015** Les paiements effectués par voie électronique seront considérés comme ayant été reçus à la date déterminée par les lois en vigueur dans la juridiction.

*** R970 Production en retard**

Les déclarations de taxe qui ne seront pas produites à la date d'échéance ou les paiements qui ne seront pas faits au complet à ce moment seront considérés comme étant en retard, et tous les montants de taxe dus seront considérés en souffrance.



Commentaires sur le chapitre IX

- R910 À la suite du vote 17-2002, l'article R910 de l'Entente a été modifié pour y supprimer l'obligation de payer par chèque. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2004.*
- R910 À la suite du vote 4-2003, l'article R910 de l'Entente a été modifié pour y supprimer l'obligation de produire, chaque trimestre civil, une déclaration de taxe sur les carburants, y ajouter l'exigence de produire une déclaration selon la période de déclaration attribuée et de faire le paiement à la date de production. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2005.*
- R910 À la suite du vote 8-2004 et du vote 15-2005, l'article R910 de l'Entente a été modifié pour qu'une juridiction membre puisse exiger une sùreté lorsqu'elle accorde un permis à un demandeur aux termes de l'article R325, et pour rendre le libellé plus conforme à tous les documents qui régissent l'Entente. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2006. Voyez aussi le commentaire sur l'article R340.*
- R910 À la suite du vote 4-2006, l'article R910 de l'Entente a été modifié afin d'isoler les exigences relatives aux paiements par fonds garantis de l'obligation de verser une sùreté. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 21 novembre 2006.*
- R920 À la suite du vote 15-2004, les articles de l'Entente ont été modifiés pour y ajouter des éclaircissements et rendre le libellé plus conforme à tous les documents qui régissent l'Entente. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2006.*
- R930 À la suite du vote 15-2004, les articles de l'Entente ont été modifiés pour y ajouter des éclaircissements et rendre le libellé plus conforme à tous les documents qui régissent l'Entente. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2006.*
- R930.200 Voyez le commentaire sur l'article R130 de l'Entente concernant les modifications apportées pour tenir compte des juridictions en dehors des États-Unis.*
- R930.200 Voyez le commentaire sur l'article R203 de l'Entente concernant les modifications qui touchent les dispositions relatives aux déclarations de taxe annuelles.*
- R930.200 À la suite du vote 5-2006, les articles de l'Entente ont été modifiés pour y supprimer l'exigence pour la juridiction d'attache de demander à d'autres juridictions l'autorisation de permettre à un titulaire de permis de présenter une déclaration de taxe annuelle. Ce changement ne modifie pas les critères que doit respecter un titulaire de permis pour obtenir l'autorisation de présenter une déclaration de taxe annuelle. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 21 novembre 2006.*
- R940.100 À la suite du vote 7-2003, le paragraphe .100 de l'article R940 de l'Entente a été modifié pour y indiquer qu'une juridiction peut citer en référence le site Web d'IFTA Inc. ou son propre site pour que les titulaires de permis y consultent les taux de taxation, dans la mesure où ces derniers y seront à jour. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 10 octobre 2003.*
- R940 À la suite du vote 15-2004, les articles de l'Entente ont été modifiés pour y ajouter des éclaircissements et rendre le libellé plus conforme à tous les documents qui régissent l'Entente. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2006.*
- R940 À la suite du vote 6-2006, les articles de l'Entente ont été modifiés pour que les juridictions puissent, à leur discrétion, accepter les déclarations de taxe sous une forme non prescrite. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 21 novembre 2006.*
- R940.300 À la suite du vote 10-2005, l'article R940 et le paragraphe .400 de cet article de l'Entente ont été modifiés. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 31 décembre 2005.*
- [NOTE DE L'ÉDITEUR : À la suite du vote 6-2006, le paragraphe .200 de l'article R940 de l'Entente a été supprimé. Pour cette raison, le commentaire qui précède s'applique au paragraphe .300 actuel de l'article R940.]**
- R950 Voyez le commentaire sur l'article R820 concernant le carburant versé dans le réservoir d'un véhicule admissible. Le commentaire concerne notamment les articles R820 et R950 de l'Entente ainsi que les articles P710 et P720 du Manuel des procédures.*



- R960 À la suite du vote 1-1994, les articles R960, R970 et R1220 de l'Entente ont été modifiés afin de prévoir que le paiement complet des taxes dues est une exigence à satisfaire pour considérer les déclarations comme produites à temps et de prévoir une date limite pour la production des déclarations de taxe annuelles. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1996.*
- R960 À la suite du vote 7-2004, l'article R960 de l'Entente a été modifié pour clarifier qu'un cachet de poste nationale peut servir à déterminer si une déclaration de taxe a été produite à temps. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2006.*
- R960.100 Voyez le commentaire sur l'article R130 de l'Entente concernant les modifications apportées pour tenir compte des juridictions en dehors des États-Unis.*
- R960.100*
- R960.200 À la suite du vote 4-2003, les paragraphes .100 et .200 de l'article R960 ont été modifiés pour y indiquer quand une déclaration de taxe sera considérée comme ayant été produite et comme étant un paiement reçu. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2005.*
- R960.300 À la suite du vote 10-2005, l'article R960 a été modifié afin d'y ajouter la section .300. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 31 décembre 2006.*
- R970 Voyez le commentaire sur l'article R960 de l'Entente concernant les modifications qui clarifient l'exigence à satisfaire pour que les déclarations soient considérées comme produites à temps et les dispositions relatives aux déclarations de taxe annuelles.*
- R970 À la suite du vote 15-2004, les articles de l'Entente ont été modifiés pour y ajouter des éclaircissements et rendre le libellé plus conforme à tous les documents qui régissent l'Entente. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2006.*



CHAPITRE X

* R1000 Achats incluant la taxe

- .100 Afin d'obtenir un crédit pour ses achats à l'égard desquels la taxe a été payée, le titulaire d'un permis doit conserver un reçu ou une facture, un reçu de carte de crédit, ou encore une facture informatique du fournisseur ou une liste informatique des transactions de ce dernier, pour prouver qu'il a effectué ces achats et que les taxes ont été payées. Ces documents peuvent être conservés sur microfilm, sur microfiche ou sur tout autre système informatisé ou condensé d'archivage de documents répondant aux exigences légales de la juridiction d'attache. Les titulaires de permis ne sont pas tenus de soumettre de preuve à l'égard des achats pour lesquels la taxe a été payée, avec leurs déclarations de taxe.
- .200 Les reçus altérés ou ceux dont certaines données auront été effacées ne seront pas acceptés aux fins d'obtention d'un crédit pour les achats à l'égard desquels la taxe a été payée, à moins que le titulaire de permis puisse prouver que le reçu est valide.

* R1010 Achats de carburant au détail

- .100 Un titulaire de permis peut demander dans une déclaration de taxe un crédit pour la taxe payée relativement à l'achat de carburant au détail, qui est placé dans le réservoir d'un véhicule motorisé admissible et à l'égard duquel la taxe a été payée à une juridiction membre.
- .200 Le reçu doit contenir la preuve que la taxe a été payée directement à la juridiction concernée ou à la pompe. Des exigences particulières relatives aux reçus sont précisées à l'article P550 du *Manuel des procédures*. Une juridiction membre ne peut pas imposer d'exigences plus élevées que celles établies dans le *Manuel des procédures* en ce qui concerne la preuve de tels achats.
- .300 Dans le cas d'un accord entre un locateur et un locataire, les reçus des achats à l'égard desquels la taxe a été payée peuvent être au nom du locateur ou du locataire, pourvu qu'un lien légal puisse être fait avec la partie déclarante.

* R1020 Achats de carburant en vrac

- .100 Le carburant destiné au stockage est habituellement livré dans les installations de stockage par le titulaire de permis, et la taxe sur le carburant peut être payée ou non au moment de la livraison.
- .200 Un titulaire de permis peut demander dans une déclaration de taxe un crédit pour la taxe payée sur le carburant retiré d'une installation d'entreposage de carburant en vrac seulement : si le carburant est versé dans le réservoir d'un véhicule motorisé admissible, si l'installation d'entreposage de carburant en vrac appartenant au titulaire de permis est louée ou gérée par lui et que le prix d'achat du carburant comprend la taxe payée à la juridiction membre où se trouve l'installation d'entreposage de carburant en vrac, ou si le titulaire de permis a payé la taxe sur le carburant à la juridiction membre où se trouve l'installation d'entreposage de carburant en vrac.
- .300 Les registres du titulaire de permis doivent porter la mention de la quantité de carburant extraite de l'entrepôt en vrac lui appartenant et transvidée dans les réservoirs de ses véhicules motorisés admissibles. Les exigences pour la tenue des livres relativement aux achats de carburant en vrac à l'égard desquels la taxe a été payée sont données à l'article P550 du *Manuel des procédures*.



Commentaires sur le chapitre X

- R1000 Voyez le commentaire sur l'article R212 de l'Entente concernant les achats de carburant pour utilisation dans des véhicules exonérés de taxe.*
- R1000 En juillet 1992, le Comité de vérification s'est vu confier la tâche d'étudier les exigences de l'Entente concernant la facture pour créditer le carburant à l'égard duquel la taxe a été payée. En août 1992, le Sous-comité des services de facturation informatisés et de carburants taxes incluses a été formé pour étudier la question, et ses conclusions ont été présentées à l'atelier de vérification de 1993. Comme résultat de ces efforts, l'article R1000 de l'Entente a été modifié à la suite du vote 3-1993, pour permettre aux titulaires de permis de conserver les factures informatiques du fournisseur et les listes informatiques des transactions de ce dernier comme preuves des achats à l'égard desquels la taxe a été payée. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1994.*
- R1000 À la suite du vote 11-95, l'article R1000 de l'Entente a été modifié afin de préciser que les reçus altérés ne seront pas acceptés pour obtenir des crédits relativement au carburant à l'égard duquel la taxe a été payée, à moins que le titulaire de permis puisse démontrer que le reçu est valide. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1996. À la suite du vote 11-95, le libellé supprimé par inadvertance lors du vote 3-1993 a été réinséré.*
- R1010 À la suite du vote 9-2004 et du vote 15-2005, l'article R1010 de l'Entente a été modifié pour établir clairement que le crédit pour la taxe payée peut être demandé uniquement pour le carburant, incluant la taxe, acheté dans des juridictions membres, et pour rendre le libellé plus conforme à tous les documents qui régissent l'Entente. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2006.*
- R1010.200 À la suite du vote 3-2014, le paragraphe .200 de l'article R1010 a été modifié afin de remplacer la référence à un article du Manuel des procédures par une référence à l'article P550 de ce dernier.*
- R1020.200 À la suite du vote 9-2004, le paragraphe .200 de l'article R1020 de l'Entente a été modifié pour clarifier que le crédit pour la taxe payée sur le carburant ne peut être demandé que si cette taxe a été payée à une juridiction membre. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2006.*
- R1020.300 À la suite du vote 3-2014, le paragraphe .300 de l'article R1020 a été modifié afin de remplacer la référence à un article du Manuel des procédures par une référence à l'article P550 de ce dernier.*



CHAPITRE XI

R1100 Crédits et remboursements

Le titulaire d'un permis devra se faire créditer ou rembourser entièrement la taxe payée à l'égard du carburant qu'il aura utilisé à l'extérieur de la juridiction où il l'aura acheté. La juridiction d'attache devra accorder les crédits et effectuer les remboursements prévus pour tous les titulaires de permis qui relèvent de sa compétence, au nom de toutes les juridictions membres. Les remboursements destinés aux titulaires de permis seront effectués seulement quand tout montant de taxe qu'ils doivent payer, y compris tout montant résultant des cotisations établies après une vérification, l'aura été à la satisfaction de toutes les juridictions membres.

* R1110 Remboursements en espèces

Le titulaire du permis recevra, sur demande, un remboursement de tout crédit accumulé. Les modalités de paiement du remboursement doivent être conformes aux lois de la juridiction d'attache. Toutes les demandes de remboursement de soldes créditeurs doivent être faites par écrit à moins que la juridiction d'attache ne possède une politique de remboursement automatique.

* R1120 Application des montants crédités

- .100 Les montants crédités, s'ils ne sont pas remboursés, devront être reportés pour servir à payer la taxe que le titulaire du permis aura à acquitter au cours de périodes de déclaration de taxe ultérieures jusqu'à ce que la première des situations suivantes survienne :
 - .005 le crédit est complètement utilisé;
 - .010 huit trimestres civils se sont écoulés depuis la fin du trimestre civil où le crédit s'est accumulé.
- .200 Lorsqu'il produit sa déclaration de taxe, un titulaire de permis peut appliquer le montant payé en trop dans une juridiction au paiement des montants de taxe exigibles dans une autre juridiction et remettre la taxe nette qu'il doit à sa juridiction d'attache.

R1130 Autorisation de retenir des remboursements

Pour obtenir le permis requis aux termes de l'Entente, le demandeur doit indiquer dans sa demande qu'il permet que des remboursements soient retenus s'il n'a pas acquitté les montants de taxe sur les carburants qui sont dus dans une juridiction membre.

* R1140 Conditions pour verser les remboursements

- .100 Un montant payé en trop ne sera pas remboursé si les registres ne sont plus requis à son égard aux termes de l'Entente. Par ailleurs, si une demande de remboursement est effectuée, les registres devront être conservés jusqu'à ce que le remboursement soit fait ou refusé.
- .200 Des montants crédités peuvent être remboursés au titulaire d'un permis seulement si tous les montants de taxe sur les carburants, toutes les pénalités et tous les intérêts qu'il doit payer aux termes de l'Entente à une autre juridiction membre ont été acquittés, à moins que les montants impayés ne fassent l'objet d'un appel, conformément au chapitre XIV de l'Entente.



*** R1150 Intérêts sur les remboursements**

Le montant qui doit effectivement être remboursé le sera dans les 90 jours qui suivront la réception de la demande de remboursement d'un titulaire de permis. Si ce n'est pas fait, la somme portera intérêt au taux indiqué à l'article R1230 de l'Entente. Les intérêts seront calculés à partir de la date à laquelle le remboursement devait être versé, pour chaque mois ou fraction de mois, jusqu'au paiement intégral.

Commentaires sur le chapitre XI

- R1110 À la suite du vote 8-2006, les articles de l'Entente ont été modifiés pour y supprimer l'obligation pour les titulaires de permis de présenter des demandes écrites de remboursement lorsque la juridiction d'attache possède une politique de remboursement automatique, ainsi que l'obligation d'effectuer un remboursement en espèces. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 21 novembre 2006.*
- R1120 À la suite du vote 15-2004, les articles de l'Entente ont été modifiés pour y ajouter des éclaircissements et rendre le libellé plus conforme à tous les documents qui régissent l'Entente. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2006.*
- R1140.200 En juillet 1992, les membres ont convenu d'inclure l'interprétation du conseil portant sur le litige 18-92 en texte explicatif du paragraphe .200 de l'article R1140 de l'Entente.*
- LITIGE : Si un contribuable a accumulé un crédit au cours d'une période antérieure et qu'il produit sa déclaration en retard pour la période en cours, comment le crédit sera-t-il traité? Les intérêts seront-ils calculés avant ou après l'application du crédit?*

Interprétation du conseil

- Si un contribuable a accumulé un crédit au cours d'une période antérieure et qu'il produit sa déclaration en retard pour la période en cours, nous sommes d'avis que les intérêts doivent être calculés avant l'application du crédit. Il faut procéder de cette manière parce que c'est en réalité dans la juridiction d'attache que l'argent est retenu, tandis que le montant de taxe est dû à d'autres juridictions. Il ne serait pas équitable d'affecter le crédit accordé par la juridiction d'attache au paiement de la taxe due à une autre juridiction. La juridiction en question doit recevoir les intérêts. Cela peut sembler injuste au transporteur, mais ce dernier n'a pas à accumuler de crédit; il peut demander un remboursement. Ce problème ne se pose pas quand un transporteur produit sa déclaration à temps.*
- R1150 Voyez le commentaire sur l'article R130 de l'Entente concernant les modifications apportées pour tenir compte des juridictions en dehors des États-Unis.*



CHAPITRE XII

R1200 Cotisation et perception

* R1210 Cotisation

- .100** Dans le cas où un titulaire de permis
- .005** omet, néglige ou refuse de produire une déclaration de taxe quand elle est exigible;
 - .010** omet de mettre ses registres à la disposition de la juridiction d'attache qui en a fait la demande par écrit;
 - .015** ou omet de conserver les registres qui permettraient de vérifier s'il satisfait aux exigences de l'Entente, la juridiction d'attache devra procéder selon les paragraphes .200 et .300.
- .200** La juridiction d'attache devra, d'après la meilleure information à sa disposition,
- .005** déterminer le montant de taxe que le titulaire de permis doit payer à chaque juridiction concernée;
 - .010** révoquer ou suspendre le permis de tout titulaire qui omet, néglige ou refuse de produire une déclaration de taxe et de remettre le plein montant de la taxe lorsqu'il devient exigible, conformément aux lois de la juridiction d'attache.

La juridiction d'attache peut recourir aux dispositions des alinéas .005 et .010 du paragraphe .200. Aux fins de la cotisation, en vertu de l'alinéa .010 ou .015 du paragraphe .100, la juridiction d'attache devra demander par écrit les registres tout en donnant 30 jours au titulaire de permis pour fournir les registres ou envoyer un avis afin de l'informer que ses registres sont insuffisants.

- .300** La juridiction d'attache devra, après avoir additionné les intérêts et les pénalités applicables, signifier la cotisation conformément à l'alinéa .005 du paragraphe .200, de la même manière qu'une cotisation établie à la suite d'une vérification ou conformément aux lois de la juridiction d'attache. La cotisation établie par la juridiction d'attache dans le cadre de cette procédure sera réputée exacte. Advenant une remise en question de la validité de la cotisation, le fardeau de la preuve reposera sur le titulaire du permis, qui devra établir par une juste prépondérance des faits que la cotisation est erronée ou excessive.

* R1220 Pénalités

- .100** Le titulaire d'un permis pourra se voir imposer par sa juridiction d'attache une pénalité correspondant au plus élevé des montants suivants : 50 \$ ou 10 % des montants de taxe impayés, pour avoir omis de présenter une déclaration de taxe, pour l'avoir produite en retard ou pour ne pas avoir entièrement payé les montants de taxe dus.
- .200** Les pénalités payées par les titulaires de permis devront être conservées par la juridiction d'attache.
- .300** Aucune disposition de l'Entente ne limite l'autorité de la juridiction d'attache en ce qui a trait à l'imposition de toute autre pénalité prévue dans les lois de cette juridiction.



*** R1230 Intérêts**

La juridiction d'attache doit imposer, pour elle-même et au nom des autres juridictions, des intérêts sur tous les montants de taxe dus qui n'ont pas été payés, et ce, pour chaque juridiction concernée, sauf les montants de taxe perçus directement par d'autres juridictions.

.100 Taux d'intérêt des juridictions américaines

Dans le cas d'un parc situé dans une juridiction américaine, le taux d'intérêt est égal au taux d'intérêt applicable aux paiements en souffrance prévu au paragraphe 6621(a)(2) du Internal Revenue Code (code des États-Unis), majoré de 2 %. Ce taux sera ajusté annuellement au 1^{er} janvier. Les intérêts s'accumuleront mensuellement à un taux égal au 1/12 de ce taux. Le Secrétariat général avisera les juridictions du nouveau taux au plus tard le 1^{er} décembre.

.200 Taux d'intérêt des juridictions canadiennes

Dans le cas d'un parc situé dans une juridiction canadienne, les intérêts s'accumuleront à un taux égal à celui des bons du Trésor canadien, majoré de 2 %. Ce taux sera redressé chaque trimestre civil.

Pour le titulaire de permis ayant pour juridiction d'attache le Québec, ce taux s'applique jusqu'au dernier jour du mois au cours duquel la déclaration est produite. Il est par la suite remplacé par le taux d'intérêt prévu à l'article 28 de la Loi sur l'administration fiscale (RLRQ, c. A-6.002).

Voir le deuxième alinéa de l'article 9.0.6R12 du Règlement sur l'administration fiscale (RLRQ, c. A-6.002, r. 1).

.300 Calcul des intérêts

.005 Déclarations de taxe

Les intérêts relatifs à une déclaration de taxe seront calculés séparément pour chaque juridiction à partir de la date où la taxe était due, pour chaque mois ou fraction de mois, jusqu'au paiement complet. Un mois complet d'intérêts sera calculé pour toute fraction de mois pour lequel la taxe due demeure impayée.

.010 Vérifications

Les intérêts relatifs à une vérification seront calculés séparément pour chaque juridiction. Les intérêts s'accumuleront chaque mois sur le solde de taxe net cumulatif qui est dû à une juridiction jusqu'à ce qu'il soit complètement payé. Le solde de taxe net cumulatif est le montant de taxe additionnel dû, ou le montant de taxe payé en trop, à une juridiction à partir de la date où la taxe était exigible au cours d'une période de déclaration de taxe. Ce solde est établi en tenant compte de tout montant de taxe additionnel dû antérieurement, ou des montants payés en trop, à n'importe quelle juridiction au cours de la période de vérification. Il sera rajusté immédiatement après la date d'exigibilité de toute déclaration subséquente pour bien refléter le montant de taxe dû, ou le montant payé en trop, concernant la période de déclaration de taxe visée. Les intérêts d'un mois complet s'accumuleront pour toute fraction d'un mois à l'égard duquel un montant de taxe reste à payer. Un montant payé en trop pour une juridiction n'aura aucune incidence sur le calcul des intérêts pour n'importe quelle autre juridiction.

.400 Remise des intérêts

Tous les intérêts perçus seront remis aux juridictions concernées, conformément à l'article P1000 du *Manuel des procédures*.



*** R1240 Procédures de perception**

- .100** La taxe, les pénalités et les intérêts payables à toutes les juridictions membres doivent être perçus par la juridiction d'attache, sauf dans les situations illustrées à l'article P1000 et au paragraphe .300 de l'article P1120 du *Manuel des procédures*.
- .200** Les méthodes de perception seront régies par les lois de la juridiction d'attache et par l'Entente.
- .300** Conformément aux lois de la juridiction, une juridiction d'attache peut utiliser les procédures prévues dans ses lois afin de percevoir tous les montants de taxe en souffrance depuis plus de 30 jours. Toutefois, les procédures en question doivent comprendre des dispositions relatives aux avis qui doivent être délivrés dans une telle situation et à la marche à suivre en pareil cas.

Pour le titulaire de permis ayant pour juridiction d'attache le Québec, le délai d'exigibilité prévu à l'article R1240.300 est remplacé par celui prévu à l'article 27.0.1 de la Loi sur l'administration fiscale (RLRQ, c. A-6.002).

Ainsi, tous droits, intérêts et pénalités sont payables immédiatement, qu'une opposition soit en cours ou non à l'égard de la cotisation.

Voir l'article 9.0.6R11 du Règlement sur l'administration fiscale (RLRQ, c. A-6.002, r. 1).

*** R1250 Responsabilités dans les procédures de faillite**

- .100** Si la juridiction d'attache reçoit un avis officiel de dépôt d'un bilan ou autre cas d'insolvabilité, de liquidation ou de réorganisation engagée par ou contre un titulaire de permis, ou qu'elle en est informée de quelque autre manière, il lui appartient de déterminer les mesures qu'elle entend prendre et de les mettre à exécution, selon ce qu'elle juge raisonnable et approprié aux égards suivants :
 - .005** préparer et soumettre une preuve de créance;
 - .010** préparer et soumettre les demandes de paiement des créances après la requête de mise en faillite;
 - .015** entamer des poursuites et présenter une défense relativement aux preuves et aux demandes.
- .200** Si la juridiction d'attache est citée comme partie intimée ou défendeur dans un litige ou une procédure contradictoire dans laquelle une juridiction membre a un intérêt et qu'elle décide de ne pas donner suite à la demande de remboursement de la taxe, la juridiction d'attache doit rapidement en informer la juridiction membre pour que cette dernière puisse intervenir.
- .300** À la demande d'une juridiction membre, la juridiction d'attache doit rapidement fournir l'information et les documents en sa possession et dont la juridiction membre a besoin pour opposer une défense dans tout litige ou toute procédure contradictoire mettant en cause des taxes sur le carburant administrées en vertu de l'Entente.

*** R1260 Renonciation aux pénalités et aux intérêts**

- .100** Le commissaire de la juridiction d'attache peut renoncer aux pénalités prévues par le présent chapitre, pour un motif valable. Si le titulaire d'un permis peut démontrer qu'il a produit une déclaration de taxe en retard parce que des renseignements inexacts lui ont été donnés par sa juridiction d'attache, cette dernière peut renoncer aux intérêts autrement exigibles, si ses lois le permettent. Pour renoncer aux intérêts dus à une autre juridiction, la juridiction d'attache doit recevoir l'approbation écrite de cette juridiction.
- .200** Les titulaires de permis qui se voient imposer une pénalité peuvent interjeter appel, conformément au chapitre XIV.



*** R1270 Révocation de permis**

Si un montant de taxe qui aurait dû être payé ne l'a pas été ou que le titulaire d'un permis n'a pas déposé d'appel par écrit dans les 30 jours suivant l'avis de non-production, un avis de révocation sera envoyé au titulaire du permis conformément aux lois de la juridiction d'attache, l'informant de la révocation immédiate de son permis relatif à la taxe sur les carburants.

Commentaires sur le chapitre XII

- R1210 À la suite du vote 9-1998, l'article R1210 de l'Entente a été modifié pour permettre aux juridictions de signifier une cotisation déterminée d'après la meilleure information à leur disposition, et de révoquer ou de suspendre un permis. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2000.*
- R1220 À la suite du vote 20-91, les articles R1220 et R1230 de l'Entente ont été modifiés pour permettre aux provinces canadiennes d'établir des taux d'intérêt et de pénalité à des niveaux satisfaisants pour les transporteurs relevant des provinces canadiennes. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 15 décembre 1992.*
- R1220 Voyez le commentaire sur l'article R960 de l'Entente concernant les modifications qui clarifient l'exigence à satisfaire pour que les déclarations soient considérées comme produites à temps et les dispositions à l'égard des déclarations de taxe annuelles.*
- R1220 À la suite du vote 15-2004, les articles de l'Entente ont été modifiés pour y ajouter des éclaircissements et rendre le libellé plus conforme à tous les documents qui régissent l'Entente. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2006.*
- R1230 À la suite du vote 11-1996, l'article R1230 de l'Entente a été modifié pour spécifier que les intérêts doivent être perçus par la juridiction d'attache, pour elle-même ou au nom des autres juridictions. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1998.*
- R1230 Voyez le commentaire sur l'article R130 de l'Entente concernant les modifications apportées pour tenir compte des juridictions en dehors des États-Unis.*
- R1230 Voyez le commentaire sur l'article R1220 de l'Entente concernant l'établissement des taux d'intérêt et de pénalité pour les transporteurs canadiens.*
- R1230 En juillet 1991, les membres ont convenu à l'unanimité d'inclure l'interprétation du conseil portant sur le litige 2 en texte explicatif de l'article R1230 de l'Entente.*
- LITIGE : Quelle est la politique établie en ce qui concerne la façon dont les juridictions devraient calculer les intérêts après le 1^{er} janvier 1991? Les intérêts doivent-ils être calculés selon la date de réception de la déclaration du transporteur ou selon la période visée par celle-ci?*

Interprétation du conseil

- Le conseil était d'avis que les intérêts devraient être imposés au taux de 1 % à l'égard des déclarations du quatrième trimestre. Le taux d'intérêt devrait s'appliquer à partir de la date limite de production de la déclaration. Plusieurs taux d'intérêt doivent donc s'appliquer si la taxe demeure impayée pendant les périodes au cours desquelles le taux de taxation change. Plusieurs taux d'intérêt s'appliqueront à la fois aux déclarations et aux cotisations établies à la suite d'une vérification.*
- R1230 En juillet 1992, les membres ont convenu à l'unanimité d'inclure l'interprétation du conseil portant sur le litige 1692 en texte explicatif de l'article R1230 de l'Entente.*
- LITIGE : L'article R1230 de l'Entente précise que « la juridiction d'attache doit imposer des intérêts sur tous les montants de taxe dus qui n'ont pas été payés, et ce, pour chaque juridiction concernée [...] ». Les intérêts sont-ils imposés pour « chacune des juridictions » selon les critères établis par celles-ci ou sont-ils imposés selon le type de carburant?*



Interprétation du conseil

Un sondage effectué indique sans équivoque que presque toutes les juridictions imposent des intérêts pour chaque type de carburant. Comme certains fournissent une déclaration distincte selon le type de carburant, il serait difficile d'établir la taxe due avant d'établir les intérêts. (Communiquez avec le Secrétariat général pour en savoir plus sur le sondage.)

[NOTE DE L'ÉDITEUR : Depuis que la décision arrêtée à la suite du vote 11-1996 est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1998, le commentaire découlant de la ratification du litige 44-95 n'est plus valide, puisqu'il est contraire au libellé du vote 11-1996. Les dispositions concernant le calcul des intérêts établis à la suite d'une vérification se trouvent maintenant à l'alinéa .010 du paragraphe .300 de l'article R1230 de l'Entente. Le commentaire concernant le litige 44-95 est donné à titre de référence seulement.]

R1230 En juillet 1995, les membres ont convenu à l'unanimité d'inclure l'interprétation du conseil portant sur le litige 44-95 en texte explicatif de l'article R1230 de l'Entente.

LITIGE : Quelle méthode convient-il d'adopter pour calculer les intérêts dans le cadre d'une vérification? À la réunion annuelle en 1994, les membres ont comparé deux méthodes, l'une dite « majoritaire » et l'autre dite « minoritaire », pour le calcul des intérêts dans le cadre d'une vérification. Fondamentalement, selon la méthode dite « majoritaire », les intérêts sont d'abord calculés sur les sommes dues jusqu'à la fin de la période de vérification et les crédits sont appliqués ensuite. Selon la méthode dite « minoritaire », les crédits sont appliqués à la date d'échéance de la période visée et les intérêts ne sont dus que sur la taxe nette.

Interprétation du conseil

L'Entente n'exige pas de méthode spécifique de calcul des intérêts dans le cadre d'une vérification. Les deux méthodes, majoritaire et minoritaire, sont acceptables.

R1230.100 À la suite du vote 2-2010, le paragraphe .100 de l'article R1230 a été modifié pour apporter des changements au calcul des intérêts dans les juridictions américaines à partir du 1^{er} juillet 2013.

R1230.300 À la suite du vote 5-1998, le paragraphe .300 de l'article R1230 a été modifié pour préciser comment les intérêts relatifs à une vérification doivent être calculés. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 23 octobre 1998.

R1230.300 À la suite du vote 15-2004, les articles de l'Entente ont été modifiés pour y ajouter des éclaircissements et rendre le libellé plus conforme à tous les documents qui régissent l'Entente. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2006.

R1230.300 À la suite du vote 6-2004, le sous-alinéa .005 du paragraphe .300 de l'article R1230 a été modifié pour définir clairement le calcul des intérêts. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2006.

R1240.300 À la suite du vote 11-1996, le paragraphe .300 de l'article R1240 de l'Entente a été modifié pour formuler explicitement comment les intérêts résultant de la vérification doivent être calculés. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1998.

R1240.300 Voyez le commentaire sur l'article R1230 de l'Entente concernant la perception des intérêts pour toutes les juridictions.

R1250 À la suite du vote 2-1998, l'article R1250 de l'Entente a été modifié pour y ajouter les dispositions sur les responsabilités d'une juridiction dans les procédures de faillite. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2000.

R1260 À la suite du vote 12-92, l'article R1250 de l'Entente a été modifié pour permettre aux juridictions de renoncer aux intérêts si leurs lois leur permettent. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1993.

R1260 L'article R1260 portait le numéro R1250, avant juillet 2000.



- R1260 À la suite du vote 15-2004, les articles de l'Entente ont été modifiés pour y ajouter des éclaircissements et rendre le libellé plus conforme à tous les documents qui régissent l'Entente. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2006.*
- R1270 Voyez le commentaire sur le paragraphe .200 de l'article R410 et le paragraphe .200 de l'article R420 de l'Entente concernant l'applicabilité des propres procédures administratives d'une juridiction d'attache.*
- R1270 L'article R1270 portait le numéro R1260, avant juillet 2000.*
- R1270 À la suite du vote 5-2005, l'Entente a été modifiée pour y indiquer que les avis de révocation des permis seront envoyés conformément aux lois de la juridiction d'attache. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2007.*



CHAPITRE XIII

R1300 Vérifications

R1310 Vérifications auprès des titulaires de permis

La juridiction d'attache doit procéder à des vérifications auprès de ses titulaires de permis, au nom de toutes les juridictions membres. Cette mesure n'empêche pas une autre juridiction de procéder aussi à une vérification auprès du titulaire d'un permis. Toutefois, il appartient alors à la juridiction en question de payer tous les frais relatifs à la vérification.

R1320 Exigences de la vérification

Les vérifications effectuées par les juridictions membres aux termes de ce chapitre doivent respecter toutes les exigences établies dans l'Entente, le *Manuel des procédures* et le *Manuel de vérification*.

*R1330 Manuel de vérification

Le *Manuel de vérification* doit contenir les règles relatives à la réalisation des vérifications effectuées en vertu de l'Entente et à l'emploi, par les juridictions membres, du personnel de vérification nécessaire à la réalisation de ces vérifications.

R1340 Examen et révision des exigences de la vérification

- .100 Le Comité de vérification doit réviser les exigences de l'Entente en matière de vérification au moins une fois tous les trois ans.
- .200 Les changements proposés doivent être soumis à l'approbation des juridictions membres, conformément au chapitre XVI de l'Entente.
- .300 Les changements apportés au *Manuel de vérification* n'entreront en vigueur qu'après un avis d'au moins un an, à moins qu'il ne soit décidé à l'unanimité de les adopter plus tôt.

R1350 Vérifications conjointes

Une vérification auprès d'un titulaire de permis peut être effectuée conjointement par la juridiction d'attache et une ou plusieurs autres juridictions membres. Dans de tels cas, la juridiction d'attache doit mener le déroulement de la vérification. Les autres juridictions doivent assumer leurs propres frais de vérification. Chaque juridiction membre qui participe à une vérification conjointe sera considérée comme ayant satisfait aux exigences relatives à la réalisation d'une vérification en vertu de l'article A250 du *Manuel de vérification*.



*** R1360 Nouvelle vérification et nouvel examen**

- .100** Toute juridiction membre peut examiner de nouveau les résultats d'une vérification effectuée par la juridiction d'attache si, après examen des documents de travail relatifs à la vérification, et dans les 45 jours suivant la réception du rapport de vérification par la juridiction membre, elle avise la juridiction d'attache de toute erreur constatée durant son examen ainsi que de son intention de procéder à un nouvel examen. Ce dernier devra porter uniquement sur la période d'échantillonnage sur laquelle s'est appuyée la juridiction d'attache pour effectuer sa vérification.
- .200** Toute juridiction membre peut soumettre le titulaire d'un permis à une nouvelle vérification si elle avise la juridiction d'attache du titulaire du permis, ainsi que le titulaire du permis, qu'elle a un motif raisonnable.
- .300** La nouvelle vérification ou le nouvel examen effectué par une juridiction membre doit se faire en collaboration avec la juridiction d'attache. Les résultats obtenus à la suite d'une nouvelle vérification ou d'un nouvel examen des résultats de la vérification initiale transmis par la juridiction d'attache doivent être conciliés avec ces derniers. Les nouveaux résultats devront être transmis par la juridiction d'attache. Toute juridiction membre qui procède à une nouvelle vérification ou à un nouvel examen doit payer les frais qu'elle engage à cet égard.

R1370 Rapports de vérification

- .100** Conformément à l'article A460 du *Manuel de vérification*, la juridiction d'attache doit, à la fin de toute vérification, remettre un rapport de vérification au titulaire de permis ainsi qu'à toutes les juridictions membres dans lesquelles le titulaire de permis a déclaré, ou était tenu de déclarer, une distance ou du carburant pendant la période visée par la vérification. Les délais prévus aux articles R1360 et R1390 doivent commencer à la date à laquelle la juridiction d'attache remet le rapport final de vérification au titulaire de permis.
- .200** La juridiction d'attache doit, sur demande, fournir une copie du rapport de vérification ou des documents de travail relatifs à une vérification à une autre juridiction membre. Une copie du rapport de vérification, des documents de travail, des pièces justificatives et de toute communication pertinente suivant la vérification doit être conservée, à titre de partie du dossier de vérification, par la juridiction d'attache pour la période prévue à l'article P910 du *Manuel des procédures*.
- .300** Les annexes et les feuilles de calcul justifiant les résultats de la vérification doivent pouvoir être consultées par le titulaire de permis s'il en fait la demande.

R1380 Résultats de vérification

Les réajustements de la taxe sur les carburants découlant des résultats de la vérification seront documentés et inclus dans les transmissions mensuelles.

Dans le cas où les résultats d'une vérification indiquent que les sommes dues aux juridictions membres visées ont été remboursées en entier par le titulaire de permis à la date d'échéance fixée par la juridiction d'attache ou avant, ces sommes seront versées par la juridiction d'attache aux juridictions membres visées de la manière et au moment prévus par l'article P1040 du *Manuel des procédures*.

Dans le cas où la juridiction d'attache transmet ou fait transmettre à une juridiction membre des informations qui indiquent que des sommes lui sont dues, la juridiction qui fait l'objet de la facturation doit remettre ces sommes à la juridiction d'attache, conformément à l'article P1040 du *Manuel des procédures*.

Si un titulaire de permis néglige de remettre la totalité des sommes dues à la date d'échéance fixée par la juridiction d'attache ou avant, cette dernière peut choisir l'une ou l'autre des options suivantes pour remettre les sommes de la vérification aux juridictions membres visées.



Option 1

La juridiction d'attache peut remettre une somme additionnelle due par un titulaire de permis aux juridictions membres visées lorsqu'elle reçoit le paiement. Au moment où la juridiction d'attache reçoit un paiement partiel, elle doit le remettre, selon une formule de prorata, aux juridictions membres visées le dernier jour du mois suivant celui où elle a reçu la somme du titulaire de permis. Les sommes qui sont dues au titulaire de permis par une ou plusieurs des juridictions membres visées et qui constituent des crédits doivent être considérées comme un paiement fait par le titulaire de permis. Le total des sommes qui sont dues au titulaire de permis et qui constituent des crédits, ainsi que des paiements réels faits par ce dernier, doit être réparti entre chacune des juridictions membres visées, selon la formule suivante :

$$\frac{\text{Montant net dû à une juridiction}}{\text{Montant total dû à toutes les juridictions}} \times \frac{\text{crédits ou paiements disponibles à répartir}}$$

Si la juridiction d'attache constate qu'un montant établi à la suite de la vérification doit être payé, qu'elle ne l'a pas remis aux juridictions membres visées et qu'il s'avère que le montant est réputé irrécouvrable pour une ou plusieurs des raisons énoncées à l'alinéa .010 du paragraphe .200 de l'article P1060 du *Manuel des procédures*, la juridiction d'attache doit en informer les juridictions membres visées dans les 60 jours qui suivent le constat du montant irrécouvrable.

Option 2

La juridiction d'attache peut payer en entier, à chacune des juridictions membres visées, un montant établi à la suite d'une vérification. Si la totalité ou une partie des fonds remis initialement aux juridictions membres visées sont ultérieurement réputés irrécouvrables pour une ou plusieurs des raisons énoncées à l'alinéa .010 du paragraphe .200 de l'article P1060 du *Manuel des procédures*, la juridiction d'attache a le droit d'obtenir un remboursement des sommes précédemment remises. Si une partie de la somme précédemment remise est réputée irrécouvrable, le montant du remboursement dû par chaque juridiction membre visée sera calculé selon une formule de prorata décrite dans les paragraphes relatifs à l'option 1. Ce remboursement doit s'effectuer au moyen d'un réajustement inclus dans une transmission mensuelle ultérieure. Les réajustements faits concernant des montants qui ont été établis à la suite d'une vérification, qui ont été précédemment remis et qui sont réputés irrécouvrables doivent être indiqués comme tels dans la transmission.

R1390 Appels

La juridiction d'attache doit permettre au titulaire de permis, pendant au moins 30 jours à partir de la date à laquelle les résultats d'une vérification ou d'un nouvel examen lui sont communiqués, de déposer un appel par écrit. L'appel se déroulera selon les procédures administratives et d'appel de la juridiction d'attache. À la suite de la conclusion du processus d'appel, la juridiction d'attache avisera toutes les juridictions membres visées des résultats de l'appel.



Commentaires sur le chapitre XIII

- R1300 *À la suite du vote 3-2014, plusieurs articles du chapitre XIII de l'Entente, soit les articles R1320, R1330, R1340, R1350 et R1370, ont été modifiés. Les articles R1380 et R1390 ont été ajoutés. Les articles R1310 et R1360, quant à eux, demeurent inchangés. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2017.*
- R1330 *Voyez le commentaire aux articles A310 et A320 du Manuel de vérification au sujet du calcul de la comptabilité de vérification des faibles distances et des distances élevées.*
- R1330 *Voyez le commentaire au paragraphe .100 de l'article A660 du Manuel de vérification au sujet du contenu exigé dans le rapport de vérification du titulaire de permis.*
- R1360 *À la réunion annuelle de Denver, au Colorado, en juillet 1990, les États du Sud ont exprimé leurs préoccupations à l'égard des politiques et des procédures de vérification. La décision arrêtée à la suite du vote 90-316-1 est entrée en vigueur le 14 janvier 1994, remplaçant l'article R1360 de l'Entente et modifiant les procédures relatives à une nouvelle vérification effectuée auprès d'un titulaire de permis.*
- R1360.100 *À la suite du vote 6-1997, le paragraphe .100 de l'article R1360 de l'Entente a été modifié pour remplacer l'expression résultats de la vérification par rapport de vérification. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1999.*



CHAPITRE XIV

* R1400 Procédures d'appel

Les procédures d'appel décrites ci-dessous ne s'appliquent pas au Québec en vertu de l'article 9.0.6R17 du Règlement sur l'administration fiscale (RLRQ, c. A-6.002, r. 1). Cependant, l'article 93.1.1 de la Loi sur l'administration fiscale (RLRQ, c. A-6.002) permet à une personne de s'opposer à une cotisation dans les 90 jours suivant l'avis de cotisation.

Le processus d'appel se déroulera suivant les procédures établies par la juridiction d'attache. Les articles R1410, R1420 et R1430 ne s'appliquent que si une juridiction d'attache ne précise pas, dans ses procédures administratives, les lois ou les règles à suivre pour interjeter appel d'une action ou des résultats d'une vérification.

* R1410 Demande d'audition

Le titulaire d'un permis, ou la personne qui a fait une demande de permis, peut interjeter appel d'une action ou des résultats d'une vérification transmis par le commissaire de sa juridiction d'attache, en présentant une demande d'audition par écrit dans les 30 jours qui suivent la signification de l'action ou des résultats de la vérification. Si l'audition n'est pas demandée par écrit dans ce délai, l'action ou les résultats seront sans appel.

R1420 Avis concernant l'audition

L'audition doit être tenue avec célérité, mais elle peut être prolongée si un motif raisonnable est invoqué par l'une ou l'autre des parties. La juridiction d'attache doit fournir par écrit un avis précisant la date et le lieu de l'audition, au moins dans les 20 jours qui la précèdent.

R1430 Procédures d'audition

- .100 L'appelant peut se présenter à l'audition en personne, ou se faire représenter par un conseiller juridique, et il a le droit de présenter des témoins, des documents ou d'autres preuves pertinentes pour établir le bien-fondé de son appel.
- .200 Si un titulaire de permis interjette appel d'une cotisation établie pour une ou plusieurs juridictions, il reviendra à la juridiction d'attache de prendre part au processus d'appel au nom des autres juridictions.

R1440 Avis concernant les conclusions

La juridiction d'attache informera l'appelant des conclusions tirées des faits soumis et de la décision rendue concernant son appel.



R1450 Demandes d'appel ultérieures

- .100** Tout appel ultérieur devra se faire selon les lois en vigueur dans la juridiction visée.
- .200** Dans le cas d'une vérification, si le titulaire du permis demeure en désaccord avec les résultats de la vérification initiale, il peut demander à n'importe quelle juridiction ou à chaque juridiction de vérifier ses registres. Chaque juridiction à qui une demande est faite est libre de l'accepter ou de la rejeter. Chaque juridiction qui décide de vérifier les registres du titulaire de permis ne doit vérifier que la partie des activités de ce dernier qui la concerne. Le titulaire du permis doit faire en sorte que ses registres puissent être consultés dans les bureaux de la juridiction concernée, ou à un endroit désigné par la juridiction en question, ou encore payer une indemnité quotidienne et rembourser des frais de déplacement raisonnables afin que des vérificateurs se rendent à son établissement pour effectuer leur travail.

Commentaires sur le chapitre XIV

- R1400 À la suite du vote 2-2002, l'article R1400 a été modifié pour y ajouter que les articles R1410, R1420 et R1430 ne s'appliquent que si la juridiction ne possède pas de lois concernant les appels. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2004.*
- R1410 Voyez le commentaire sur le paragraphe .200 de l'article R410 et le paragraphe .200 de l'article R420 de l'Entente concernant l'applicabilité des propres procédures administratives d'une juridiction d'attache.*



CHAPITRE XV

R1500 Adhésion

* R1505 Demande d'adhésion

Toute juridiction peut demander de devenir partie à la présente entente en présentant la résolution d'adoption prescrite au Secrétariat général, qui la soumettra au vote de toutes les juridictions membres. L'adhésion à l'Entente équivaut à l'adhésion à IFTA Inc., qui administre l'Entente.

* R1510 Conditions d'adhésion

Le demandeur doit accepter de se conformer aux modalités, aux conditions et aux exigences de l'Entente, du *Manuel des procédures*, du *Manuel de vérification* ainsi qu'aux règlements de l'Association. Il doit aussi accepter de faire ce qui suit.

- .100 Se conformer aux politiques et aux procédures en matière de vérification, incluant l'embauche d'un nombre suffisant de vérificateurs, pour s'assurer que la vérification des titulaires de permis est effectuée selon les exigences de l'article A240 du *Manuel de vérification*.
- .200 Se soumettre à une vérification de conformité au programme en vue de déterminer s'il respecte l'Entente. Cette vérification s'effectuera un an après l'entrée en vigueur de l'Entente et une fois tous les cinq ans par la suite, à moins qu'une vérification ne soit ordonnée, conformément aux dispositions de l'Entente.
- .300 Présenter un rapport annuel au Secrétariat général, comme il est précisé dans le *Manuel des procédures*.

* R1515 Résolution d'adoption

La résolution d'adoption devra contenir des énoncés relatifs aux conditions pour adhérer à l'Entente et comprendre ce qui suit :

- .100 une copie de la loi autorisant la juridiction à adhérer à l'Entente et à se conformer à celle-ci;
- .200 un document précisant quels carburants sont taxables ainsi que leur taux de taxation;
- .300 un document établissant
 - .005 le nombre de titulaires de permis éventuels dans la juridiction;
 - .010 le nombre de personnes affectées à la vérification en vertu de l'Entente;
 - .015 le nombre de personnes qui font partie du personnel de supervision et de bureau et qui se consacreront à la réception, au traitement ainsi qu'au versement des fonds reçus en vertu des dispositions de l'Entente.

R1520 Approbation de la résolution d'adoption

Le Secrétariat général mettra à la disposition de toutes les juridictions membres une solution de vote électronique pour approuver la résolution d'adoption. Seuls les membres admissibles auront le droit de vote. L'adhésion sera accordée au demandeur, à moins que la résolution d'adoption reçoive plus qu'un vote négatif. Une juridiction admissible qui omettra de transmettre son vote au scrutin concernant une nouvelle adhésion dans les 120 jours suivant la réception de son bulletin de vote sera réputée avoir approuvé la demande d'adhésion.

R1525 Entrée en vigueur de l'adhésion

L'adhésion entrera en vigueur quand les juridictions membres l'auront approuvée et que les frais d'adhésion exigés auront été payés.

*** R1530 Date d'entrée en vigueur de l'Entente**

- .100** La date d'entrée en vigueur de l'Entente pour tout nouveau membre sera le 1^{er} janvier ou le 1^{er} juillet qui suivra les deux trimestres civils écoulés depuis la date de son adhésion;
- .200** ou une autre date d'entrée en vigueur précisée dans la résolution d'adoption et acceptée par toutes les juridictions membres.

R1535 Demande de permis dans la nouvelle juridiction

- .100** La nouvelle juridiction membre doit faire parvenir à chaque juridiction membre la liste complète de tous les transporteurs établis dans cette juridiction membre, qui sont actuellement titulaires d'un permis relatif à la taxe sur les carburants et qui exercent des activités dans la nouvelle juridiction membre.
- .200** Les juridictions membres doivent faire parvenir à la nouvelle juridiction membre la liste complète de tous les comptes que détiennent dans la nouvelle juridiction les titulaires de permis qui relèvent de leur compétence.
- .300** La nouvelle juridiction membre doit délivrer aux transporteurs relevant de sa compétence les pièces justificatives relatives à l'Entente, annulant tous les comptes existants relatifs à la taxe sur les carburants.
- .400** Au moment de la réception de la demande d'adhésion de la nouvelle juridiction, les juridictions membres doivent annuler les comptes relatifs à la taxe sur les carburants des transporteurs établis dans la nouvelle juridiction membre.

R1540 Omission de respecter la date prévue pour l'entrée en vigueur de l'Entente

Si l'Entente n'est pas en vigueur à compter de la date où elle devait l'être, le demandeur devra soumettre une autre demande.

*** R1545 Statut de membre actif**

Pour conserver le statut de membre actif, la juridiction doit

- .100** percevoir et transférer les droits pour les autres juridictions en temps opportun;
- .200** payer les frais d'adhésion en temps opportun;
- .300** respecter toutes les autres dispositions de l'Entente.

Le droit de vote visé à l'article R1546 sera accordé seulement aux juridictions membres admissibles ayant le statut de membre actif.

R1546 Droit de vote

- .100** Le droit de vote est accordé aux juridictions membres admissibles au sens de l'article R220. Il est établi au moment où la juridiction vote; si une juridiction ne vote pas, il est établi le dernier jour où celle-ci aurait pu voter.
- .200** Le nombre total de juridictions membres admissibles sera déterminé en fonction du nombre de juridictions ayant le droit de vote en vertu du présent article.

R1550 Annulation de l'adhésion

Un membre peut se retirer de l'Entente en fournissant par écrit un avis à toutes les juridictions membres, au moins deux trimestres civils complets avant de se retirer. Chaque juridiction membre doit en aviser chacun des titulaires de permis qui relèvent de sa compétence, au moins un trimestre civil complet avant la date d'annulation. Toutefois, le retrait d'une juridiction n'aura pas d'incidence sur la présente entente entre les autres juridictions. Toutes les pièces justificatives qui auront été délivrées en vertu de l'Entente par la juridiction qui se retire, seront valides jusqu'à la date d'entrée en vigueur du retrait.



.100 Processus de règlement des litiges

Les litiges concernant le respect des termes de l'Entente peuvent être résolus selon le processus de règlement des litiges établi dans celle-ci. Ce processus peut être utilisé pour résoudre les litiges suivants seulement :

- .005 les litiges concernant le respect des termes de l'Entente, qui opposent des juridictions membres;
- .010 les litiges concernant le respect des termes de l'Entente, qui opposent des juridictions membres et des titulaires de permis, dans les cas où ces derniers ne disposent d'aucun correctif administratif dans la juridiction visée par le litige. Le présent article ne s'applique pas aux litiges qui opposent les juridictions membres et les titulaires de permis et qui portent sur des questions de droit substantielles, y compris, mais sans s'y limiter, les questions portant sur les lois qui régissent l'imposition, la cotisation, ainsi que la perception des taxes sur les carburants, aux termes de l'Entente;
- .015 les litiges concernant la non-conformité si 1) le processus de vérification de conformité au programme, y compris le suivi, a été complété et 2) un rapport final de non-conformité a été produit par le Comité de vérification de conformité au programme relativement à l'article R970, R1210, R1230, R1260, R1270, R1370 ou R1380 de l'Entente, à l'article P1040 du *Manuel des procédures* ou à l'article A250 ou A260 du *Manuel de vérification*.

.200 Soumission d'un rapport final de non-conformité

Une fois le suivi effectué, un rapport final de non-conformité produit par le Comité de vérification de conformité au programme relativement à l'article R970, R1210, R1230, R1260, R1270, R1370 ou R1380 de l'Entente, à l'article P1040 du *Manuel des procédures* ou à l'article A250 ou A260 du *Manuel de vérification* doit être soumis au Comité de résolution des différends pour être entendu en tant que litige. Le rapport doit aussi être envoyé au directeur général d'IFTA Inc., qui le fera suivre aux juridictions membres.

.300 Processus d'expulsion

- .005 Le conseil d'administration d'IFTA Inc. peut demander une résolution pour expulser une juridiction membre qui n'a pas pris les dispositions nécessaires pour rendre son programme conforme à l'Entente dans l'année qui a suivi le moment où elle a perdu son droit de vote selon les dispositions pénales prévues dans le processus de règlement des litiges.
- .010 Le conseil doit soumettre une résolution d'expulsion aux membres de l'Entente pour obtenir leur approbation. Un bulletin de vote sur lequel pourront voter les juridictions membres sera joint à la résolution. Une copie de la résolution sera envoyée à la juridiction visée, mais cette dernière n'aura pas droit de vote.
- .015 Une résolution expulsant une juridiction membre de l'Entente doit obtenir par écrit le vote affirmatif des trois quarts de toutes les juridictions membres admissibles, à l'exclusion de la juridiction visée. Dans le contexte de cet article, un vote soumis électroniquement au moyen d'une solution fournie par IFTA Inc. est considéré comme un vote par écrit.
- .020 Les juridictions membres admissibles disposent de 60 jours à compter de la date de délivrance de la résolution pour se prévaloir de leur droit de vote à l'égard de celle-ci. Une juridiction membre admissible qui omettra de soumettre son vote au scrutin sera réputée avoir voté contre la résolution d'expulsion.
- .025 Si les juridictions membres approuvent la résolution d'expulsion, le conseil d'administration avisera la juridiction visée de son expulsion de l'Entente. Une copie de la résolution sera transmise au gouverneur de l'État américain intéressé ou au premier ministre de la province canadienne intéressée, de même qu'au secrétaire des Transports aux États-Unis.



Commentaires sur le chapitre XV

R1505

R1510 *À la suite du vote 90-312-1, les articles de l'Entente ont été modifiés pour créer IFTA Inc. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 15 février 1991. Les paragraphes et les articles suivants de l'Entente ont été modifiés à la suite de ce vote : les paragraphes .100, .200 et .300 de l'article R1510, l'article R1515, l'article R1545, les paragraphes .100, .200, .300, .400 et .600 de l'article R1810 et les paragraphes .100 et .200 de l'article R1820.*

R1510.100 *Voyez le commentaire au paragraphe .100 de l'article A660 du Manuel de vérification au sujet du contenu exigé dans le rapport de vérification du titulaire de permis.*

[NOTE DE L'ÉDITEUR : Depuis que la décision arrêtée à la suite du vote 14-1995 est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1997, le commentaire découlant de la ratification du litige 8, question 1, est donné à titre de référence seulement. Le libellé concernant l'entrée en vigueur des exigences de vérification se trouve maintenant à l'article A310 du *Manuel de vérification*.]

R1510.100 *En juillet 1991, les membres ont convenu à l'unanimité d'inclure l'interprétation du conseil portant sur le litige 8, questions 1 et 2, en texte explicatif du paragraphe .100 de l'article R1510 de l'Entente.*

Question 1 :

La plupart des États n'entament pas leur programme de vérification aux termes de l'Entente avant d'avoir en main les déclarations produites pour au moins une année. L'obligation d'effectuer une vérification tous les cinq ans entre-t-elle en vigueur à la date où commence le programme de vérification, à la date de la demande d'adhésion, à la date où l'adhésion est approuvée ou à la date où la première vérification au terme de trois ans peut se faire (trois ans après la production de la première déclaration prévue par l'Entente)?

Interprétation du conseil

Le conseil était d'avis qu'une juridiction devrait entamer son programme de vérification le jour où l'Entente entre en vigueur dans la juridiction en question. Le début d'un programme de vérification doit inclure, mais sans s'y restreindre, l'embauchage de personnel de vérification compétent pour satisfaire aux exigences de vérification ainsi que l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme de formation des vérificateurs. Aucune vérification ne se fera avant qu'une année ne se soit écoulée depuis la date d'entrée en vigueur de l'Entente dans la juridiction concernée.

Question 2 :

À compter du 14 janvier 1992, l'exigence relative aux vérifications changera en raison du vote 90316-2, qui fait passer le pourcentage de « 25 % tous les cinq ans » à « 15 % tous les cinq ans ». La modification a-t-elle un effet rétroactif, ou les États sont-ils tenus de conserver le taux de 25 % prévu antérieurement jusqu'à la date d'entrée en vigueur de la décision, puis d'adopter celui de 15 % par la suite?

Interprétation du conseil

Le conseil était d'avis que la modification du pourcentage concernant les vérifications, qui passe de 25 % tous les trois ans [sic] à 15 % tous les cinq ans, a un effet rétroactif et s'applique à partir de la date d'entrée en vigueur de l'Entente dans la juridiction concernée.

R1510.100 *À la suite du vote 90-316-2, le paragraphe .100 de l'article R1510 de l'Entente a été modifié pour changer le pourcentage minimal relatif aux vérifications devant être effectuées dans une période de cinq ans. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 14 février 1992.*

R1510.100 *En juillet 1996, les membres ont convenu à l'unanimité d'inclure l'interprétation du conseil portant sur le litige 49-96 en texte explicatif du paragraphe .100 de l'article R1510 de l'Entente.*

LITIGE : *Est-il possible, pour une juridiction dont la date d'entrée en vigueur de l'Entente ne correspond pas au 1^{er} janvier, de réduire les exigences de vérification de cinq ans et de 15 % en proportion du nombre de mois écoulés depuis l'entrée en vigueur de l'Entente dans la juridiction pour cette première année?*



Interprétation du conseil

Si une juridiction adhère à l'Entente à une date autre que le 1^{er} janvier, la moyenne de 3 % par année établie pour respecter les exigences de vérification de 15 % des titulaires de permis sur une période de cinq ans, sera réduite au prorata du nombre de mois écoulés depuis l'entrée en vigueur de l'Entente dans la juridiction pour cette première année. L'exigence visera ensuite chaque année civile complète qui suivra l'entrée en vigueur de l'Entente.

R1510.100 À la suite du vote 4-2001, le paragraphe .100 de l'article R1510 a été modifié pour y indiquer qu'un nombre suffisant de vérificateurs doivent être embauchés pour effectuer les vérifications prévues dans le Manuel de vérification. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 26 novembre 2001.

R1510.100 À la suite du vote 2-2009, le paragraphe .100 de l'article R1510 de l'Entente a été modifié pour changer la fréquence des vérifications de conformité au programme de quatre (4) à cinq (5) ans. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2011.

R1510.200 À la suite du vote 4-1995, le paragraphe .200 de l'article R1510 de l'Entente a été modifié pour remplacer l'expression vérification des activités par vérification de conformité au programme et pour effectuer d'autres changements compatibles avec l'ensemble des documents relatifs au programme de conformité, ratifié par les membres à la réunion annuelle de 1995. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1996.

R1515 Voyez le commentaire à l'article R1505 de l'Entente concernant la création d'IFTA Inc.

R1520 À la suite du vote 1-2020, l'Entente a été modifiée afin d'apporter plus de précisions quant à la détermination des règles de majorité concernant le vote des juridictions membres admissibles. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2022.

R1530.100 À la suite du vote 3-92, l'article R1530 de l'Entente a été modifié pour qu'il y soit indiqué que la date d'entrée en vigueur de l'Entente pour tout nouveau membre est le 1^{er} janvier ou le 1^{er} juillet seulement. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1993.

R1545 À la suite du vote 1-2020, l'Entente a été modifiée afin d'apporter plus de précisions quant à la détermination des règles de majorité concernant le vote des juridictions membres admissibles. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2022.

R1545 Voyez le commentaire sur l'article R1505 de l'Entente concernant la création d'IFTA Inc.

R1546 À la suite du vote 1-2020, l'Entente a été modifiée afin d'apporter plus de précisions quant à la détermination des règles de majorité concernant le vote des juridictions membres admissibles. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2022.

R1555 À la suite du vote 7-1995, l'article R1555 de l'Entente a été modifié pour ajouter une disposition qui autorise un processus de règlement des litiges selon lequel les juridictions membres peuvent résoudre les litiges qui les opposent, et qui permet que les titulaires de permis utilisent ce processus, mais de façon restreinte seulement. Les dispositions sur l'expulsion ont aussi été modifiées. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1997.

R1555 À la suite du vote 1-2009, l'article R1555 de l'Entente a été modifié pour permettre au Comité de vérification de conformité au programme de recommander aux membres l'amorce d'un litige les opposant à une juridiction membre si 1) la juridiction membre se trouve en situation de non-conformité à l'égard des articles des documents constitutifs une fois le processus de vérification de conformité au programme terminé, ce qui englobe le suivi ou la réévaluation et si 2) la juridiction membre s'est vue remettre par le Comité un rapport final de non-conformité. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2010.

R1555 À la suite du vote 3-2014, les numéros d'articles énumérés dans l'alinéa .015 du paragraphe .100 et dans le paragraphe .200 de l'article R1555 de l'Entente ont été corrigés. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2017.

R1555 À la suite du vote 6-2015, l'article R1555 de l'Entente a été modifié pour permettre au Comité de vérification de conformité au programme de recommander aux membres d'entamer un processus de litige contre une juridiction membre si la juridiction membre se trouve en situation de non-conformité relativement à des vérifications auprès de titulaires de permis parce qu'elle n'a pas procédé à une vérification au nom de toutes les juridictions membres (article R1310). La décision arrêtée à la suite de ce vote est immédiatement entrée en vigueur le 25 mars 2016.



- R1555 À la suite du vote 1-2020, les paragraphes .300 et .400 de l'article R1555 ont été modifiés afin d'apporter plus de précisions quant à la détermination des règles de majorité concernant le vote des juridictions membres admissibles. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2022.*
- R1555 À la suite du vote 1-2020, les paragraphes .200 et .300 de l'article R1555 ont été modifiés afin qu'un rapport final de non-conformité puisse être entendu en tant que litige sans recours au vote par les juridictions membres. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 28 janvier 2022.*



CHAPITRE XVI

* R1600 Modifications

Toute juridiction membre, de même que le Comité de vérification, le Comité des procédures, le Comité consultatif du centre d'échange d'information, le Comité d'application de la loi, le Comité de vérification de conformité au programme ou le conseil d'administration de l'Association, peut proposer des modifications à l'Entente, au *Manuel des procédures* ou au *Manuel de vérification*.

* R1605 Soumission des propositions pour commentaires

- .100 Toute modification proposée doit être soumise au Secrétariat général. Ce dernier la diffusera sous forme de projet de vote préliminaire selon la procédure longue (proposition selon la procédure longue) à toutes les juridictions membres et à tous les comités permanents de l'Association pour une période de commentaires de 45 jours.
- .200 À la fin de cette période, la proposition selon la procédure longue sera soumise au Secrétariat général en vue de son étude à la prochaine réunion des juridictions membres. La période de commentaires doit être terminée, et l'avis transmis au Secrétariat général, au moins 45 jours avant la réunion suivante des juridictions membres.
- .300 Le Secrétariat général doit aviser les juridictions membres des propositions selon la procédure longue qui ont été retenues pour examen à leur réunion suivante et remettre le texte des propositions et des commentaires reçus.

R1610 Soumission des propositions sans commentaires préliminaires

Une modification proposée peut aussi être présentée au Secrétariat général pour être considérée comme un projet de vote préliminaire selon la procédure rapide (proposition selon la procédure rapide). L'exigence de la période de commentaires préliminaires peut être enlevée

- .100 si une modification proposée est présentée au Secrétariat général au moins 45 jours avant la réunion suivante des juridictions membres, en vue de son étude lors de cette réunion;
- .200 et qu'à la réunion suivante des juridictions membres, la modification proposée reçoit un vote affirmatif d'au moins les trois quarts des juridictions membres admissibles.

R1615 Discussion lors d'une réunion

Aucune modification ne sera adoptée sans avoir fait l'objet d'une discussion à une réunion des commissaires. Toutes les propositions selon la procédure longue et selon la procédure rapide feront l'objet d'une discussion à une réunion des commissaires.

R1620 Vote selon la procédure rapide

- .100 Lors d'une réunion, la personne qui aura parrainé une proposition peut demander aux juridictions membres admissibles de voter pour ou contre le fait que la proposition selon la procédure longue devienne une proposition selon la procédure rapide, décrite à l'article R1625 de l'Entente. Un vote affirmatif d'au moins les trois quarts des juridictions membres admissibles est requis pour qu'une proposition selon la procédure longue devienne une procédure selon la procédure rapide.
- .200 Lors d'une réunion, les juridictions membres admissibles doivent voter pour ou contre le fait de conserver chaque proposition selon la procédure rapide, décrite à l'article R1625 de l'Entente. Un vote affirmatif d'au moins les trois quarts des juridictions membres admissibles est requis pour conserver chaque proposition selon la procédure rapide.



R1625 Procédures de vote rapides de 30 jours

L'adoption des propositions selon la procédure rapide qui auront reçu le vote affirmatif requis des trois quarts des juridictions membres admissibles lors de la réunion des commissaires pourra se faire de la manière suivante.

- .100** Dans les 30 jours qui suivront la réunion des commissaires, la juridiction ou le comité qui aura parrainé la proposition devra soumettre sa proposition au Secrétariat général, qui la diffusera sous forme de projet de vote préliminaire.
- .200** Le Secrétariat général diffusera le projet de vote préliminaire aux juridictions membres et aux comités permanents de l'Association, pour une période de commentaires de 30 jours.
- .300** À la fin de la période de commentaires de 30 jours, le projet de vote préliminaire sera soumis au Secrétariat général comme projet de vote final et il sera diffusé, avec tous les commentaires reçus, à toutes les juridictions membres. Celles-ci auront 30 jours pour voter sur le projet de vote final soumis en vertu du présent article.

*** R1630 Procédures de vote longues**

L'adoption des propositions selon la procédure longue à l'égard desquelles il n'y a pas eu de vote ou qui n'auront pas reçu le vote affirmatif requis des trois quarts des juridictions membres admissibles lors de la réunion des commissaires pourra se faire de la manière suivante.

- .100** Dans les 45 jours qui suivront la réunion des commissaires, la juridiction ou le comité qui aura parrainé la proposition devra soumettre sa proposition au Secrétariat général, qui la diffusera sous forme de projet de vote préliminaire.
- .200** Le Secrétariat général diffusera le projet de vote préliminaire aux juridictions membres et aux comités permanents de l'Association, pour une période de commentaires de 45 jours.
- .300** À la fin de la période de commentaires de 45 jours, le projet de vote préliminaire sera soumis au Secrétariat général comme projet de vote final et il sera diffusé, avec tous les commentaires reçus, à toutes les juridictions membres. Celles-ci auront 60 jours pour voter sur le projet de vote final soumis en vertu du présent article.

R1635 Propositions selon la procédure rapide annulées

Les propositions selon la procédure rapide qui n'auront pas reçu le vote affirmatif des trois quarts des juridictions membres admissibles ne seront pas acceptées. Les juridictions ou les comités qui les auront parrainées pourront de nouveau soumettre leurs propositions selon la méthode décrite à l'article R1605 de l'Entente. Les propositions ne pourront cependant pas faire l'objet du traitement accéléré décrit à l'article R1610 ou R1620.

*** R1640 Modifications à un projet de vote préliminaire**

Un projet de vote préliminaire peut être modifié pour qu'y soient ajoutés les commentaires reçus pendant la période prévue à cet effet, ou pour qu'y soient faits des changements techniques ou grammaticaux, avant qu'il ne devienne un projet de vote final. Si les modifications apportées à un projet de vote préliminaire sont importantes, celui-ci doit être traité comme un nouveau projet de vote préliminaire et faire l'objet d'une nouvelle période de commentaires de 45 jours. Il appartient à la juridiction ou au comité qui parraine la proposition de décider s'il s'agit de modifications importantes ou non. Cependant, si deux juridictions ou plus font savoir par écrit au Secrétariat général qu'une modification importante a été faite à la proposition, cette dernière doit faire l'objet d'une période de commentaires additionnelle de 90 jours.



R1645 Exigences relatives aux projets de vote finaux

Les projets de vote finaux doivent contenir toute l'information suivante :

- .100** le texte qui doit être pris en considération;
- .200** le texte paraissant à l'origine dans le projet de vote préliminaire;
- .300** tous les commentaires reçus pendant la période de commentaires;
- .400** la date où le vote doit avoir été complété;
- .500** la date d'entrée en vigueur de la modification.

*** R1650 Approbation des modifications**

- .100** Seul le commissaire, ou un délégué nommé par écrit par lui, a autorité pour voter en ce qui concerne des modifications, des présences ou des interprétations.
- .200** Le vote affirmatif par écrit des trois quarts des juridictions membres admissibles est exigé pour modifier l'Entente, le *Manuel des procédures* ou le *Manuel de vérification*.
- .300** Une juridiction peut s'abstenir de voter, mais un projet de vote final peut encore ne pas être accepté si le vote affirmatif des trois quarts des juridictions membres admissibles n'a pas été obtenu.
- .400** Les juridictions membres admissibles qui ne font pas parvenir leur vote relatif à une modification dans les délais prescrits sont réputées avoir voté contre la modification, à l'exception de ce qui est prévu à l'article R1655 de l'Entente.

*** R1655 Date d'entrée en vigueur des modifications**

La date d'entrée en vigueur de toutes les modifications est, sauf indication contraire, le premier jour de janvier ou de juillet, selon la première date à survenir après 12 mois complets suivant la fermeture de la période de vote. Une autre date peut être retenue si les trois quarts du nombre total des juridictions membres admissibles donnent leur accord. Si une autre date est demandée, elle doit faire l'objet d'un vote distinct de celui concernant la modification. Les juridictions membres admissibles qui n'auront pas voté sur la nouvelle date d'entrée en vigueur de la modification dans les délais prescrits seront réputées avoir voté négativement.

R1660 Retrait des propositions de modification

Une proposition de modification peut être retirée par la juridiction ou le comité qui la parraine à n'importe quel moment durant le processus.



Commentaires sur le chapitre XVI

- R1600 À la suite du vote 90-312-2, le chapitre XVI de l'Entente a été modifié et la procédure de votation a été simplifiée. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 7 janvier 1992.*
- R1600 À la suite du vote 9-2000, l'article R1600 de l'Entente a été modifié pour autoriser le Comité d'application de la loi et le Comité de vérification de conformité au programme à présenter des propositions de modification à l'Entente. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 24 octobre 2000.*
- R1600 À la suite du vote 4-2009, l'article R1600 de l'Entente a été modifié pour créer le Comité consultatif du centre d'échange d'information en tant que comité permanent et l'autoriser à proposer des projets de vote. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2010.*
- R1600 À la suite du vote 1-2020, le paragraphe .200 de l'article R1610, les paragraphes .100 et .200 de l'article R1620 et les articles R1625, R1630, R1635 et R1655 ont été modifiés afin d'apporter plus de précisions quant à la détermination des règles de majorité concernant le vote des juridictions membres admissibles. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2022.*
- R1605.100 À la suite du vote 2-2003, le paragraphe .100 de l'article R1605 a été modifié afin de réduire de 90 à 45 jours la période de commentaires des projets de vote selon la procédure longue. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2005.*
- R1630 À la suite du vote 2-2001, l'article R1630 de l'Entente a été modifié pour y changer la période de révision par la juridiction ou le comité qui parraine la proposition et raccourcir la seconde période de commentaires de 90 à 45 jours. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 26 novembre 2001.*
- R1630.300 À la suite du vote 2-2003, les paragraphes .200 et .300 ont été modifiés afin de réduire de 90 à 60 jours la période pendant laquelle les juridictions peuvent voter selon la procédure de vote longue. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2005.*
- R1640 À la suite du vote 2-2001, l'article R1640 de l'Entente a été modifié pour raccourcir la période additionnelle de commentaires de 90 à 45 jours. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 26 novembre 2001.*
- R1650.200 À la suite du vote 2-2001, le paragraphe .200 de l'article R1650 de l'Entente a été modifié pour préciser qu'un vote soumis électroniquement est considéré comme un vote par écrit. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 26 novembre 2001.*
- R1655 À la suite du vote 5-2004, l'article R1655 de l'Entente a été modifié pour changer l'obligation de conformité avec l'article R1650. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2006.*



CHAPITRE XVII

* R1700 Documents sur les litiges et interprétation du conseil

R1710 Documents sur les litiges

Toute juridiction membre, tout comité permanent ou le conseil d'administration de l'Association peut présenter à IFTA Inc. des demandes d'éclaircissement ou d'interprétation sur les exigences énoncées dans l'Entente, le *Manuel des procédures* ou le *Manuel de vérification*.

* R1720 Interprétations du conseil

- .100 Le conseil d'administration de l'Association peut faire des interprétations du conseil en réponse à des demandes d'éclaircissement ou informer le demandeur des raisons pour lesquelles une interprétation du conseil ne sera pas publiée. Ces interprétations seront présentées à l'assemblée annuelle pour y être examinées et les trois quarts des juridictions membres admissibles devront voter affirmativement pour les ratifier et les faire inclure comme commentaires dans l'Entente ou les manuels applicables.
- .200 Un commentaire inclus dans l'Entente lie les juridictions membres, à moins que l'article auquel le commentaire s'applique ne soit par la suite modifié en profondeur dans l'Entente.
- .300 Les interprétations qui n'obtiennent pas le nombre de votes suffisant pour la ratification peuvent être soumises au vote selon la procédure décrite au chapitre XVI.

Commentaires sur le chapitre XVII

- R1700 *À la suite du vote 15-1995, l'Entente a été modifiée pour ajouter le chapitre XVII afin d'officialiser le processus utilisé par le conseil d'administration de l'Association pour interpréter les documents principaux et soumettre au conseil ces interprétations pour ratification. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1997.*
- R1720 *À la suite du vote 3-2001, l'article R1710, qui prévoit que le conseil d'administration de l'Association publiera une interprétation ou informera le demandeur des raisons pour lesquelles une interprétation ne sera pas publiée, a été modifié. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2003.*
- R1720.200 *À la suite du vote 3-2001, le paragraphe .200 de l'article R1720 a été ajouté pour qu'un commentaire ajouté devienne exécutoire pour les juridictions membres à moins que l'article auquel le commentaire s'applique ne soit ensuite modifié par un vote. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2003. De plus, l'ancien paragraphe .200 de l'article R1720 a été renuméroté et devient le paragraphe .300 de l'article R1720.*
- R1720 *À la suite du vote 1-2020, l'Entente a été modifiée afin d'apporter plus de précisions quant à la détermination des règles de majorité concernant le vote des juridictions membres admissibles. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2022.*



CHAPITRE XVIII

R1800 Administration

* R1810 International Fuel Tax Association, Inc.

L'International Fuel Tax Association (ci-après appelée l'*Association*) est créée pour administrer l'Entente. L'adhésion à l'Entente équivaut à l'adhésion à l'Association.

.100 Règlements de l'Association

Les règlements de l'Association prévoient et régissent la création, la sélection et les responsabilités du conseil d'administration et de leurs représentants. Les règlements portent également sur les 12 membres du Comité de vérification, du Comité des procédures, du Comité consultatif de l'industrie et du Comité juridique. Ils prévoient aussi la création d'autres comités permanents ou spéciaux et la composition de ces derniers. Les juridictions membres doivent accepter de se conformer aux règlements pour conserver leur statut de membre.

.200 Comités

.010 Comité des procédures

Le Comité des procédures est créé afin de réviser et de tenir à jour le *Manuel des procédures*.

.020 Comité de vérification

Le Comité de vérification est créé afin de réviser et de tenir à jour le *Manuel de vérification*.

.030 Comité consultatif de l'industrie

Le Comité consultatif de l'industrie est créé afin de conseiller et d'aider le Comité des procédures et le Comité de vérification.

.040 Comité de vérification de conformité au programme

Le Comité de vérification de conformité au programme est créé pour s'acquitter des fonctions et des tâches prévues dans le *Guide sur la vérification de la conformité au programme*. Le Comité de vérification de conformité au programme doit aussi s'acquitter des fonctions et des tâches prévues dans l'Entente. Les membres doivent être choisis comme il est précisé dans le *Guide*.

.050 Comité d'application de la loi

Le Comité d'application de la loi est créé pour conseiller les membres dans des cas d'application de la loi, au moyen de rapports au conseil d'administration d'IFTA Inc. Les membres du Comité seront des représentants des organismes chargés de l'application des lois concernant les transporteurs dans les juridictions membres, dont l'Entente. Les questions en litige seront confiées au Comité d'application de la loi par le conseil d'administration.

.060 Comité de résolution des différends

Le Comité de résolution des différends est créé pour entendre les litiges déposés en vertu de l'article R1555. Les membres du Comité seront choisis selon les dispositions de la charte du Comité et s'acquitteront des fonctions décrites dans le processus de résolution des différends.

.070 Comité consultatif du centre d'échange d'information

Le Comité consultatif du centre d'échange d'information est créé pour faire des recommandations au conseil d'administration et au directeur général d'IFTA Inc. sur les règles d'opération du centre d'échange d'information d'IFTA Inc. afin de s'assurer que ce dernier est exploité en fonction des exigences de l'Entente. Le Comité peut aussi suggérer d'apporter des améliorations au centre d'échange d'information, proposer des projets de vote et offrir un soutien technique aux membres.



.080 Comité juridique

Le Comité juridique est créé pour offrir un soutien juridique à l'Association, aux comités, au conseil d'administration et aux juridictions membres. Le Comité formera le personnel juridique des juridictions membres participantes, facilitera la collaboration entre les juridictions membres relativement aux enjeux légaux, et participera à la préparation et au contrôle des votes, des modifications réglementaires et des propositions. Il fournira également d'autres services à la demande du conseil d'administration.

.300 Droits d'adhésion

Pour couvrir les frais d'administration, des droits d'adhésion seront perçus annuellement; ils seront déterminés d'après un budget adopté par la majorité des juridictions membres admissibles à la réunion annuelle. Les droits seront partagés également entre les membres actuels. Ils seront établis sur la base d'un exercice financier allant du 1^{er} juillet au 30 juin.

.400 Droits d'adhésion pour les nouveaux membres

Tout nouveau membre se verra imposer des droits d'adhésion comme suit :

Le montant annuel que chaque membre actuel doit payer, divisé par 12 et multiplié par le nombre de mois complets compris dans l'exercice, à partir de la date de réception des votes nécessaires à son adhésion.

Les droits ne seront pas remboursés à une juridiction qui ne respecte pas la date prévue en ce qui a trait à l'entrée en vigueur de l'Entente.

.500 Réunion annuelle

Les juridictions membres se réuniront annuellement aux fins de l'administration de l'Entente.

*** R1820 Secrétariat général**

.100 Sélection

Le Secrétariat général sera choisi par le vote majoritaire des juridictions membres admissibles.

.200 Fonctions

Le Secrétariat général accomplira les fonctions décrites dans l'Entente, les règlements de l'Association et son contrat avec l'Association.

.005 Tous les ordres du jour, avis de réunion, augmentations de taux et autres renseignements relatifs à l'Entente seront expédiés par la poste par le Secrétariat général.

.010 Le Secrétariat général doit réviser, mettre à jour et conserver l'Entente, le *Manuel des procédures* et le *Manuel de vérification*.



Commentaires sur le chapitre XVIII

R1810.100 Voyez le commentaire sur l'article R1510 de l'Entente concernant la création d'IFTA Inc.

R1810.100 À la suite du vote 2-2020, l'Entente a été modifiée afin de refléter l'addition du Comité juridique aux règlements. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 30 décembre 2020.

R1810.200

R1810.300

R1810.400

R1810.200 À la suite du vote 2-2005, l'article R1810 de l'Entente a été modifié par la renumérotation du paragraphe .200 de l'article R1810 et des paragraphes suivants pour y ajouter des alinéas sur les comités permanents d'IFTA Inc. De plus, le Comité de résolution des différends est devenu un comité permanent. Toutes les modifications sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2007.

R1810.200 À la suite du vote 4-2009, l'article R1800 de l'Entente a été modifié pour créer le Comité consultatif du centre d'échange d'information en tant que comité permanent et l'autoriser à proposer des projets de vote. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2010.

R1810.200 À la suite du vote 2-2020, l'Entente a été modifiée afin de créer le Comité juridique en tant que comité permanent. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 30 décembre 2020.

R1810.300 À la suite du vote 1-2020, l'Entente a été modifiée afin d'apporter plus de précisions quant à la détermination des règles de majorité concernant le vote des juridictions membres admissibles. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2022.

R1810.500 À la suite du vote 5-1995, le paragraphe .500 de l'article R1810 a été modifié pour créer le Comité de vérification de conformité au programme en tant que comité permanent. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1997.

R1810.600 À la suite du vote 2-1994, le paragraphe .600 de l'article R1810 de l'Entente a été modifié pour créer le Comité de l'application de la loi en tant que comité permanent. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1996.

R1810.700 Voyez le commentaire sur l'article R1510 de l'Entente concernant la création d'IFTA Inc.

[NOTE DE L'ÉDITEUR : Les références ci-dessus aux paragraphes .500, .600 et .700 de l'article R1810 correspondent aux sous-paragraphes actuels .040 et .050 du paragraphe .200 et au paragraphe .300 de l'article R1810. Les modifications sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2007. Voyez le commentaire du paragraphe .200 de l'article R1810 ci-dessus.]

R1820 Voyez le commentaire sur l'article R1510 de l'Entente concernant la création d'IFTA Inc.

R1820.100 À la suite du vote 1-2020, l'Entente a été modifiée afin d'apporter plus de précisions quant à la détermination des règles de majorité concernant le vote des juridictions membres admissibles. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2022.

1992 À la suite du vote 27-91, l'Entente a été modifiée pour corriger les erreurs de typographie et d'orthographe ainsi que pour assurer l'uniformité.



CHAPITRE XIX

* R1900 Coopération relativement à l'entente régionale concernant la taxe sur les carburants

Commentaires sur le chapitre XIX

- R1900 À la suite du vote 9-1995, l'Entente a été modifiée afin d'ajouter le chapitre R1900, qui permet d'établir une entente de coopération entre les membres d'IFTA et ceux de l'Entente régionale concernant la taxe sur les carburants (RFTA). L'entente de coopération permettrait aux transporteurs de circuler dans et entre les juridictions membres d'IFTA et de la RFTA avec une paire de vignettes, soit celles d'IFTA ou celles de la RFTA. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1997.
- R1900 À la suite du vote 10-2001, l'Entente a été modifiée pour supprimer l'article R1900. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2002.

CHAPITRE XX

*R2000 Adoption de la recodification des manuels relatifs à l'Entente internationale concernant la taxe sur les carburants

R2010 Adoption

- .100 La recodification de janvier 1996 de l'Entente, du *Manuel des procédures* et du *Manuel de vérification* est adoptée, et ces documents sont considérés comme les documents fondamentaux en ce qui a trait à l'Entente internationale concernant la taxe sur les carburants depuis le 1^{er} juillet 1998. Cette recodification remplace l'Entente, le *Manuel des procédures* et le *Manuel de vérification* dont la date de révision est février 1993.
- .200 Toute modification à l'Entente, au *Manuel des procédures* ou au *Manuel de vérification* (dont la date de révision est février 1993), effectuée au cours des années 1996 et 1997, sera réputée modifier cette recodification, dans la mesure où la modification contredit la recodification. Le paragraphe .200 de l'article R2010 ne sera plus en vigueur à partir du 1^{er} janvier 1999.

Commentaires sur le chapitre XX

- R2000 À la suite du vote 1-1996, le chapitre XX de l'Entente a été ajouté pour adopter, comme documents fondamentaux en ce qui a trait à l'Entente internationale concernant la taxe sur les carburants, l'avant-projet de la recodification de l'Entente, du Manuel des procédures et du Manuel de vérification, en vigueur le 1^{er} juillet 1998.



CHAPITRE XXI

* R2100 Centre d'échange d'information d'IFTA Inc.

* R2110 Centre d'échange d'information d'IFTA Inc.

Le centre d'échange d'information d'IFTA Inc. (ci-après appelé *centre d'échange d'information*) est créé. Il est responsable de la conservation et de l'administration des données démographiques du titulaire de permis et des données relatives à la transmission des fonds, qui sont envoyées par les juridictions participantes. Le centre a aussi la responsabilité de fournir un mécanisme de transfert des rapports de vérification entre les juridictions. Les juridictions participantes peuvent visualiser électroniquement les données du centre d'échange d'information et les télécharger.

- .100 Les juridictions participantes sont les juridictions qui ont conclu un protocole d'entente avec IFTA Inc. pour avoir accès au centre d'échange d'information et qui ont soumis à ce dernier les données démographiques des titulaires de permis ou des données relatives à la transmission de fonds.
- .200 Les données démographiques comprennent le nom du titulaire de permis, son adresse, son numéro de permis, le statut de son permis et d'autres renseignements identifiés par IFTA Inc.
- .300 Les données relatives à la transmission des fonds comprennent les renseignements requis selon l'article P1040 du *Manuel des procédures*.
- .400 Les rapports de vérification comprennent les renseignements exigés en vertu de l'article A460 du *Manuel de vérification*.

* R2120 Échange requis des données démographiques du titulaire de permis, des données relatives à la transmission des fonds et des rapports de vérification

.100 Données démographiques du titulaire de permis

Lorsque l'échange des données démographiques du titulaire de permis est exigé des juridictions participantes en vertu de l'Entente et du *Manuel des procédures*, de telles exigences sont réputées satisfaites si les données démographiques complètes, au sens du paragraphe .200 de l'article R2110, sont transmises au centre d'échange d'information chaque jour ouvrable, que la transmission est réussie et qu'elle est faite au bon moment.

IFTA Inc. sera responsable de retransmettre les données reçues des juridictions participantes à toutes les juridictions membres.

.200 Données relatives à la transmission des fonds

Lorsque l'échange des listes concernant les données relatives à la transmission des fonds est exigé parmi les juridictions participantes en vertu de l'Entente et du *Manuel des procédures*, de telles exigences sont réputées satisfaites si la transmission de ces données au centre d'échange d'information est réussie et qu'elle est faite au bon moment.

Les juridictions participantes seront tenues de fournir une liste concernant les données relatives à la transmission des fonds à toutes les juridictions membres, comme il est exigé à l'article P1040 du *Manuel des procédures*.

.300 Rapports de vérification

Lorsque l'échange des rapports de vérification est exigé parmi les juridictions participantes en vertu du *Manuel de vérification*, de telles exigences sont réputées satisfaites si le téléchargement des rapports au centre d'échange d'information est réussi et qu'il est fait au bon moment.

Les juridictions participantes seront tenues de fournir les rapports de vérification à toutes les autres juridictions membres, comme il est exigé à l'article A460 du *Manuel de vérification*.



Commentaires sur le chapitre XXI

- R2100 À la suite du vote 11-1998, l'Entente a été modifiée pour ajouter le chapitre XXI en vue de créer un centre d'échange d'information pour IFTA Inc. et d'inclure les dispositions concernant l'échange de données entre les juridictions membres. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 23 octobre 1998.*
- R2110 À la suite du vote 2-2000, l'article R2110 de l'Entente a été modifié pour y supprimer la mention du protocole d'entente et y inclure celle de l'Entente d'IFTA Inc. sur l'accès au centre d'échange d'information. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 24 octobre 2000.*
- R2110 À la suite du vote 15-2006, les articles de l'Entente ont été modifiés pour s'assurer que, par la distribution aux juridictions participantes des rapports de vérification par l'intermédiaire du centre d'échange d'information d'IFTA Inc., une juridiction se conforme aux dispositions applicables du Manuel de vérification. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 21 novembre 2006.*
- R2120 À la suite du vote 1-2018, le paragraphe .200 de l'article R2120 a été modifié afin de préciser qu'en ce qui concerne la transmission obligatoire de données chaque jour ouvrable, les données démographiques doivent être complètes. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} décembre 2018.*
- R2120.300 À la suite du vote 15-2006, les articles de l'Entente ont été modifiés pour s'assurer que par la diffusion aux juridictions participantes des rapports de vérification par l'intermédiaire du centre d'échange d'information d'IFTA Inc., une juridiction se conforme aux dispositions applicables du Manuel de vérification. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 21 novembre 2006.*



MANUEL DES PROCÉDURES

P100 **Contenu de la demande de permis**

La demande de permis doit être de format standard et contenir toute l'information suivante, sans toutefois s'y restreindre :

P105

le numéro d'identification relatif au compte, comme il est précisé à l'article P200 du *Manuel des procédures*;

P110

le nom du propriétaire, de la société de personnes ou de la société;

P115

le nom légal de l'entreprise (s'il diffère de celui ci-dessus);

P120

l'emplacement de l'entreprise;

P125

l'adresse postale de l'entreprise;

*** P130**

la signature ou la demande soumise électroniquement conformément au paragraphe .300 de l'article R940 et à l'article P160, de même que la date;

P135

le nombre de vignettes requises par le titulaire de permis;

P140

les frais relatifs à la demande (s'il y a lieu);

P145

les frais relatifs à l'obtention de vignettes (s'il y a lieu);

P155

la liste des endroits où il a des entrepôts en vrac, et ce, dans toutes les juridictions membres;



une attestation selon laquelle le demandeur s'engage à se conformer aux exigences précisées dans l'Entente relativement à la déclaration de taxe, au paiement, à la tenue de registres, à la conservation du permis dans chaque véhicule et à l'affichage des vignettes. Le demandeur accepte en outre que la juridiction d'attache retienne tout remboursement qui lui est dû s'il néglige d'acquitter les montants de taxe sur les carburants qu'il doit à une juridiction membre. Tout manquement au respect de ces dispositions justifiera une révocation du permis dans toutes les juridictions membres;

une déclaration signée par le demandeur, ou une demande soumise électroniquement si la juridiction d'attache la juge acceptable, dans laquelle il certifie que l'information donnée dans sa demande est, à sa connaissance, vraie, exacte et complète, et que toute falsification (par exemple, un parjure) le rend passible d'une sanction civile ou criminelle appropriée de la juridiction d'attache.

Commentaires sur la section P100

P130 À la suite du vote 1-1999, le Manuel des procédures a été modifié pour y supprimer le libellé du paragraphe 130 qui exigeait la présentation de la liste des juridictions qui avaient adhéré à l'Entente et dans lesquelles le titulaire de permis ayant fait une demande est obligatoire lors de la demande, au moment de sa demande initiale (exigence facultative au moment du renouvellement). La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2001. Les paragraphes suivants ont été renumérotés par suite de cette suppression.

[NOTE DE L'ÉDITEUR : Depuis que la décision arrêtée à la suite du vote 1-1999 est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2001, le commentaire ci-dessous concernant le paragraphe P130 est donné à titre de référence seulement.]

P130 À la suite des votes 90-267-1 et 90-267-2, qui se sont tenus le 1^{er} mars 1991, les nombreuses références aux unités de mesure en vigueur aux États-Unis, par exemple les milles et les gallons, ont été modifiées, ainsi que le libellé de l'Entente et du Manuel des procédures pour permettre aux provinces canadiennes d'adhérer à l'Entente. Les paragraphes et articles du Manuel des procédures qui ont été modifiés à la suite de ces votes sont les suivants : l'article P130; l'article P210; l'article P230; l'article P240; l'article P310; les paragraphes .100 et .200 de l'article P320; les paragraphes .100, .200, .400 et .500 de l'article P430; les paragraphes .100 et .200 de l'article P540; les paragraphes .100 et .400 de l'article P550; le paragraphe .300 de l'article P560; le paragraphe .400 de l'article P570; les paragraphes .250, .350 et .500 de l'article P720; l'article P910; l'article P1020; l'article P1030; les paragraphes .200, .250, .300, .350, .400 et .450 de l'article P1040; l'article P1120; l'article P1130 et l'article P1310.

P130 À la suite du vote 6-1996, l'article P130 du Manuel des procédures a été modifié pour préciser que la liste des juridictions ayant adhéré à l'Entente dans lesquelles le titulaire de permis fait une demande est obligatoire lors de la demande de permis initiale, mais facultative lors du renouvellement de la demande. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1998.

P130 À la suite du vote 10-2005, l'article P130 du Manuel des procédures a été modifié pour reconnaître les demandes soumises électroniquement aux fins du processus de demande de permis. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 31 décembre 2005.

P160 À la suite du vote 6-1996, l'article P160 du Manuel des procédures a été modifié pour supprimer l'exigence d'une signature sous les peines du parjure et pour ajouter qu'une déclaration qui satisfait aux exigences légales de la juridiction d'attache est obligatoire. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1998.

P160 À la suite du vote 16-2004, le Manuel des procédures a été modifié pour y ajouter des éclaircissements et rendre le libellé plus conforme à tous les documents qui régissent l'Entente. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2006.

P160 À la suite du vote 10-2005, l'article P160 du Manuel des procédures a été modifié pour reconnaître les demandes produites électroniquement aux fins du processus de demande de permis. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 31 décembre 2005.



P200 Identification du compte

Chaque juridiction doit attribuer des numéros de compte aux titulaires de permis qui relèvent de sa compétence, selon un système de numérotation uniforme à 11 positions; les deux premières seront alphabétiques et désigneront la juridiction d'attache.

*** P210 Numéros d'identification de l'employeur fédéral**

Pour les juridictions américaines, les neuf positions suivantes correspondront au numéro d'identification de l'employeur fédéral, délivré par l'Internal Revenue Service. Les juridictions qui établissent des comptes pour des parcs devront identifier chaque compte par un identificateur du parc, en plus du numéro servant à identifier le transporteur.

P220 Numéros de sécurité sociale

Le numéro de sécurité sociale d'un dirigeant de l'entreprise peut être utilisé si celle-ci n'a pas de numéro d'identification de l'employeur fédéral.

*** P230 Numéros d'identification canadiens**

Les juridictions canadiennes adopteront pour les neuf positions suivantes un système de numérotation qui répondra à leurs besoins.

*** P240 Numéros attribués par la juridiction d'attache**

Un titulaire de permis qui refuse de fournir l'information requise pour qu'un numéro lui soit attribué, ou à qui un permis conforme à l'Entente a été délivré par erreur alors qu'il n'avait pas fourni cette information, pourra se voir attribuer par la juridiction d'attache un numéro commençant par 90. Ce numéro deviendra le numéro servant à identifier le titulaire du permis aux fins de transmission de la correspondance, jusqu'à ce que l'information correcte soit communiquée. La même procédure s'appliquera si le titulaire du permis a demandé, mais n'a pas encore obtenu, son numéro d'identification de l'employeur fédéral. Aux fins de vérification, le numéro attribué par la juridiction d'attache devra être conservé même si le titulaire du permis a ensuite communiqué le bon numéro.

Commentaires sur la section P200

P210

P230

P240 Voyez le commentaire sur l'article P130 du Manuel des procédures concernant les modifications apportées pour tenir compte des juridictions en dehors des États-Unis.

P240 À la suite du vote 2-1997, l'article P240 du Manuel des procédures a été modifié pour préciser que l'assignation d'un numéro de compte commençant par « 90 » à un futur titulaire de permis qui refuse de donner l'information concernant son numéro d'identification ou qui reçoit un permis par erreur est laissée à la discrétion de la juridiction d'attache. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1998.



P300 Dessin du permis et des vignettes

*** P310 Permis**

Le permis devra mesurer environ 3,5 po sur 8,5 po (9 cm sur 21,5 cm) et se présenter selon un format standard. Il devra contenir toute l'information suivante, sans toutefois s'y restreindre :

- .100** l'identification de la juridiction d'attache;
- .200** le nom et l'adresse du titulaire du permis, ainsi que le nom sous lequel il fait des affaires, s'ils diffèrent de ceux du propriétaire, de la société de personnes ou de la société;
- .300** le numéro de compte servant à identifier le titulaire du permis;
- .400** la date d'expiration (mois, jour et année).

*** P320 Vignettes**

.100 Contenu

Les vignettes devront mesurer environ 3 po de haut sur 3 po de large (7,5 cm de haut sur 7,5 cm de large); les lettres devront être blanches sur fond de la couleur retenue pour l'année en cours. Les lettres IFTA devront avoir une hauteur minimale de 0,75 po (1,88 cm) et devront être placées sur la vignette de la façon suivante : la lettre I dans le coin supérieur gauche, et la lettre A dans le coin inférieur droit. Les lettres F et T devront être placées de façon à créer une forme diagonale sur la vignette. Les deux lettres désignant la juridiction devront être inscrites dans le coin inférieur gauche, et au moins les deux derniers chiffres de l'année visée devront figurer dans le coin supérieur droit. Les vignettes doivent porter une numérotation de série. Le numéro de série de chacune des vignettes devra mesurer environ 3/16 po de haut (0,47625 centimètre) et devra figurer entre la désignation à deux lettres de la juridiction et la lettre « A » de « IFTA ».

La couleur de la numérotation devra être compatible avec la couleur de l'arrière-plan, choisie par IFTA Inc. Il n'y aura aucune autre inscription sur les vignettes à moins d'autorisation du conseil d'administration d'IFTA Inc.

.200 Matériaux

IFTA Inc. établira les normes de qualité de l'encre, du vinyle, le type de caractères et d'autres normes pertinentes dans un souci d'uniformité et de cohérence dans toutes les juridictions. IFTA Inc. fournira chaque année des exemples à toutes les juridictions. IFTA Inc. doit fixer les normes et envoyer les exemples au plus tard un an complet avant que les vignettes doivent être affichées.

.300 Frais administratifs

La juridiction d'attache peut imposer des frais relatifs à l'obtention de vignettes pour récupérer des frais administratifs raisonnables.

Commentaires sur la section P300

P310

P320.100 Voyez le commentaire sur l'article P130 du Manuel des procédures concernant les modifications apportées pour tenir compte des juridictions en dehors des États-Unis.

P320.100 En juillet 1996, les membres ont décidé à l'unanimité d'inclure l'interprétation du conseil portant sur le litige 47-96 en texte explicatif du paragraphe .100 de l'article P320 du Manuel des procédures.

LITIGE : L'obligation d'indiquer les deux derniers chiffres de l'année visée dans le coin supérieur droit de la vignette correspond-elle à une exigence minimale?



Interprétation du conseil

L'obligation d'indiquer les deux derniers chiffres de l'année visée dans le coin supérieur droit de la vignette est seulement une exigence minimale. Les quatre chiffres de l'année visée peuvent figurer sur les vignettes.

P320.100 À la suite du vote 8-2005, le paragraphe .100 de l'article P320 du Manuel des procédures a été modifié pour exiger que les vignettes portent des numéros de série et préciser les exigences à cet égard. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2007.

P320.200 Voyez le commentaire sur l'article P130 du Manuel des procédures concernant les modifications apportées pour tenir compte des juridictions en dehors des États-Unis.

P320.200 À la suite du vote 6-1998, le paragraphe .200 de l'article P320 du Manuel des procédures a été modifié pour exiger qu'IFTA Inc. fixe les normes relativement aux vignettes. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2000.

P320.200 À la suite du vote 1-2003, le paragraphe .200 de l'article P320 du Manuel des procédures a été modifié pour y inclure que les caractéristiques et les exemples doivent être fournis aux juridictions membres au plus tard un an complet avant l'affichage obligatoire des vignettes. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 10 octobre 2003.

P400 Versement d'une sûreté

* P410 Montant de la sûreté

Le montant total de la sûreté devra être fixé par la juridiction d'attache. Il devra correspondre à au moins le double de la valeur estimée des montants de taxe à payer pour la période à l'égard de laquelle le titulaire du permis devra produire une déclaration de taxe.

P420 Assurance sûreté

Un titulaire de permis tenu de verser une sûreté peut fournir une assurance sûreté dont le montant est déterminé par la juridiction d'attache.

* P430 Substitut à l'assurance sûreté

À la place de l'assurance sûreté, le titulaire du permis peut déposer auprès de la juridiction d'attache l'un des éléments suivants :

.100 Bons

Des bons ou d'autres obligations des États-Unis ou du Canada, de la juridiction d'attache, ou de tout comté ou de toute ville de la juridiction d'attache, dont la valeur marchande n'est pas inférieure au montant de la sûreté requis et qui sont établis à l'ordre de la juridiction d'attache;

.200 Certificats de dépôt

Des certificats de dépôt à échéance renouvelables automatiquement, n'excédant pas le montant assuré, qui sont émis par une banque faisant des affaires dans la juridiction d'attache, qui sont assurés par la Federal Deposit Insurance Corporation ou la Société d'assurance-dépôts du Canada au nom du déposant, qui sont payables à la juridiction d'attache et qui contiennent une clause selon laquelle les intérêts gagnés seront versés au déposant et que les certificats ne pourront être annulés qu'avec l'autorisation écrite de la juridiction d'attache;



.300 Certificats de placement ou comptes d'actions

Des certificats de placement ou des comptes d'actions n'excédant pas le montant assuré par le gouvernement fédéral, émis par une association d'épargne et de crédit faisant des affaires dans la juridiction d'attache et assurés par la Federal Savings and Loan Insurance Corporation ou la Société d'assurance-dépôts du Canada. La preuve que le compte est assuré, soit un certificat ou un livret bancaire, doit être remise à la juridiction d'attache, accompagnée d'un formulaire de cession convenablement rédigé et en vertu duquel les fonds déposés sont cédés et payables à la juridiction d'attache;

.400 Espèces

De la monnaie légale des États-Unis ou du Canada. Des garanties en espèces doivent être soumises sous la forme d'un chèque bancaire, d'un mandat postal ou d'autres fonds certifiés payables à la juridiction d'attache;

.500 Autres obligations sûres

Toute autre obligation sûre jugée appropriée par la juridiction d'attache pour couvrir les montants de taxe à payer éventuels auprès de toutes les juridictions membres.

Commentaires sur la section P400

P410 À la suite du vote 16-2004, le Manuel des procédures a été modifié pour y ajouter des éclaircissements et rendre le libellé plus conforme à tous les documents qui régissent l'Entente. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2006.

P430.100

P430.200 Voyez le commentaire sur l'article P130 du Manuel des procédures concernant les modifications apportées pour tenir compte des juridictions en dehors des États-Unis.

P430.400

P430.500 Voyez le commentaire sur l'article P130 du Manuel des procédures concernant les modifications apportées pour tenir compte des juridictions en dehors des États-Unis.

P500 Tenue des registres

*** P510 Conservation et disponibilité des registres**

Pour le titulaire de permis ayant pour juridiction d'attache le Québec, le délai de conservation des documents doit être conforme à celui prévu à l'article 35.1 de la Loi sur l'administration fiscale (RLRQ, c. A-6.002), soit six ans.

Voir l'article 9.0.6R15 du Règlement sur l'administration publique (RLRQ, c. A-6.002, r. 1).

Un titulaire de permis doit conserver les registres relatifs à ses activités assujetties aux exigences de l'Entente concernant les déclarations pour une période de quatre ans à partir de la plus tardive des dates suivantes : la date où la déclaration de taxe pour ces activités devait être produite ou celle où elle a été produite. Il doit également les conserver pour toute période additionnelle visée par des renonciations ou des cotisations de protection.

Un titulaire de permis doit conserver tous les registres de carburant et de distance relatifs à la période visée par sa déclaration de taxe trimestrielle pour toute période faisant l'objet d'une vérification, conformément aux lois de la juridiction d'attache.



Le titulaire de permis doit, sur demande, mettre ces registres à la disposition de toute juridiction membre aux fins de vérification.

Si les registres du titulaire de permis ne sont pas tenus dans la juridiction d'attache et que les vérificateurs de cette juridiction se déplacent jusqu'au lieu où ils sont tenus, la juridiction d'attache peut exiger que le titulaire de permis lui paie une indemnité quotidienne et lui rembourse les frais de déplacement raisonnables encourus par les vérificateurs dans l'exercice de leurs fonctions.

Sauf en cas de fraude, les résultats d'une vérification, d'une nouvelle vérification ou d'un nouvel examen seront finaux, en ce qui concerne l'ensemble des juridictions membres et le titulaire de permis visé, à l'expiration du délai pour interjeter appel ou demander une nouvelle vérification ou un nouvel examen en vertu des articles R1360 et R1390.

À moins que le titulaire de permis ne renonce au délai de prescription, aucune cotisation pour non-conformité et aucun remboursement ne seront effectués relativement à une période pour laquelle le titulaire de permis n'est pas tenu de conserver de registres. Une demande de remboursement effectuée par le titulaire de permis aura pour effet de prolonger la période pendant laquelle les registres pertinents doivent être conservés jusqu'à ce que la demande soit acceptée ou refusée.

*** P520 Fardeau de la preuve**

Au cours d'une vérification, le fardeau de la preuve incombe au titulaire de permis. La vérification sera effectuée à l'aide des renseignements les plus complets dont disposera la juridiction d'attache.

*** P530 Registres adéquats**

Les registres tenus par un titulaire de permis en vertu du présent article doivent permettre à la juridiction d'attache de vérifier les distances parcourues et le carburant acheté par le titulaire de permis au cours de la période visée par la vérification et d'évaluer l'exactitude des systèmes de comptabilité des distances et des achats de carburant que le titulaire de permis utilise pour son parc.

Le caractère suffisant des registres et leur pertinence permettent de déterminer si les registres du titulaire de permis sont adéquats. Le caractère suffisant des registres est la mesure de la quantité de registres produits, lesquels doivent être suffisants pour documenter les activités du parc du titulaire de permis. La pertinence des registres est la mesure de la qualité des registres, lesquels doivent contenir le type d'information dont un vérificateur a besoin afin d'effectuer une vérification auprès du titulaire de permis aux fins décrites au paragraphe précédent. Les registres qui sont suffisants et pertinents sont considérés comme étant adéquats.

Si, selon cette définition, les registres du titulaire de permis sont adéquats, ils peuvent être produits par n'importe quel moyen et conservés sous n'importe quel format ou sur n'importe quel support accessible à la fois au titulaire de permis et à la juridiction d'attache. Si des registres sont présentés dans un format ou d'une façon qui ne permettent pas à la juridiction d'attache de les vérifier, ils ne sont pas considérés comme étant adéquats.

Cependant, même si les registres d'un titulaire de permis ne contiennent pas tous les éléments précisés aux articles P540, P550 et P560, ils peuvent être adéquats aux fins d'une vérification en fonction de leur caractère suffisant et de leur pertinence ainsi que des activités du titulaire de permis.



*** P540 Registres des distances**

- .100** Les registres des distances produits autrement qu'au moyen d'un système de localisation de véhicules qui enregistre, de façon substantielle, les activités du parc seront jugés adéquats par la juridiction d'attache s'ils contiennent les éléments suivants :
- .005** les dates de début et de fin du voyage visé par les registres;
 - .010** le point de départ et la destination du voyage;
 - .015** l'itinéraire;
 - .020** la lecture, au début et à la fin du voyage, de l'odomètre, du compteur kilométrique d'essieu, du module de commande du moteur (engine control module [ECM]) ou d'un dispositif semblable;
 - .025** la distance totale du voyage;
 - .030** la distance parcourue à l'intérieur de chaque juridiction durant le voyage;
 - .035** le numéro d'identification du véhicule ou son numéro d'unité.
- .200** Les registres des distances produits, en tout ou en partie, par un système de localisation de véhicules, y compris un système basé sur un système de localisation GPS, doivent contenir les éléments suivants :
- .005** les données GPS originales ou les autres données de localisation pour le véhicule visé par les registres;
 - .010** la date et l'heure de chaque lecture du GPS ou de tout autre système, à des intervalles suffisants pour valider la distance totale parcourue à l'intérieur de chaque juridiction;
 - .015** l'endroit de chaque lecture du GPS ou de tout autre système;
 - .020** la lecture, au début et à la fin de la période visée par les registres, de l'odomètre, du compteur kilométrique d'essieu, du module de commande du moteur (ECM) ou d'un dispositif semblable;
 - .025** la distance calculée entre chaque lecture du GPS ou de tout autre système;
 - .030** l'itinéraire du véhicule;
 - .035** la distance totale parcourue par le véhicule;
 - .040** la distance parcourue à l'intérieur de chaque juridiction;
 - .045** le numéro d'identification du véhicule ou son numéro d'unité.
- .300** La période de déclaration des distances du titulaire de permis peut être légèrement différente du trimestre civil dans la mesure où
- .005** les dates de début et de fin relatives aux distances déclarées par le titulaire de permis sont cohérentes d'une période à une autre;
 - .010** les écarts n'affectent pas d'une manière importante la déclaration des activités du titulaire de permis;
 - .015** les écarts ne retardent pas d'une manière importante le paiement des taxes dues;
 - .020** les dates de début et de fin sont les mêmes pour les distances et le carburant;
 - .025** la juridiction d'attache peut concilier les distances déclarées pour la période faisant l'objet de la vérification.

*** P550 Registres des carburants**

- .100** Le titulaire de permis doit tenir des registres complets de tout le carburant pour moteur acheté, reçu ou utilisé dans l'exercice des activités de son entreprise et les produire, sur demande, pour vérification. Les registres doivent être adéquats afin que le vérificateur puisse vérifier, pour chaque type de carburant, le volume total de carburant versé dans les véhicules motorisés admissibles du titulaire de permis.
- .110** Les achats de carburant au détail comprennent tous les achats effectués par un titulaire de permis auprès d'une station-service ou d'une installation d'entreposage en vrac dont il n'est pas le propriétaire, le locataire ou le gestionnaire.



- .200** La juridiction d'attache n'acceptera, aux fins de l'octroi d'un crédit pour les achats à l'égard desquels la taxe a été payée, aucun registre des carburants altéré ou dont certaines données ont été effacées ou sont illisibles, à moins que le titulaire de permis ne puisse prouver que le registre est valide.
- .210** La juridiction d'attache n'accordera aucun crédit pour les achats à l'égard desquels la taxe a été payée si le carburant acheté a été versé dans un véhicule autre qu'un véhicule motorisé admissible.
- .220** La juridiction d'attache n'accordera au titulaire de permis aucun crédit pour les achats à l'égard desquels la taxe a été payée s'il s'agit d'achats de carburant au détail, à moins que le titulaire de permis ne produise, relativement à chaque achat, les documents suivants :
- .005** un reçu, une facture ou une liste informatique des transactions du vendeur;
 - .010** un reçu de carte de crédit;
 - .015** une liste informatique des transactions préparée par un tiers;
 - .020** un enregistrement électronique ou numérique d'un reçu original ou d'une facture originale.
- .300** Aux fins de l'obtention d'un crédit pour les achats à l'égard desquels la taxe a été payée, tout reçu, toute facture ou toute liste informatique concernant la vente au détail doivent, pour être valides, contenir les éléments suivants :
- .005** la date de l'achat du carburant;
 - .010** le nom et l'adresse du vendeur du carburant (le code du vendeur, s'il est bien identifié, est acceptable);
 - .015** la quantité de carburant acheté;
 - .020** le type de carburant acheté;
 - .025** le prix au gallon ou au litre, ou encore le prix total, du carburant acheté;
 - .030** l'identification du véhicule motorisé admissible dans lequel le carburant a été versé;
 - .035** le nom de l'acheteur du carburant (si le véhicule motorisé admissible dans lequel le carburant a été versé fait l'objet d'une location, le nom du locateur ou celui du locataire est acceptable, dans la mesure où un lien légal peut être établi entre l'acheteur nommé et le titulaire de permis).
- .400** Le titulaire de permis doit conserver les registres suivants relatifs à ses installations d'entreposage en vrac :
- .005** les reçus relatifs à toutes les livraisons;
 - .010** des conciliations trimestrielles relatives à chaque réservoir;
 - .015** le volume de chaque réservoir;
 - .020** les registres des retraits relatifs à chaque réservoir en vrac de chaque emplacement.
- .500** La juridiction d'attache n'accordera au titulaire de permis aucun crédit pour les achats à l'égard desquels la taxe a été payée si le carburant acheté a été retiré par le titulaire de permis de ses installations d'entreposage de carburant en vrac, à moins que le titulaire de permis ne produise des registres qui démontrent
- .005** soit que le prix du carburant livré à l'entrepôt en vrac comprend la taxe payée à la juridiction membre dans laquelle l'entrepôt en vrac est situé;
 - .010** soit que le titulaire de permis a payé la taxe sur les carburants à la juridiction membre dans laquelle l'entrepôt en vrac est situé.
- .600** Le titulaire de permis doit produire, aux fins de vérification, des registres contenant les éléments suivants pour chaque retrait de ses installations d'entreposage de carburant en vrac :
- .005** l'emplacement de l'entrepôt en vrac duquel le retrait a été effectué;
 - .010** la date du retrait;
 - .015** la quantité de carburant retiré;
 - .020** le type de carburant retiré;
 - .025** l'identification du véhicule ou de l'équipement dans lequel le carburant a été versé.



- .700** Dans la mesure du possible, les mêmes exigences s'appliqueront lors de l'achat ou de l'entreposage en vrac de carburants de remplacement. Dans le cas où un titulaire de permis est dans l'impossibilité de se conformer à ces exigences relativement à un carburant de remplacement, il doit tenir des registres documentant de manière exhaustive son achat, son entreposage et son utilisation.
- .800** La période de déclaration du carburant du titulaire de permis peut être légèrement différente du trimestre civil dans la mesure où
- .005** les dates de début et de fin relatives au carburant déclaré par le titulaire de permis sont cohérentes d'une période à une autre;
 - .010** les écarts n'affectent pas d'une manière importante la déclaration des activités du titulaire de permis;
 - .015** les écarts ne retardent pas d'une manière importante le paiement des taxes dues;
 - .020** les dates de début et de fin sont les mêmes pour les distances et le carburant;
 - .025** la juridiction d'attache peut concilier le carburant déclaré pour la période faisant l'objet de la vérification.

*** P560 Sommaires**

Afin d'assurer l'efficacité de la vérification des registres du titulaire de permis, il peut être demandé à ce dernier de préparer un résumé mensuel des activités de son parc lorsqu'elles ont fait l'objet d'une déclaration trimestrielle. Ce résumé doit faire état, au total et par juridiction, de la distance parcourue par chaque véhicule du parc et du carburant versé dans chaque véhicule du parc au cours du trimestre. Le titulaire de permis doit, sur avis et sur demande, mettre ces résumés à la disposition de la juridiction d'attache aux fins de vérification.

*** P570 Registres non conformes**

- .100** Si la juridiction d'attache détermine que les registres produits par le titulaire de permis pour l'ensemble de son parc aux fins de vérification ne répondent pas aux exigences prévues à l'article P530, ou encore si le titulaire de permis ne produit pas de registres à la suite d'une demande écrite transmise par la juridiction d'attache, celle-ci imposera une cotisation supplémentaire
- .005** soit en ajustant le taux déclaré dans la déclaration du titulaire de permis à 4,00 mi/gal ou à 1,70 km/L;
 - .010** soit en diminuant le taux déclaré dans la déclaration du titulaire de permis (en mi/gal ou en km/L) de vingt pour cent.
- .200** Le présent article n'a aucune incidence sur la capacité de la juridiction d'attache de refuser un crédit pour les achats de carburant à l'égard desquels la taxe a été payée si ces achats ne sont pas suffisamment documentés ou, lorsque le contexte le justifie, d'effectuer une vérification sur la base des renseignements les plus complets à sa disposition. Une telle vérification peut donner lieu à des réajustements des mi/gal ou des km/L vérifiés ou déclarés, ou encore à la suspension, à la révocation ou à l'annulation du permis délivré au titulaire de permis.



Commentaires sur la section P500

- P510 À la suite du vote 16-2004, le Manuel des procédures a été modifié pour y ajouter des éclaircissements et rendre le libellé plus conforme à tous les documents qui régissent l'Entente. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2006.*
- P510 À la suite du vote 3-2014, l'article P510 du Manuel des procédures a été modifié afin d'assurer l'uniformité du processus de vérification. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2017.*
- P520 À la suite du vote 3-2014, l'article P520 du Manuel des procédures a été modifié afin d'assurer l'uniformité du processus de vérification. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2017.*
- P530 À la suite du vote 3-2014, l'article P530 du Manuel des procédures a été modifié afin d'assurer l'uniformité du processus de vérification. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2017.*
- P540.100*
- P540.200 Voyez le commentaire sur l'article P130 du Manuel des procédures concernant les modifications apportées pour tenir compte des juridictions en dehors des États-Unis.*
- P540 À la suite du vote 3-2014, l'article P540 du Manuel des procédures a été modifié afin d'assurer l'uniformité du processus de vérification. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2017.*
- P550.100*
- P550.400 Voyez le commentaire sur l'article P130 du Manuel des procédures concernant les modifications apportées pour tenir compte des juridictions en dehors des États-Unis.*
- P550.100*
- P550.200 À la suite du vote 4-1999, les paragraphes .100 et .200 de l'article P550 du Manuel des procédures ont été modifiés afin que leur libellé corresponde à la définition du terme carburant qu'on trouve dans l'Entente. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 2 novembre 1999.*
- P550 À la suite du vote 3-2014, l'article P550 du Manuel des procédures a été modifié afin d'assurer l'uniformité du processus de vérification. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2017.*
- P560.100 À la suite du vote 11-95, le paragraphe .100 de l'article P560 du Manuel des procédures a été modifié pour préciser que les reçus altérés ne sont pas acceptés pour obtenir des crédits relativement au carburant à l'égard duquel la taxe a été payée, à moins que le titulaire de permis puisse démontrer que le reçu est valide. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1996. À la suite du vote 11-95, le libellé supprimé par inadvertance lors du vote 3-1993 a été réinséré.*
- P560.300 Voyez le commentaire sur l'article P130 du Manuel des procédures concernant les modifications apportées pour tenir compte des juridictions en dehors des États-Unis.*
- P560 À la suite du vote 3-2014, l'article P560 du Manuel des procédures a été modifié afin d'assurer l'uniformité du processus de vérification. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2017.*
- P570.200 À la suite du vote 11-95, l'article P570 du Manuel des procédures a été modifié pour préciser que les reçus altérés ne sont pas acceptés pour obtenir des crédits relativement au carburant à l'égard duquel la taxe a été payée, à moins que le titulaire de permis puisse démontrer que le reçu est valide. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1996. À la suite du vote 11-95, le libellé supprimé par inadvertance lors du vote 3-1993 a été réinséré.*
- P570.400 Voyez le commentaire sur l'article P130 du Manuel des procédures concernant les modifications apportées pour tenir compte des juridictions en dehors des États-Unis.*
- P570.100*
- P570.400 À la suite du vote 9-2004, le Manuel des procédures a été modifié pour y éclaircir que le crédit pour la taxe payée ne peut être demandé pour le carburant en vrac que si la taxe a été payée à une juridiction membre. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2006.*
- P570 À la suite du vote 3-2014, l'article P570 du Manuel des procédures a été modifié afin d'assurer l'uniformité du processus de vérification. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2017.*



P600

À la suite du vote 3-2014, les articles P610, P620, P630, P640, P650, P660 et P670 ont été retirés du Manuel des procédures.

P700 Déclaration de taxe standard

Les éléments énumérés à l'article P720 sont requis, que la déclaration de taxe soit remplie de façon manuscrite ou électronique ou qu'elle soit remplie et produite de façon électronique.

* P710 Directives générales

La déclaration doit couvrir le trimestre civil précédant celui en cours et comprendre toute l'information suivante :

- .100** la distance totale parcourue par les véhicules motorisés admissibles du parc du titulaire d'un permis pendant la période visée par la déclaration de taxe, que les milles ou les kilomètres soient taxables ou non dans une juridiction donnée;
- .200** le nombre total de gallons ou de litres de carburant utilisé par le titulaire du permis pour l'exploitation de véhicules motorisés admissibles;
- .300** les milles ou les kilomètres parcourus par les véhicules motorisés admissibles dans chaque juridiction membre;
- .400** les gallons ou les litres de carburant taxable qui a été consommé dans chaque juridiction membre;
- .500** le nombre total de gallons ou de litres de carburant à l'égard duquel la taxe a été payée dans chaque juridiction membre.

* P720 Information requise

Chaque juridiction doit fournir une déclaration de taxe standard contenant à tout le moins les éléments ci-dessous. Ces derniers peuvent être préimprimés, faire l'objet d'un champ ou d'un espace ou être calculés automatiquement.

- .050** Le nom et l'adresse postale de la juridiction qui délivre la déclaration de taxe.
- .100** Le numéro de permis du titulaire du permis.
- .150** Le nom et l'adresse du titulaire du permis.
- .200** La période visée par la déclaration de taxe.
- .250** La distance totale parcourue dans toutes les juridictions pendant la période de déclaration de taxe, y compris la distance parcourue avec un certificat de voyage occasionnel.
- .300** Le carburant total consommé dans toutes les juridictions pendant la période de déclaration de taxe.
- .350** Le facteur de consommation moyenne de carburant (arrondi à deux décimales) pour la période de déclaration de taxe.
- .400** Le type ou les types de carburant consommé pendant la période de déclaration de taxe.
- .450** Des colonnes pour les noms des juridictions ayant adhéré à l'Entente.



- .500** Des colonnes où doivent être déclarés dans l'ordre, pour chaque juridiction, tous les éléments suivants (les données sont arrondies à l'unité la plus proche) :
- .010** le taux de taxation;
 - .015** le total des milles ou des kilomètres;
 - .020** le total des milles ou des kilomètres taxables;
 - .025** les gallons ou les litres taxables;
 - .030** les gallons ou les litres à l'égard desquels la taxe a été payée;
 - .035** les gallons ou les litres à l'égard desquels la taxe doit être payée;
 - .040** la taxe à payer;
 - .045** les intérêts échus;
 - .050** le total à payer.
- .550** Les totaux des colonnes énumérées précédemment au paragraphe .500 de l'article P720, à l'exception des alinéas .010 et .045 de ce paragraphe.
- .600** La pénalité ou les frais rattachés à une déclaration tardive (50 \$ ou 10 % de la taxe, selon le montant le plus élevé).
- .650** Le paiement total accompagnant la déclaration de taxe.
- .700** La date de production de la déclaration de taxe.
- .750** La signature de la personne qui remplit la déclaration de taxe du titulaire du permis, à moins que ce dernier ne présente une demande produite de façon électronique conformément au paragraphe .300 de l'article R940 et à l'article P160.
- .800** Le titre de la personne qui remplit la déclaration de taxe du titulaire du permis.
- .850** Le numéro de téléphone de la personne qui remplit la déclaration de taxe du titulaire du permis.

Un espace pour les soldes antérieurs peut être ajouté.

*** P730 Taux et mesures de conversion**

Si une juridiction n'est pas une juridiction des États-Unis, les taux et les mesures de conversion doivent être imprimés sur toutes les déclarations de taxe standard ou dans les directives qui accompagnent ces déclarations. Si les taux et les mesures de conversion n'apparaissent pas sur les déclarations de taxe ou que des directives précises concernant entre autres les taux et les mesures de conversion ne sont pas jointes aux déclarations, il faudra que les déclarations ou les directives redirigent les titulaires de permis vers le site Web d'IFTA Inc. ou de la juridiction d'attache, dans la mesure où ces taux et mesures y seront à jour. (Voyez l'article R222 de l'Entente concernant la définition de *gallon de gaz naturel comprimé* et l'article R237 concernant la définition de *litre de gaz naturel comprimé*. Voyez aussi l'article P1300 du *Manuel des procédures* concernant les taux et les mesures de conversion entre les juridictions américaines et canadiennes.)



Commentaires sur la section P700

P710

P720 *À la suite du vote 16-2004, le Manuel des procédures a été modifié pour y ajouter des éclaircissements et rendre le libellé plus conforme à tous les documents qui régissent l'Entente. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2006.*

P710

P720 *Voyez le commentaire à l'article R820 concernant le carburant versé dans le réservoir d'un véhicule admissible. Sont concernés notamment les articles R820 et R950 de l'Entente ainsi que les articles P710 et P720 du Manuel des procédures.*

P710

P720

LITIGE : *Des transporteurs et fournisseurs de services ont avisé le Comité consultatif de l'industrie (CCI) que certaines juridictions membres n'ont pas validé des déclarations de taxe sur les carburants, ou encore que certains formulaires prescrits ne permettent pas aux titulaires de déclarer tout le carburant versé dans le réservoir d'un véhicule motorisé admissible. C'est le cas si un titulaire doit déclarer du carburant pour lequel aucune facture n'existe ou du carburant qui n'est assujéti à aucune taxe (par exemple, des achats de carburant exempté sur une réserve indienne).*

Le CCI demande en tout respect au conseil d'administration de se pencher sur la question pour donner son interprétation des points suivants :

- En vertu de l'article R820, les titulaires de permis sont-ils tenus de déclarer le carburant pour lequel aucune facture n'existe et le carburant qui n'est assujéti à aucune taxe (par exemple, le carburant exempté acheté sur une réserve indienne)?*
- En vertu de l'article R950 de l'Entente ainsi que de l'article P720 du Manuel des procédures, en particulier le paragraphe .300, les juridictions membres sont-elles tenues de prévoir dans leurs formulaires un espace ou un champ où indiquer tout le carburant versé dans le réservoir d'un véhicule motorisé admissible, et ce, peu importe si une facture pour le carburant existe ou que le carburant est taxable ou non?*
- Comment les transporteurs doivent-ils déclarer la taxe payable à la juridiction d'attache ainsi qu'aux autres juridictions concernées si la juridiction d'attache ne met pas à leur disposition une déclaration convenable selon l'article P720 du Manuel des procédures?*

Interprétation du conseil :

En réponse à la demande d'interprétation, le conseil a convenu de la résolution suivante :

L'Entente et le Manuel des procédures précisent que tout carburant versé dans le réservoir d'un véhicule admissible doit être déclaré aux fins du calcul de la consommation de carburant ainsi que des taxes applicables, et ce, qu'il soit appuyé ou non par une facture et qu'il soit taxable ou non.

Chaque juridiction doit prévoir des déclarations de taxe permettant de calculer la consommation de carburant et les taxes applicables. Comme le précisent l'Entente et le Manuel des procédures, les titulaires de permis sont tenus de déclarer tout carburant taxable. À cette fin, les juridictions doivent s'assurer que les titulaires de permis sont en mesure de déclarer la totalité du carburant versé dans le réservoir d'un véhicule admissible.

P720 *À la suite du vote 4-1997, l'article P720 du Manuel des procédures a été modifié pour préciser que fournir un espace pour les soldes antérieurs est laissé à la discrétion des juridictions membres. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 6 novembre 1997.*

[NOTE DE L'ÉDITEUR : Depuis que la décision arrêtée à la suite du vote 4-1997 est entrée en vigueur le 6 novembre 1997, le commentaire découlant de la ratification du litige 50-97 est donné à titre de référence seulement.]

P720 *En juillet 1997, les membres ont décidé d'inclure l'interprétation du conseil portant sur le litige 50-97 en texte explicatif de l'article P720 du Manuel des procédures.*

LITIGE : *Les juridictions qui remboursent automatiquement les soldes créditeurs sont-elles tenues d'inclure un espace pour les soldes antérieurs sur les déclarations de taxe?*



Interprétation du conseil

Toute juridiction qui rembourse automatiquement les soldes créditeurs n'est pas tenue d'inclure un espace pour les soldes antérieurs sur les déclarations de taxe.

P720 À la suite du vote 1-2013, l'article P720 du Manuel des procédures a été mis à jour pour y inclure les exigences nécessaires pour remplir la déclaration de taxe, quelle que soit la façon dont elle est remplie. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2015.

P720.250

P720.350

P720.500 Voyez le commentaire sur l'article P130 du Manuel des procédures concernant les modifications apportées pour tenir compte des juridictions en dehors des États-Unis.

P720.550 À la suite du vote 9-2006, le Manuel des procédures a été modifié pour y supprimer l'obligation pour les juridictions de fournir le total indiqué dans leur déclaration de taxe à la colonne du taux de taxation. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 21 novembre 2006.

P720.550 À la suite du vote 8-2007, le paragraphe .550 de l'article P720 du Manuel des procédures a été modifié pour supprimer la nécessité de faire le total des intérêts, comme l'exigeait le Manuel. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2008.

P720.750 À la suite du vote 10-2005, le paragraphe .750 de l'article P720 du Manuel des procédures a été modifié pour reconnaître les présentations des déclarations de taxe produites électroniquement. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 31 décembre 2006.

P720.750 Le paragraphe .750 de l'article P720 a été modifié afin de corriger la référence à un paragraphe d'un article de l'Entente.

P730 À la suite du vote 7-2003, l'article P730 du Manuel des procédures a été modifié pour y indiquer qu'une juridiction peut citer en référence, sur les déclarations ou dans les directives, le site Web d'IFTA Inc. ou son propre site pour que les titulaires de permis y consultent les taux de taxation et de conversion, dans la mesure où ces derniers y seront à jour. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 10 octobre 2003.

P730 À la suite du vote 16-2004, le Manuel des procédures a été modifié pour y ajouter des éclaircissements et rendre le libellé plus conforme à tous les documents qui régissent l'Entente. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2006.

P730 À la suite du vote 3-2013, le Manuel des procédures a été modifié pour y ajouter des éclaircissements et une référence aux définitions de gallon de gaz naturel comprimé et de litre de gaz naturel comprimé de l'Entente. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2015.

P800 Traitement des déclarations de taxe

Les déclarations de taxe sont traitées par chaque juridiction conformément aux procédures adoptées par les juridictions membres.



P900 Conservation des registres dans la juridiction d'attache

*** P910 Registres des titulaires de permis**

La juridiction d'attache doit conserver les registres relatifs à la taxe sur les carburants pour les titulaires de permis qui relèvent de sa compétence jusqu'à la plus tardive des dates suivantes : la date de fin d'une période de cinq ans ou la date à laquelle un rapport final a été produit à la suite d'une vérification de conformité au programme. Les registres doivent contenir tous les renseignements suivants, sans toutefois s'y restreindre :

- .050** les déclarations de taxe sur les carburants;
- .100** les demandes de permis;
- .150** les résultats des vérifications et les documents de travail;
- .200** les demandes de remboursement;
- .250** les avis délivrés par la juridiction d'attache concernant les soldes débiteurs ou créditeurs;
- .300** les paiements de taxe faits à la juridiction d'attache;
- .350** les fonds reçus, qui ont été transmis aux autres juridictions (ces registres doivent identifier les titulaires de permis et les montants remis par chacun);
- .400** les demandes d'annulation de permis;
- .450** les demandes d'audition portant sur des cotisations établies par la juridiction d'attache;
- .500** les résultats de la procédure administrative d'audition.

*** P920 Conservation des registres**

Les registres peuvent être conservés sur microfilm, sur microfiche ou sur tout autre système de stockage informatisé ou condensé de documents répondant aux exigences juridiques de la juridiction d'attache. Ils doivent être mis à la disposition de toute juridiction membre qui en fait la demande.

Commentaires sur la section P900

- P910 Voyez le commentaire sur l'article P130 du Manuel des procédures concernant les modifications apportées pour tenir compte des juridictions en dehors des États-Unis.*
- P910 À la suite du vote 16-2004, le Manuel des procédures a été modifié pour y ajouter des éclaircissements et rendre le libellé plus conforme à tous les documents qui régissent l'Entente. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2006.*
- P910 À la suite du vote 2-2009, le Manuel des procédures a été modifié pour changer la fréquence des vérifications de conformité au programme de quatre (4) à cinq (5) ans. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2011.*
- P920 À la suite du vote 13-2001, l'article P920 du Manuel des procédures a été modifié pour y ajouter le paragraphe .300. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2003.*



P1000 Comptabilité de la juridiction d'attache

P1010 Système de numérotation uniforme

Un système de numérotation uniforme des comptes doit être adopté et utilisé dans chaque juridiction membre, comme il est précisé dans le *Manuel des procédures*.

*** P1020 Taux de change**

Le taux de change des devises canadiennes et américaines devra correspondre à l'indice de la Banque centrale américaine à midi, heure de l'Est, le troisième lundi du mois précédant immédiatement chaque trimestre. Ce taux servira pour toutes les déclarations de taxe et les diverses activités taxables effectuées pendant le trimestre suivant.

Le Secrétariat général fournira aux juridictions membres les taux convertis une fois les calculs terminés, comme il est mentionné à l'article P1310 du *Manuel des procédures*. Ces taux convertis devront être utilisés pour toutes les déclarations de taxe, les cotisations résultant de vérifications et les diverses activités taxables effectuées pendant le trimestre visé.

*** P1030 Transferts de fonds américains et canadiens**

.100 Informations transmises des États-Unis

Les informations transmises par les juridictions américaines aux juridictions canadiennes seront exprimées selon les mesures courantes aux États-Unis, et en monnaie américaine. Tous les fonds reçus par des juridictions américaines au nom de juridictions canadiennes seront expédiés en monnaie américaine.

.200 Informations transmises du Canada

Les informations transmises par les juridictions canadiennes aux juridictions américaines seront exprimées selon les mesures courantes aux États-Unis, et en monnaie américaine, ou selon les mesures du système international et en monnaie canadienne. Tous les fonds transmis par des juridictions canadiennes à des juridictions américaines seront en monnaie américaine.

Pour convertir des fonds en monnaie américaine, il faut utiliser le taux de change publié par la Banque du Canada à 16 h 30, heure de l'Est. Une conversion de fonds avant 16 h 30, heure de l'Est, se fera selon le taux du jour précédent. De plus, une conversion de fonds à 16 h 30, heure de l'Est, ou après, se fera selon le taux du jour courant. Les fonds qui feront l'objet d'une conversion ne comprendront pas le coût de la conversion en monnaie américaine.

.300 Transferts de fonds

Les renseignements suivants accompagneront les fonds transmis d'une juridiction à une autre et comprendront, sans toutefois s'y restreindre :

- .005** le lien entre les informations et les fonds transmis;
- .010** le montant brut transmis;
- .015** la monnaie – américaine ou canadienne (s'il y a lieu);
- .020** le facteur de conversion et la date du facteur (s'il y a lieu);
- .025** le coût de la conversion (s'il y a lieu);
- .030** le montant net transmis (s'il y a lieu).



*** P1040 Transmissions mensuelles**

Informations transmises à une autre juridiction

Chaque juridiction membre doit faire parvenir une liste des données relatives aux déclarations de taxe reçues chaque mois. Les listes de données et les fonds reçus doivent être transmis une fois par mois, conformément au calendrier préparé par le Comité consultatif du centre d'échange d'information et approuvé par le conseil d'administration d'IFTA Inc. Les fonds et les listes de données à l'appui peuvent être envoyés séparément. Un rapport doit être produit pour chaque juridiction même s'il n'y a eu aucune activité et qu'aucune somme n'a été perçue en son nom.

Rapports de facturation provenant d'une autre juridiction

Si une liste de données transmise à une autre juridiction indique que des sommes sont dues à la juridiction d'attache, la juridiction débitrice doit remettre le paiement à la juridiction d'attache, conformément au calendrier préparé par le Comité consultatif du centre d'échange d'information et approuvé par le conseil d'administration d'IFTA Inc.

Cette liste doit contenir tous les renseignements suivants, sans toutefois s'y restreindre :

- .050** le nom de la juridiction d'attache;
- .100** la période de déclaration visée;
- .150** le numéro de compte de chaque titulaire de permis qui fait l'objet de la déclaration;
- .200** le total des milles ou des kilomètres déclarés pour chaque titulaire de permis dans cette juridiction;
- .250** le total des milles ou des kilomètres taxables déclarés pour chaque titulaire de permis dans cette juridiction;
- .300** le facteur de consommation de carburant déclaré pour le parc de chaque titulaire de permis;
- .350** les gallons ou les litres taxables déclarés pour chaque titulaire de permis dans cette juridiction;
- .400** les gallons ou les litres déclarés à l'égard desquels la taxe a été payée, pour chaque titulaire de permis dans cette juridiction;
- .450** les gallons ou les litres à l'égard desquels la taxe doit être payée, pour chaque titulaire de permis dans cette juridiction;
- .500** la taxe exigible pour chaque titulaire de permis dans cette juridiction;
- .550** les intérêts exigibles pour chaque titulaire de permis dans cette juridiction;
- .600** le total exigible pour chaque titulaire de permis dans cette juridiction;
- .650** le montant qui manque au paiement partiel pour chaque titulaire de permis dans cette juridiction;
- .700** les totaux récapitulatifs des paragraphes .200 et .250, ainsi que des paragraphes .350 à .650.

*** P1050 Numérotation des transmissions mensuelles**

La juridiction d'attache doit voir à ce que soient numérotés de façon consécutive tous les rapports de transmission expédiés à chaque juridiction au cours de chaque année civile. À la fin de chaque année civile, les juridictions membres ayant accès en lecture seule au centre d'échange d'information doivent aviser les autres juridictions du nombre d'envois effectués pendant cette année.



*** P1060 Répartition de la taxe**

Si un titulaire de permis produit une déclaration indiquant que des montants de taxe sont exigibles et qu'il omet de remettre le paiement intégral avec sa déclaration de taxe, la juridiction d'attache peut choisir l'une ou l'autre des options suivantes pour remettre la taxe aux autres juridictions membres :

.100 Option 1

La juridiction d'attache peut répartir le paiement réel de la taxe entre les autres membres, d'après la formule suivante :

$$\text{Répartition entre les membres} = \frac{\text{taxe nette due à chaque membre}}{\text{taxe nette due à tous les membres}} \times \text{sommes disponibles pour la répartition}$$

.200 Option 2

Si un titulaire de permis produit une déclaration de taxe et omet de remettre le paiement intégral avec sa déclaration de taxe, le paiement complet de la taxe déclarée et des intérêts, s'il y a lieu, sera fait par la juridiction d'attache aux juridictions membres concernées. La juridiction d'attache assumera la responsabilité des paiements faits aux autres juridictions. La juridiction d'attache aura alors la responsabilité de percevoir la taxe non payée ainsi que les intérêts exigibles auprès du titulaire du permis, et suivra la procédure de perception régie par les lois de la juridiction d'attache et les procédures administratives de l'Entente.

.010 Si la juridiction d'attache ne peut percevoir la totalité ou une portion des sommes exigibles d'un titulaire de permis, elle aura droit à un remboursement des sommes distribuées antérieurement aux autres juridictions membres. Les sommes dues à la juridiction d'attache doivent être réputées irrécouvrables pour au moins une des raisons suivantes :

- .001** la juridiction d'attache n'a eu accès à aucun actif du titulaire du permis;
- .002** le titulaire du permis a fait faillite ou tous ses biens ont été liquidés;
- .003** les sommes en souffrance pendant une période de 60 jours n'ont pas été recouvrées;
- .004** les dispositions législatives de la juridiction d'attache établissent que le compte de taxe visé est irrécouvrable.

.020 Le remboursement des sommes à la juridiction d'attache sera fait au moyen d'un réajustement dans le rapport de transmission mensuel de la juridiction, indiquant par une écriture rectificative les sommes à rembourser. Les juridictions membres peuvent exiger que les documents de travail et tout autre document obtenu en cours de perception leur soient remis.

.030 Une fois les sommes remboursées à la juridiction d'attache, les sommes non payées encore exigibles deviennent la responsabilité de chacune des juridictions membres concernées.

P1070 Crédit pour les achats à l'égard desquels la taxe a été payée

Chaque juridiction autorisera un crédit intégral pour les achats à l'égard desquels la taxe aura été payée, et tout montant de taxe payé en trop dans une juridiction membre sera appliqué en entier au paiement de la taxe due par le titulaire du permis dans d'autres juridictions membres ou au grand livre des comptes du titulaire du permis, selon le cas (voyez les articles R1000 et R1100 de l'Entente).



Commentaires sur la section P1000

- P1020 À la suite du vote 21-91, les articles P1020 et P1120 du Manuel des procédures ont été modifiés. Par ce vote a été entérinée la notification des mesures et des taux convertis qui seront utilisés par le Secrétariat général et les juridictions membres, y compris les juridictions situées en dehors des États-Unis. La décision arrêtée à la suite du vote est entrée en vigueur le 15 décembre 1992.*
- P1020 Voyez le commentaire sur l'article P130 du Manuel des procédures concernant les modifications apportées pour tenir compte des juridictions en dehors des États-Unis.*
- P1030 Voyez le commentaire sur l'article P130 du Manuel des procédures concernant les modifications apportées pour tenir compte des juridictions en dehors des États-Unis.*
- P1030 À la suite du vote 7-1998, l'article P1030 a été modifié pour clarifier les exigences de rapport relatives à la transmission des informations et des fonds entre les juridictions américaines et canadiennes. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2000.*
- P1030 À la suite du vote 6-2001, l'article P1030 a été modifié pour y ajouter le titre seulement du paragraphe .300. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 26 novembre 2001.*
- P1030 À la suite du vote 2-2018, l'article P1030 du Manuel des procédures a été modifié afin de changer la référence à utiliser dans les cas où des sommes en monnaie canadienne doivent être converties en monnaie américaine aux fins de la transmission de données. L'heure de référence pour la conversion a également été modifiée. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} décembre 2018.*
- P1040 À la suite du vote 4-1994, l'article P1040 du Manuel des procédures a été modifié afin de prévoir une date limite pour faire les paiements après la transmission des factures. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1996.*
- P1040 En juillet 1996, les membres ont décidé à l'unanimité d'inclure les interprétations du conseil 46-96 et 48-96 en texte explicatif de l'article P1040 du Manuel des procédures.*
- LITIGE : 46-96 : Une interprétation littérale de l'article P1040 du Manuel des procédures laisse croire qu'il n'est pas autorisé de transmettre des fonds séparément des rapports. Est-il permis d'envoyer des fonds sans les accompagner des rapports? Dans l'affirmative, quelle date faut-il utiliser pour déterminer si les rapports sont produits à temps?*

Interprétation du conseil

Une juridiction peut transmettre des fonds séparément du rapport. Si elle choisit de le faire, la date de transmission des fonds est celle qui servira à déterminer si le rapport a été présenté en temps opportun au cours d'une vérification de conformité au programme.

- LITIGE : 48-96 : Le Groupe d'information sur la taxe a posé deux questions concernant les exigences relatives à la transmission des rapports par voie électronique.*

Question 1

Les rapports de transmission mensuels doivent-ils préciser les totaux sommaires quand tous les détails figurent dans les informations transmises?

Interprétation du conseil

Les totaux sommaires indiqués dans le rapport de transmission exigé au paragraphe .700 de l'article P1040 du Manuel des procédures figurent dans un rapport transmis par voie électronique parce que le total est calculé par le destinataire d'après les détails fournis.

Question 2

Un indicateur peut-il être placé dans la table de correspondances EDI d'un rapport de transmission pour que l'expéditeur précise le type de devise utilisé (américaine ou canadienne)?



Interprétation du conseil

L'article P1040 du Manuel des procédures précise, entre autres, ce qui suit : « Ce rapport doit contenir tous les renseignements suivants, sans toutefois s'y restreindre. » Rien n'interdit de placer un indicateur dans la table de correspondances EDI d'un rapport de transmission pour que l'expéditeur précise le type de devise utilisé.

P1040 À la suite du vote 8-1996, l'article P1040 du Manuel des procédures précise que les fonds et les listes des montants remis doivent être envoyés à chaque juridiction, chaque mois, mais peuvent l'être séparément. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1998.

P1040.200

P1040.250

P1040.300

P1040.350

P1040.400

P1040.450 Voyez le commentaire sur l'article P130 du Manuel des procédures concernant les modifications apportées pour tenir compte des juridictions en dehors des États-Unis.

P1040.650

P1040.700 En juillet 1995, les membres ont décidé à l'unanimité d'inclure l'interprétation du conseil portant sur le litige 45-95 en texte explicatif des paragraphes .650 et .700 de l'article P1040 du Manuel des procédures.

LITIGE : Une juridiction qui utilise l'option 2 doit-elle inclure l'information précisée au paragraphe .650 de l'article P1040 et le total récapitulatif mentionné au paragraphe .700 de l'article P1040 dans son rapport de transmission?

Interprétation du conseil

Une juridiction qui utilise l'option 2 n'a pas à indiquer de « montant qui manque au paiement partiel » à l'égard d'un titulaire de permis dans le rapport de transmission parce que le plein montant dû par le titulaire est transmis aux juridictions membres. Il n'est donc pas nécessaire de prévoir un espace pour ce renseignement dans le rapport de transmission.

P1040 À la suite du vote 1-2008, l'article P1040 du Manuel des procédures a été modifié afin de faciliter l'échange électronique de données et de fonds entre les juridictions participantes et d'allonger les délais de paiement de toutes les juridictions membres. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2010.

P1050 À la suite du vote 6-1993, l'article P1050 du Manuel des procédures a été modifié pour exiger des juridictions qu'elles numérotent de façon consécutive leurs rapports de transmission. Chaque année, les juridictions doivent informer les autres juridictions du nombre de rapports de transmission envoyés pendant l'année civile. Le vote avait pour seul objet de simplifier le suivi des rapports de transmission. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1995, mais les membres du conseil d'administration d'IFTA Inc. étaient d'avis que la date d'entrée en vigueur du 1^{er} janvier 1996 serait acceptable.

P1050 À la suite du vote 2-2008, l'article P1050 du Manuel des procédures de l'IFTA a été modifié pour supprimer l'exigence qu'ont les juridictions participantes d'aviser les autres juridictions participantes du nombre de rapports de transmission envoyés pendant l'année, puisqu'elles ont déjà accès à cette information.

[NOTE DE L'ÉDITEUR : Des modifications d'ordre grammatical ont été apportées à l'article P1050 de la version anglaise du *Manuel des procédures*. Toutefois, ces modifications ne s'appliquent pas au texte français.]

P1050 À la suite du vote 1-2015, l'article P1050 du Manuel des procédures a été modifié pour y supprimer l'obligation, pour les juridictions membres ayant accès au centre d'échange d'information, d'aviser toutes les juridictions membres ayant accès en lecture seule au centre d'échange d'information du nombre d'envois effectués pendant chaque année civile. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 25 mars 2016.

P1060 À la suite du vote 16-2004, le Manuel des procédures a été modifié pour y ajouter des éclaircissements et rendre le libellé plus conforme à tous les documents qui régissent l'Entente. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2006.



P1100 Rapport de la juridiction d'attache

*** P1110 Rapport annuel**

.100 Exigences concernant la production du rapport

Toutes les juridictions qui sont membres en vertu de l'Entente doivent produire un rapport annuel comprenant les renseignements qui figurent aux paragraphes .300 à .600 ci-dessous pour l'année civile précédente, au plus tard le 1^{er} mars, et le remettre au Secrétariat général, qui le rendra accessible à chaque juridiction membre.

.200 Période visée par le rapport

Le rapport doit viser la période allant de la date d'adhésion au 31 décembre, et chaque année civile par la suite.

.300 Renseignements généraux

- .005** Le nombre total de comptes relatifs à l'Entente (y compris les nouveaux comptes, les comptes actifs et les comptes qui ont été suspendus, révoqués ou annulés au 31 décembre de chaque année), ce qui comprend tous les titulaires de permis à qui un permis et des vignettes ont été délivrés pour l'année, sauf les titulaires de permis à qui des pièces justificatives ont été délivrées par erreur et qui ont retourné ces pièces justificatives à la juridiction d'attache;
- .010** Le nombre de nouveaux titulaires de permis qui comprendra tous les nouveaux comptes de titulaires, sans toutefois inclure les renouvellements ou les remises en vigueur, de l'année d'enregistrement qui fait l'objet du rapport, ou auparavant enregistrés dans une autre juridiction membre;
- .015** Le nombre de paires de vignettes délivrées;
- .020** Le prix d'une paire de vignettes;
- .025** Les frais relatifs à une demande de permis, ce qui inclut le coût du permis, le coût de la remise en vigueur et tous les autres frais;
- .030** Le nom du système de traitement (le nom du système interne ou, s'il s'agit du système d'un tiers, le nom du fournisseur) utilisé par chaque juridiction;
- .035** Votre juridiction permet-elle de produire la déclaration de taxe en ligne? Si oui, la production en ligne est-elle facultative ou obligatoire?
- .040** Votre juridiction permet-elle de demander un permis en ligne? Si oui, la demande d'inscription en ligne est-elle facultative ou obligatoire?
- .045** Votre juridiction accepte-t-elle le paiement électronique des frais relatifs aux vignettes et aux permis? Si oui, quelles méthodes de paiement électronique accepte-t-elle?
- .050** Votre juridiction accepte-t-elle le paiement électronique des droits relatifs aux déclarations et aux vérifications? Si oui, quelles méthodes de paiement électronique accepte-t-elle?
- .055** Votre juridiction délivre-t-elle des vignettes et des permis temporaires?
- .060** Votre juridiction permet-elle le paiement d'intérêts sur la taxe payée en trop identifiée lors d'une vérification IFTA ou toute autre vérification visant les taxes sur le carburant?
- .065** Votre juridiction exige-t-elle que les transporteurs détiennent un autre type de permis pour la taxe sur les carburants ou pour une taxe sur la distance parcourue (par exemple, une taxe sur le carburant en vrac ou une autre taxe liée à l'utilisation d'un véhicule)?
- .070** Si vous répondez « oui » au paragraphe .065, veuillez préciser les exigences en matière de déclaration.
- .075** Votre juridiction permet-elle aux transporteurs d'acheter du carburant non coloré exempté?
- .080** Tout carburant livré dans le réservoir d'un véhicule pour lequel un permis a été délivré est-il assujéti à la taxe?
- .085** Si vous répondez « non » au paragraphe .080, veuillez expliquer pourquoi.
- .090** Pour être valides, les factures d'achat de carburant doivent-elles indiquer si la taxe a été payée?



.095 Si vous répondez « non » au paragraphe .090, veuillez expliquer pourquoi.

.0100 Nommez les réserves indiennes de votre juridiction qui ne perçoivent pas de taxe sur les carburants.

.400 Renseignements sur les vérifications

.005 Le nombre de comptes vérifiés.

.010 Le nombre de vérifications entraînant des modifications financières pour une ou plusieurs juridictions.

.500 Renseignements sur les exemptions

.005 Toutes les juridictions membres doivent confirmer que les renseignements sur les exemptions sont à jour au plus tard le 1^{er} mars de chaque année.

.010 Les juridictions membres doivent mettre à jour les renseignements sur les exemptions dans les 30 jours suivant la date d'entrée en vigueur de toute modification apportée à une exemption après le 1^{er} mars.

.600 Renseignements sur le biodiesel

.005 Toutes les juridictions membres doivent confirmer que les renseignements sur le biodiesel sont à jour au plus tard le 1^{er} mars de chaque année.

.010 Les juridictions membres doivent mettre à jour les renseignements sur le biodiesel dans les 30 jours suivant la date d'entrée en vigueur de toute modification apportée après le 1^{er} mars.

*** P1120 Charte de taux**

.100 Exigences concernant les avis à fournir

Les juridictions membres sont tenues d'aviser le Secrétariat général le plus tôt possible si un changement survient concernant leur taux de taxation. Le Secrétariat général en avisera dès lors chacune des juridictions membres.

.200 Diffusion des taux de taxation et de l'information concernant la conversion

Le Secrétariat général diffusera à toutes les juridictions membres les taux de taxation en vigueur aux États-Unis et au Canada, convertis selon les règles précisées dans le *Manuel des procédures*. Il fournira également un tableau dans lequel figureront les taux convertis, de même que les mesures exprimées en milles et en kilomètres, ainsi qu'en gallons et en litres. Le Secrétariat général doit fournir à l'ensemble des juridictions membres tous les renseignements sur la conversion et les taux de taxation, au plus tard le premier lundi de chaque trimestre.

.300 Omission de diffuser les avis de changement relatifs aux taux de taxation

Si les juridictions membres ne reçoivent pas l'avis de changement du taux de taxation au moins 60 jours avant la date où la déclaration de taxe trimestrielle doit être produite pour la période au cours de laquelle le changement doit entrer en vigueur, elles n'auront pas à prendre des mesures extraordinaires pour appliquer le changement. Les juridictions qui négligeront de fournir l'avis nécessaire pourront toutefois percevoir tout montant de taxe additionnel qui leur sera dû directement auprès des titulaires de permis dans une autre juridiction.

*** P1130 Diffusion d'autres renseignements**

Chacune des juridictions membres est tenue d'informer le Secrétariat général de tous les changements concernant les milles ou kilomètres exonérés de taxe, les carburants non taxables, les véhicules exonérés et tout autre changement qui touche l'administration de l'Entente.



Commentaires sur la section P1100

- P1110 À la suite du vote 1-2019, le Manuel des procédures a été modifié afin de réunir tous les rapports et toutes les bases de données en un seul rapport. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 31 juillet 2020.*
- P1110.300 À la suite du vote 1-2010, le paragraphe .300 de l'article P1100 a été modifié pour apporter des modifications aux alinéas .005, .010, .015 et .030, et ajouter les alinéas .035 et .040. Les changements sont entrés en vigueur le 1^{er} juillet 2011.*
- P1110.300.005 À la suite du vote 7-1996, l'alinéa .005 du paragraphe .300 de l'article P1110 du Manuel des procédures a été modifié pour spécifier de quels titulaires de permis il doit être question dans les rapports annuels qui doivent être distribués aux juridictions membres. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1998.*
- P1110.300.025 À la suite du vote 12-2005, l'alinéa .025 du paragraphe .300 de l'article P1100 du Manuel des procédures a été modifié pour supprimer l'exigence de fournir le taux de taxe actuel et ajouter l'obligation d'inclure le nombre de nouveaux titulaires dans le rapport annuel de la juridiction. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2007.*
- P1110.300 À la suite du vote 2-2015, le paragraphe .300 de l'article P1110 du Manuel des procédures a été modifié pour y supprimer l'obligation d'inclure dans le rapport annuel le nombre d'annulations, de suspensions ou de révocations, afin que toutes les juridictions déclarent les mêmes renseignements.*
- P1110.400 À la suite du vote 5-2012, le paragraphe .400 de l'article P1110 a été modifié pour ajouter l'exigence de faire rapport annuellement des renseignements contenus dans la base de données des exemptions, conformément aux exigences liées au rapport annuel. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2013.*
- P1120 Selon l'Entente, chaque membre doit aviser tous les autres membres si un changement survient concernant son taux de taxation. Le Secrétariat général est tenu, selon les termes de son contrat, d'aviser lui aussi tous les membres des changements de taux. Le vote 90-255-3 du 15 octobre 1991 a entraîné la modification de l'article P1120 du Manuel des procédures, éliminant ce dédoublement des fonctions.*
- P1120 Voyez le commentaire sur les articles P130 et P1020 du Manuel des procédures concernant les modifications apportées pour tenir compte des juridictions en dehors des États-Unis.*
- P1130 Voyez le commentaire sur l'article P130 du Manuel des procédures concernant les modifications apportées pour tenir compte des juridictions en dehors des États-Unis.*

P1200 Vérification de conformité au programme

* P1210 Exigences concernant la vérification

Les juridictions membres devront autoriser des vérifications périodiques de conformité au programme, effectuées pour s'assurer que leurs activités sont conformes aux dispositions de l'Entente. Ces vérifications, tenues aux frais des juridictions membres, auront lieu un an après l'entrée en vigueur de l'Entente dans les juridictions en question. Les frais relatifs à ces vérifications pourront être payés par IFTA Inc., si les fonds sont disponibles. Depuis le 1^{er} janvier 1997, les vérifications de conformité au programme sont effectuées selon le calendrier établi par IFTA Inc.

* P1220 Guide sur la vérification de la conformité au programme de l'Entente

Les examens des activités se feront selon la procédure et les règles décrites dans le *Guide sur la vérification de la conformité au programme de l'Entente*, qui fait l'objet d'une publication distincte.



* P1230 Participation requise

Les juridictions devront exécuter leur juste part de vérifications de conformité au programme chaque année. Aucune juridiction ne sera tenue de participer à plus de deux vérifications par année.

Commentaires sur la section P1200

P1210

P1220

P1230 *À la suite des votes 4-1995 et 3-1996, les articles P1210, P1220 et P1230 du Manuel des procédures ont été modifiés pour remplacer l'expression vérification des activités par vérification de conformité au programme et rendre les autres changements conformes à la série de mesures adoptées par les membres à la réunion annuelle de 1995. Les décisions arrêtées à la suite des votes 4-1995 et 3-1996 sont entrées en vigueur respectivement le 1^{er} janvier 1996 et le 10 octobre 1996.*

P1230 *La question de la participation obligatoire d'une juridiction à l'examen de ses pairs a fait l'objet d'un débat à la réunion annuelle qui s'est tenue à Rapid City (Dakota du Sud) en 1991. La décision arrêtée à la suite du vote 10-92, pour clarifier cette exigence, est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1994.*

P1300 Unités de mesure

* P1310 Mesures américaines ou métriques

Les unités de mesure et la monnaie, qu'elles soient américaines ou canadiennes, seront acceptées par la juridiction d'attache du titulaire de permis.

Les juridictions peuvent exiger de leurs titulaires de permis qu'ils fassent leurs déclarations en mesures métriques ou en mesures américaines. Les taux de taxation seront convertis à l'aide des facteurs suivants et seront calculés au plus proche dixième de un cent :

- Un litre = 0,2642 gallon
- Un gallon = 3,785 litres
- Un mille = 1,6093 kilomètres
- Un kilomètre = 0,62137 mille

* P1320 Équivalences pour le gaz naturel liquéfié

Aux fins de la déclaration des taux de taxe et des résultats de vérification de même que de la transmission de données, le gaz naturel liquéfié (GNL) est converti selon les équivalences suivantes :

.100 Aux États-Unis, un gallon de diesel équivaut à 6,06 lb de GNL;

.200 Au Canada, un litre de diesel équivaut à 0,73 kg de GNL.

Commentaires sur la section P1300

P1310 *Voyez le commentaire sur l'article P130 du Manuel des procédures concernant les modifications apportées pour tenir compte des juridictions en dehors des États-Unis.*

P1320 *À la suite du vote 3-2013, l'article P1300 du Manuel des procédures a été modifié pour y supprimer l'article P1320. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2015.*

P1320 *À la suite du vote 5-2015, l'article P1320 a été ajouté à l'article P1300 du Manuel des procédures. La décision arrêtée à la suite de ce vote est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2017.*



POUR NOUS JOINDRE

PAR INTERNET

revenuquebec.ca



PAR TÉLÉPHONE

Région de Québec

418 652-IFTA (4382)

Autres régions

1 800 237-IFTA (4382)

PAR LA POSTE

Centre de traitement IFTA

Revenu Québec

3800, rue de Marly, secteur 3-2-7

Québec (Québec) G1X 4A5